

à l'est de l'europe, le centre ?

**j. aron, n. bàrdos-féltoronyi, c. cisar, a. faust, f. houtart,
e. kunz, a. leo, r. lew, e. mandel, j. nagels, e. szalai,
c. vander motten, j. vanlaer, v. von wroblewsky**

abonnement

pour la Belgique
pour l'étranger

700 f

800 f

faites-vous et faites-nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au compte 001-1047600-76 des CM
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles
pour les moins de 25 ans,
l'abonnement est de respectivement 350 f et 400 f

comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart,
Roger Somville.

comité de rédaction :

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit,
Jean-Michel De Waele, Dominique Driessen, Anne Drumaux,
Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh,
Jean-Pierre Keimeul, Rosine Lewin, Bérangère Marquès-Pereira,
Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard,
Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoît Verhaegen.

mise en page : Hélène De Noose

rédacteurs en chef : Pierre Gillis, Michel Godard

Avec l'appui de la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale.

Edité par FREE asbl avec le soutien de la Fondation Jacquemotte.

sommaire

- éditorial	3
- la nouvelle élite erzsébet szalai	7
- peinture réaliste contre marxisme bureaucratique jacques aron	24
<i>document</i> : le concept de réalisme en peinture wolfgang mattheuer	31
- à propos des églises est-européennes, et de la polonaise en particulier interview de françois houtart	37
<hr/>	
- nationalités et résurgence des nationalismes en europe centre-orientale christian vandermotten	42
- les frontières qui deviennent des murettes de cimetière... ou la question du nationalisme en europe centrale nicolas bàrdos-féltoronyi	62
<hr/>	
- du socialisme perversi au capitalisme en pologne jacques nagels	77
- les élections libres en pologne, en rda et en hongrie: une interprétation géographique jean vanlaer	100
- allemagne de l'est, est de l'allemagne (colloque de la fondation liebman) eva kunz, annette leo, vincent von wroblewsky	114

- le drame tchécoslovaque cestmir cisar	127
- « ma passion ddr » albert faust	139
<hr/>	
- bouleversements à l'est : quelques réflexions provisoires roland lew	149
- la nature sociale de l'économie soviétique - débat à propos du livre de gérard roland : <i>l'économie politique du système soviétique</i> ernest mandel	164
<hr/>	
- barbara mac clintock et la génétique moderne anne résibois	172
<hr/>	
livres	178
- une dernière chance à l'est	
- l'urss, de lénine à gorbatchev	
- belgique - congo 1960	
- la belgique de papa	
<hr/>	
revues	183
- « du communisme réel à l'ambition démocratique » (le monde diplomatique)	
- « union soviétique : crise d'un système, émergence des réalités » (cosmopolitiques)	
- « les fractionnements sociaux de l'espace belge, une géographie politique de la société belge » (contradictions)	
- socialisme	
- bulletin de la far	

A la mesure du tournant historique qui s'est manifesté, en 1989, sur le continent européen, ce numéro des *CM* sur les pays du centre et de l'Est de l'Europe apparaît comme un défi. Au chronomètre, d'abord, tant les événements vont vite et se multiplient, comme par exemple les échéances électorales dont plusieurs sont encore attendues. A la connaissance ensuite, car il s'agit de nombreuses dizaines de millions de personnes, d'au moins six Etats (en fait bien davantage), d'un enchevêtrement de cultures et de revendications nationales... A la capacité d'analyse enfin, puisque manifestement des centaines d'équipes d'experts - à quelques rares exceptions près - n'ont rien vu venir, et séchent sur le sujet.

La modestie de nos moyens et de notre propos s'impose donc comme manifeste, il n'y a pas de ruse à le souligner.

DES MATÉRIAUX

Nous ouvrons le dossier par deux textes d'une sociologue hongroise, Erzsébet SZALAI, à propos des « élites » dirigeantes. Manière de souligner que, dans ces pays, « le parti » unique n'est pas « un parti » - au sens que notre expérience ouest-européenne du pluralisme nous impose comme évidence - mais bien une forme de l'Etat tout entier.

Sans compter les problèmes que pose sur cette base le passage à un pluralisme politique à construire, presque *ab nihilo*, cette forme particulière d'amalgame Parti-Etat est sans doute un élément essentiel de l'enlèvement idéologique des milieux dirigeants, à propos duquel Jacques ARON nous donne un éclairage particulier, sur les débats entre peintres en RDA : le réalisme contre le réalisme en quelque sorte.

Nous avons également voulu évoquer le rôle de l'Eglise catholique, spécialement en Pologne évidemment : François HOUTART a aimablement accepté de répondre à quelques questions.

Deux textes abordent ensuite la question des nationalités, qui est mise en avant dans la gestation des partis politiques de plusieurs pays, et qui inquiète par les risques de conflits militaires qu'elle comporte. Christian VANDERMOTTEN en fait une présentation géographique et utilement

historique, façon de dire que la question a déjà été articulée et alambiquée dans des projets fort divers. Nicolas BARDOS-FELTORONYI analyse pour sa part les enjeux politiques et le substrat social de cette même question.

Le danger de latino-américanisation qu'il évoque *in fine* nous ramène à une approche plus économique, celle de Jacques NAGELS, qui poursuit, sur le cas polonais, un chemin, du « socialisme perversi au capitalisme sauvage », entamé dans notre numéro 171.

A titre documentaire - et il s'agit de documents originaux - nous vous présentons ensuite une analyse cartographique de Jean VANLAER à propos des résultats des élections en Pologne (4 juin 1989), en RDA (18 mars 1990), et en Hongrie (25 mars 1990).

Viennent enfin une série de textes-témoignages : de RDA, nous publions un compte-rendu de la rencontre organisée à l'ULB par la Fondation Liebman, débat qui a réuni fin mars Eva KUNZ, Annette LEO et Vincent VON WROBLEWSKY (*Neues Forum, SPD, PDS*) ; de Tchécoslovaquie, nous présentons un texte de Cestmir CISAR, ancien dirigeant du printemps de Prague, et enfin, à propos de l'évolution allemande et de « (sa) passion DDR », un essai d'anamnèse d'Albert FAUST.

Nous fermons ensuite, provisoirement, le dossier par un essai de Roland LEW et par un premier débat, inauguré par Ernest MANDEL, sur la thèse de Gérard ROLAND à propos du « mode de production soviétique ».

QUELQUES REFLEXIONS

Sil'ensemble est certainement lacunaire, nous espérons qu'il ne tombera pas dans l'hétéroclite. Du moins notre ambition est-elle de continuer à proposer des analyses qui privilégient les structures sociales, l'histoire profonde. En somme ce par quoi les sociétés en cause bougent, et n'ont jamais arrêté d'évoluer, quoi qu'en aient dit bien des experts et la plupart des journalistes.

Cette approche plus sociale - comme celle d'un Moshe LEWIN, qui plaide avec constance contre une sur-politisation de l'analyse (en Bien ou en Mal) - devrait nous aider à dépasser définitivement l'espèce de malentendu qui a pu accompagner l'expression et la conception d'une solidarité internationale au demeurant parfaitement justifiée dans son principe. C'est que nous avons identifié sous le même concept de socialisme ce qui était ici un programme, un processus de dépassement

du capitalisme - et en particulier de développement élargi de la démocratie - ou éventuellement une adaptation - social-démocrate - du capitalisme, et ce qui était ailleurs un projet alternatif de sortie non-capitaliste du sous-développement (voir les données citées par BARDOS : un siècle de décalage).

Le cas de la Tchécoslovaquie mis à part, il faudra donc se résoudre à trouver plus de points communs qu'on n'en voulait admettre entre les socialismes est-européens réels, et avec ou sans guillemets, et les socialismes du tiers-monde, dont les qualificatifs géographiques marquaient davantage de scepticisme de notre part.

L'appui sur le monde rural, la genèse en son sein de groupes dirigeants militaires, nationalistes, étatistes (si spécifiquement que ce soit), voilà des traits assez communs, en positif et en négatif. Et ce n'est pas verser dans un matérialisme vulgaire que de noter que les idéaux socialistes n'ont pas joué, dans la durée, un rôle décisif et généralisé dans la formation des élites dirigeantes. Comme disait Virgile Tanase, à propos de la Roumanie, « il fallait sa carte du parti comme son permis de conduire... ». Et on ne s'étonnera donc pas des mutations apparentes qui s'opèrent aujourd'hui au sein de ce qu'on appelle communément les *nomenklatura*, où on voit s'affirmer des candidats-patrons, des admirateurs de Thatcher..., sans parler des corrompus.

Mais les voies non-capitalistes de sortie du sous-développement ont d'abord été une réelle réussite : quelles que soient les discussions sur certains chiffres, on ne saurait le perdre de vue si on veut comprendre les relatifs consensus dont elles ont été l'objet. Et c'est même cette réussite qui fixe ensuite la barre du mécontentement populaire, dès lors que la croissance a ralenti. Qui pousse aussi sur la scène politique, après l'avoir produite, une masse de cadres, d'intellectuels, bref une nouvelle classe ouvrière qui ne supporte pas le carcan de l'aristocratie étatique constituée par les partis au pouvoir : ni l'incompétence, ni l'inculture, ni les privilèges, ni les abus de pouvoir, c'est ce qui revient de tous côtés.

S'agira-t-il alors seulement d'un élargissement du milieu dirigeant ? Avec quelle part pour une sphère capitaliste ? Avec quels rapports au capitalisme ouest-européen ? Et quel rôle pour la masse des travailleurs ? et pour les travailleuses, premières chômeuses potentielles sur un marché libéralisé ?

Ces questions vont évidemment au-delà du soutien sans réserve à la démocratisation en cours, à des « régimes démocratiques aussi séduisants qu'encore incertains », comme disait Claude JULIEN. Et elles

interpellent toute la gauche européenne, qui se méfie d'une Amérique latine à domicile, qui ne veut ni dumping social, ni aventures nationalistes, et qui ne sait trop où et qui sont ses interlocuteurs organisés de l'Est. C'est que, de part et d'autre, on a trop et trop longtemps considéré que les ennemis des ennemis sont des amis.

Ces questions, et elles révéleront nos interlocuteurs, ceux qui voudront bien les entendre d'abord, peuvent en fait se ramener à une seule, en deux parties : *qui veut l'Europe sociale, de l'Atlantique à l'Oural, et qu'est ce que ça veut dire Europe sociale* comme projet économique, politique et culturel ?

On s'apercevra sans doute alors que les sociétés de l'Est de l'Europe souffrent, paradoxalement, d'un trop peu d'Etat, tant au plan national que supra-national. Le trop peu de démocratie, c'était aussi cela.

Michel GODARD

Le contenu de ce numéro des *Cahiers Marxistes* vous intéressera, nous l'espérons.

Il peut intéresser vos amis. Vous souhaiteriez discuter de son contenu ?

Nous vous proposons deux

RENCONTRES-DEBATS

* le 7 juin, aux écuries de la Vènerie, à Watermael-Boitsfort.

* le 14 juin, au Cerisier, rue du Cerisier, à Cuesmes.

A chaque fois vous pourrez rencontrer au moins deux des auteurs qui introduiront les discussions : Nicolas BARDOS-FELTORONYI et Michel GODARD.

Au plaisir de vous y rencontrer (à 20 h. à chaque fois).

A noter que Nicolas Bardos a également participé au numéro tout frais de la *Revue Nouvelle* (n° 5/6, mai-juin) sur un sujet voisin : « Eden à l'Est : la politique du marché ».

la nouvelle élite

erzsébet szalai

Dans la vie politique et culturelle d'Europe centrale - et aussi d'ailleurs en URSS, un Jean-Marie CHAUVIER y insiste depuis longtemps - la littérature est un lieu d'engagements et de débats sociaux, majeur et reconnu comme tel.

Ce n'est pas moins vrai en Hongrie, où il y a eu bien des « cercles Petöfi ».

Ainsi, la revue qui a publié originellement les textes ci-après s'appelle-t-elle Elet és Irodalom - Vie et littérature. Elle est de plus un produit très typique des ouvertures de l'ère Kadar. Autonomie acceptée par le pouvoir, conflits avec lui également, la revue en a choisi le terrain dans des articles qui ont fait sa réputation et relèvent à la fois de la littérature et de la sociologie.

Sur la scène hongroise, cette revue, et certaines des thèses de E. SZALAI, se placent plutôt du côté des « urbains », à distinguer des « populistes », opposition souvent reprise pour caractériser le Parti des démocrates libres et le Forum démocratique.

Quant aux articles eux-mêmes, il faut souligner qu'ils ont été publiés respectivement le 30 juin et le 8 décembre 1989. Leur intérêt en est d'autant plus grand, car la perspicacité de l'auteur touche à l'histoire sociale profonde. Comment le PSOH s'est-il démantelé lui-même, en 88-89 ? Comment se structurent les nouveaux courants politiques aujourd'hui ? Vous ne trouverez chez E. SZALAI aucun compte-rendu ni aucune anecdote de « science politique », mais peut-être bien quelques éléments de compréhension, appuyés sur des travaux de sociologie qui vont à l'essentiel. Et le cas hongrois a valeur d'exemple-pilote, de l'avis général.

De nos jours, la plupart de ceux qui, dans l'opinion publique, s'intéressent aux matières politiques et aux organisations indépendantes * s'occupent en premier lieu des questions qui touchent à la conversion à

un régime multipartiste. C'est en rapport avec cela que naissent des stratégies, des tactiques et des coalitions. La *Table ronde de l'Opposition* désigne le PSOH comme le détenteur exclusif du pouvoir. Plusieurs organisations indépendantes * exigent la démission du gouvernement actuel.

Je ne discute pas la portée historique de la conversion au régime multipartiste. Je sais que le PSOH centralise encore beaucoup trop de pouvoir. Je vois que le gouvernement actuel s'affole et n'est pas maître de la situation. Je ne suis pas la seule à craindre un effondrement économique qui provoquerait une explosion politique suivie d'une dictature. Je pense cependant que les intellectuels qui observent la politique et les organisations indépendantes perdent beaucoup trop d'énergie sur les questions qui touchent aux luttes journalières, à la critique visible, ouverte, manifeste, du pouvoir politique et économique, au commentaire à courte vue des alternatives politiques. Ils s'occupent exagérément du sommet du pouvoir et beaucoup trop peu des processus en cours dans la société, qui sont neufs et même très peu visibles à l'oeil nu. Pendant qu'ils dirigent la plus grande partie de leurs forces pour empêcher le retour en arrière, leur raisonnement ne va pas vraiment jusqu'au bout : que se passerait-il s'il n'était pas question de retour en arrière ? Que se passerait-il s'ils obtenaient aux élections des positions significatives ? Pourtant c'est une alternative réaliste.

Je suis de plus en plus convaincue que, pendant que l'élite traditionnelle est la cible principale de l'offensive des organisations indépendantes, une nouvelle élite est sur le point de naître, et même de surgir des coulisses, et elle conquiert à un rythme rapide les positions-clés de la politique et de l'économie.

les caractéristiques et la stratégie de la nouvelle élite

Selon Elémer HANKISS, l'un des traits essentiels des processus actuels qui traversent la société est le fait que les membres de l'Etat et de la bureaucratie de parti essaient de reconvertir leur pouvoir et leurs privilèges acquis sous l'ancien régime, et de les transformer en vue de leur mise en valeur dans le nouveau régime. Ils émigrent de plus en plus dans la sphère du *management* et de l'entreprise, dans le nouveau

* ndt : il s'agit, en juin 89, des clubs, associations, forums qui ont formé l'opposition depuis le début des années 80.

régime fondé sur le marché. Ainsi, « la transmigration des bureaucrates de l'Etat et du Parti vers les nouvelles institutions en formation requises par une économie de marché, a commencé. Après les nouvelles banques suivront, en toute certitude, les holdings et autres institutions manipulant les patrimoines, les sociétés anonymes et celles dotées de conseils d'administration et ainsi de suite ». Ce processus rend possible la formation d'une grande alliance conclue entre :

- 1°/ des couches moyennes et supérieures de la bureaucratie du Parti;
- 2°/ des couches moyennes et supérieures de la bureaucratie de l'Etat;
- 3°/ des dirigeants des grandes et moyennes entreprises et coopératives; ainsi que
- 4°/ des cadres du niveau moyen et supérieur des entreprises.

Cette alliance peut nécessiter plusieurs décennies.

Je vois ailleurs l'essentiel des processus actuels qui touchent à la société et au pouvoir. Tout d'abord, je ne considère pas que la bureaucratie du Parti ni celle de l'Etat soient homogènes. Au contraire, je soutiens que le trait caractéristique de l'appareil du pouvoir actuel est d'être précisément fractionné. D'un côté, on trouve un parti de l'ordre traditionnel, et de l'autre côté, une couche réformatrice fondamentalement technocratique qui avant tout représente les intérêts des *managers* et des entrepreneurs éclairés. Selon moi, la grande coalition s'était déjà constituée en mai 1988 - au moment où le parti traditionnel et les technocrates réformateurs ont conclu leur alliance - alors qu'elle est maintenant justement en train de se disloquer. Pour l'essentiel, les technocrates réformateurs ne sont autres que la *beat generation* (celle de 1968 - *ndt*), les membres de la « grande génération » qui ont déjà, en partie, conquis les postes du pouvoir politique ou économique.

Ils disposent déjà de l'expérience dans la préparation des décisions. Beaucoup d'entre eux détiennent des positions managériales importantes dans des offices étatiques, des banques, des établissements financiers. Mais avec l'éloignement de l'élite provenant du parti de l'ordre traditionnel, je voudrais esquisser ici un processus jusqu'au bout. La vieille élite n'aura plus guère l'occasion de reconvertir son pouvoir politique. Et actuellement ce qui se passe de déterminant, c'est la marche en avant des troupes de la « grande génération » qui créent la nouvelle élite et le véritable partage des postes du pouvoir.

La nouvelle élite diffère sous plusieurs points de vue de l'ancienne. Ses points positifs sont son niveau moyen élevé de compétence profes-

sionnelle et le fait que, pour elle, l'expérience est l'une des valeurs les plus précieuses. Mais à un tel point qu'elle efface quasiment toute autre valeur. En premier lieu, la sensibilité sociale. Ceci n'est cependant pas fortuit. A l'époque de la révolution de 1956, l'ancienne élite a pu jauger la force de la société, et par la suite, pendant plus de trente ans, elle en a eu peur. Comme elle s'est accrochée rageusement au pouvoir, et comme elle n'a pu s'affirmer devant le pouvoir des monopoles qu'elle a créés, cette crainte a conduit à l'endettement du pays. Face à cela, la nouvelle élite n'a pas d'expériences cathartiques dans le champ de la société. Ses membres étaient pour la plupart, en 1956, encore enfants et leur socialisation s'est déroulée dans une société atomisée, désarticulée, ségréguée et enfoncée dans l'apathie, pour laquelle les initiatives de réforme ont pris, avec des intensités variables, leur source au sommet. Les affaires intéressantes en matière de politique - du moins selon les apparences - ont basculé dans les niveaux supérieurs du pouvoir, et ainsi les jeunes techniciens doués d'ambition pour le pouvoir ont senti qu'il valait la peine de regarder vers le haut. Je ne reproche pas leur crainte devant la société, car l'exemple de l'ancienne élite montre - et on le sait déjà par Istvan BIBO - que la peur est mauvaise conseillère. D'ailleurs la peur est déjà aujourd'hui présente dans la conscience de la nouvelle élite. Ce qui manque c'est la curiosité pour des processus qui se déroulent dans les couches profondes de la société, l'empathie sociale, la capacité de réflexion à l'égard des vraies forces de la société et la volonté, voire la capacité de mener cette réflexion. L'image que se fait la nouvelle élite de la société est extraordinairement vague et remplie de préjugés. Dans la crainte qui accompagne sa naissance, elle est trop angoissée, ce qui la rend inopérante. Elle ne parvient pas vraiment à utiliser et à rationaliser les impressions qu'elle a de la société.

* * *

La nouvelle élite a comme autre caractéristique importante le libéralisme et l'attrance pour le marché. Mais la préoccupation pour la démocratie ne s'étend guère au-delà de l'affirmation de la liberté des entrepreneurs, des *managers* et des « gens malins ». L'ancienne élite était pragmatique, mais ressentait le besoin de faire apparaître ses obligations envers la société. La nouvelle élite n'a plus envie de produire de telles illusions - ou dans une beaucoup plus faible mesure - et avoue quasi ouvertement qu'elle tient pour de l'idéalisme risible une pensée sociale provenant de la base. Elle a en point de mire l'Europe de l'Ouest, elle s'y rend fréquemment. Mais il en résulte qu'elle n'aime pas la force et qu'elle n'a pas d'inclination pour le militantisme.

Mais la nouvelle élite n'est pas que différente de l'ancienne. Elle lui ressemble aussi sous un point de vue important. Elle a grandi sous le

régime où s'est formée la bureaucratie qui a tissé ses ramifications à travers la société hongroise de l'ère de KADAR, et où le pouvoir s'est transformé en propriété ou, espérait-on, en héritage. Qu'elle le veuille ou non, elle devait prendre en compte le régime bureaucratique qui s'est formé. Elle fait sienne la capacité de marchandage informel et ceci affaiblit et peut affaiblir grandement sa force pour se reconverter vers le marché. Il est particulièrement significatif que pareillement aux membres de l'ancienne, ceux de la nouvelle élite ont construit entre eux un système de relations informel où de bonnes entrées sont nécessaires.

L'essentiel de la stratégie actuelle - même si elle n'est pas consciente - de la nouvelle élite est d'attendre jusqu'à ce que, sur base du mécontentement croissant de la société, les organisations indépendantes poussent l'ancienne élite hors de sa place. Entre-temps, il convient de soigner à travers leurs membres les organisations indépendantes et, par ailleurs, les relations personnelles déjà existantes. A mon avis, les processus politiques actuels ne pourraient à tout le moins se faire contre la volonté du noyau dur, contre des personnalités dominantes de la nouvelle élite.

que peut-on attendre de la nouvelle élite ?

Sur le plan politique, la nouvelle élite va s'efforcer de fonctionner activement avec les partis qui font montre de force, jouissant d'un grand prestige intellectuel et moral et d'une large base populaire, et même elle aura envie de leur céder une partie du pouvoir. Il y a une bonne raison pour cela. L'économie du pays souffre d'une maladie grave et aiguë, et le nouveau ou les nouveaux gouvernements seront obligés de se mouvoir sur un terrain de contraintes identique à celui du gouvernement actuel. D'un côté, la pression des créanciers internationaux, je le crains, ne va pas se relâcher ni avec la mutation en un système pluripartiste ni avec l'élimination de l'ancienne élite. D'un autre côté, les tensions intérieures vont croître sous la pression des dirigeants et des représentants des grandes entreprises, tout comme par le mécontentement sans cesse croissant de la population. Dans cette situation, l'intérêt élémentaire de la nouvelle élite sera le partage de la responsabilité, et à cette fin elle sera même disposée à transmettre le pouvoir. D'autre part, la nouvelle élite va laisser monter les partis forts pour qu'ils ne descendent pas vers la société. Si cette coalition voit ainsi le jour, alors des couches capables d'articuler peu ou prou leurs intérêts resteront totalement bloquées hors de l'arène politique.

La nouvelle élite hérite donc d'une situation économique difficile et quasi insoluble. Si cela ne dépendait que d'elle, et si elle parvenait à gagner les partis les plus forts à sa philosophie économique et à son idéologie de la propriété, alors elle ne pourrait et ne voudrait pas lutter avec l'un des problèmes fondamentaux de l'économie hongroise, l'organisation hypercentralisée et monopolisée des grandes entreprises. Cela veut dire de manière plus précise que le dessein de la nouvelle élite bureaucratique - peu perceptible pour le moment - va se heurter aux résistances de la nouvelle élite managériale des grandes entreprises. Celle-ci, selon mes constatations, s'accroche d'une façon similaire aux grandes entreprises, comme l'a fait l'ancienne élite. Le fondement économique de ceci est que le fait de casser l'appareil des grandes entreprises produira, à court terme, plutôt des pertes que des sources de plus-value, et pourrait aggraver dans l'immédiat la situation de la balance commerciale. L'exportation vers les pays capitalistes est réalisée en grande partie par les grandes entreprises et leur production remplace potentiellement l'importation. Selon les constatations faites jusqu'à présent, le « syndicat » des dirigeants des grandes entreprises ne peut être démonté par en haut. Le fait de soutenir les cadres des grandes entreprises - par des efforts venant d'en bas au niveau des usines isolées et des complexes d'usines - est cependant étranger au mode de pensée de la nouvelle élite bureaucratique.

La nouvelle élite attend la solution de la problématique des grandes entreprises de l'intervention des capitaux étrangers, de même que de la séparation des fonctions de propriété et de gestion, grâce aux réformes de la propriété. Mais je n'y crois guère. En ce qui concerne les capitaux étrangers, je ne pense pas qu'ils vont montrer un intérêt massif à l'égard de l'industrie hongroise passablement faible. Sans parler de la dégradation des infrastructures matérielles et du manque de l'infrastructure financière, et surtout de la situation intérieure de la société, des menaces ouvertes ou camouflées de mécontentement social. Et même si ces facteurs dans leur ensemble n'étaient pas décisifs, la nouvelle élite bureaucratique se retrouverait en face de la résistance de la nouvelle élite managériale des grandes entreprises. Et ceci est d'ordinaire un obstacle à la séparation des fonctions de propriété et de gestion. Je considère que cette séparation - si du moins elle est possible - ne pourra en grande partie être accomplie par la nouvelle élite bureaucratique que de manière formelle. On ne peut attendre beaucoup de changements du fait que prendra forme un réseau complexe d'appropriation croisée des secteurs de l'Etat, des institutions financières, des banques et des entreprises. Ceci ne renforcera pas significativement le contrôle sur les dirigeants des grandes entreprises mais, par contre, cela consacrera, institutionnalisera l'union à l'intérieur de la nouvelle élite qui occupe les postes-clés de l'économie.

Dans les mécanismes économiques développés par la nouvelle élite, tous les attributs du marché moderne et des mécanismes financiers vont apparaître : actions, obligations, Bourse, etc... Dans le développement des rapports de marché, on ne peut s'attendre à des progrès significatifs. D'une part, parce que le caractère monopolistique du marché national subsistera à cause de l'immuabilité du « syndicats » des dirigeants des grandes entreprises. Et d'autre part, la force de marchandage de la sphère des grandes entreprises subsistera aussi, à travers le réseau informel interne de la nouvelle élite, des marchandages particuliers et sans contrôle pourront continuer à se nouer.

Les changements prévisibles sont pour la plupart formels. On peut déjà voir aujourd'hui grandir le rôle des banques, et la bureaucratie de l'Etat a pour ambition de réguler le fonctionnement de la sphère des entreprises seulement à travers les banques. Les taux d'intérêt et les dividendes seront marchandés contre le soutien aux investissements et le crédit des banques.

Je n'ai pas mentionné jusqu'ici le grand espoir de la nouvelle élite bureaucratique à savoir la pénétration des capitaux privés. Ce processus peut améliorer les rendements de l'économie, mais je ne crois pas, étant donné leur importance actuelle et leur dispersion, qu'ils apportent une solution fondamentale dans les dix ou quinze années qui viennent. Même les possibilités résidant dans la reprivatisation ont leurs limites. Ce n'est que par l'intermédiaire d'une grande masse de crédit que l'on pourrait réaliser une reprivatisation significative : or pour faire cela, il n'y a pas assez de ressources extérieures ni intérieures.

Le rendement économique du pays ne va pas s'améliorer notablement, au contraire, c'est plutôt l'accentuation de la crise qui est probable. En même temps, la montée en flèche des différences de revenus est prévisible, mais ceci ne va pas fondamentalement refléter un jugement de valeur sur le marché. La nouvelle élite atteindra probablement le niveau de vie de l'Europe de l'Ouest. L'un des domaines les plus lucratifs sera la participation dans l'établissement du système institutionnel financier et d'entreprises des nouveaux mécanismes économiques. D'un autre côté, la pauvreté collective réapparaîtra.

la caractéristique féodale dans des couleurs occidentales

Il n'est pas exclu que, pour arrêter la régression économique, la nouvelle élite bureaucratique va tenter l'introduction d'une dictature réformiste. Cela suppose l'investissement des partis forts. Son objectif est de briser la nouvelle élite des *managers* des grandes entreprises ou de la contraindre à un compromis, d'étouffer le mécontentement social qui s'accroît et d'importer massivement des capitaux étrangers. Mais, selon moi, ce n'est pas une alternative réaliste. Même si la maîtrise sur les partis devenus puissants ainsi que le démantèlement de la nouvelle élite managériale des grandes entreprises réussissaient, et si d'autres groupes défendant leurs intérêts ne pouvaient pas, ou faiblement - mises à part certaines couches articulées - être exclus de l'arène politique, alors de fréquentes révoltes dues à la faim viendraient déranger la démocratie de la seule élite et la sécurité des capitaux étrangers. Je pense que l'état fiévreux de la société aura d'abord effrayé les véritables grands capitaux étrangers avant que, de leurs gains, on puisse nourrir les pauvres et la couche descendante, la plus importante, au sein de la classe moyenne déchirée en deux. Il faudrait, pour écraser le mécontentement, des moyens durs et impitoyables qui sont étrangers à la nouvelle élite qui fréquente l'Occident. Par ailleurs, l'opinion publique occidentale ne le verrait pas d'un bon œil, et son jugement de valeur est indispensable pour la nouvelle élite. Finalement, on peut s'attendre à l'affaiblissement des forces de la nouvelle élite puisque, avec le durcissement des tensions économiques et sociales, des conflits internes verront le jour.

Il n'y aura donc ni réforme radicale, ni dictature. Ce qui est prévisible, c'est un arrangement politique autoritaire mais pas dictatorial et le maintien fondamental de la caractéristique féodale de la société - avec des colorations de l'Europe de l'Ouest. Mais le régime ne sera pas durable à cause des tensions sociales sans cesse grandissantes : on peut s'attendre à ce que la nouvelle élite ne reconnaisse pas à temps l'imminence des difficultés à cause du manque d'empathie sociale.

Je l'ai fait sentir plusieurs fois : l'image du futur tracée plus haut, qui n'est guère rose, ne peut devenir réalité que si la nouvelle élite parvient à investir les partis les plus forts. En formulant le dilemme de manière grossière : les organisations indépendantes doivent choisir entre la nouvelle élite et la société. De façon plus nuancée : en quoi et jusqu'où vont-elles appuyer la nouvelle élite et, à l'intérieur de la société, sur quelle couche veulent-elles s'appuyer ? Tandis que la première formulation est émotionnelle, la seconde est rationnelle et elle signifie deux choses.

D'une part, que le but réel n'est pas d'empêcher la pénétration de la nouvelle élite, mais de limiter significativement son pouvoir, et de contrôler socialement même ce pouvoir limité. J'ai la conviction que sans de nombreux membres de la nouvelle élite, qui sont des techniciens talentueux et sortant des rangs, la société ne trouverait que très difficilement une issue à la crise.

Une dernière chose : si les organisations indépendantes veulent s'ouvrir sérieusement vers la société, alors elles doivent tout d'abord décider plus clairement sur qui elles comptent au sein de la société, sur quelles couches et quels groupes.

30.06.1989

Quelques mois plus tard, Erzsébet SZALAI reprend ses commentaires sur « la nouvelle élite » considérée comme le moteur des changements politiques radicaux, et caractérisée par deux traits, sinon une contradiction : sa solide implantation dans les mécanismes étatiques du parti et de l'économie, et son option pour le libéralisme.

E. SZALAI estime que, depuis son premier article, la progression de la nouvelle élite est devenue patente, « visible à l'oeil nu », et que c'est de son sein qu'en majorité provenaient les délégués du congrès du PSOH, que la force directrice du PSH en est issue.

ceux qui se reconvertissent

Les changements politiques radicaux ont été fondamentalement mis en marche par la nouvelle élite traditionnelle (on peut déjà aujourd'hui utiliser ce terme) et donc par les membres et groupes de la « grande génération » qui, avant mai 1988, se sont déjà placés dans les différents niveaux - inférieurs ou plutôt moyens - de la bureaucratie (d'Etat, du Parti et des entreprises). C'est-à-dire ceux qui ont été élevés par l'ancienne élite. Mais aujourd'hui, le djinn s'est évadé de sa lampe, il vit une existence autonome et menace sérieusement les situations acquises d'une partie de la nouvelle élite traditionnelle.

ИДИ, СЫНОК !



Premièrement, par l'intermédiaire des nouveaux partis, des élites de plus en plus nouvelles surgissent de la « grande génération », demandant et revendiquant pour elles-mêmes une part du pouvoir. Les membres de la nouvelle élite traditionnelle, qui sont dans une position de force momentanément en vue, n'occupent pas pour la plupart leurs postes depuis longtemps et ne sont pas significativement responsables de la crise économique actuelle. Il est quand même probable qu'après les élections une partie d'entre eux devra se retirer. C'est dans cette direction qu'agissent, d'une part, les aspirations au pouvoir, et l'avancée de la « nouvelle nouvelle » élite et, d'autre part, le ravivement des luttes pour le pouvoir à l'intérieur de la nouvelle élite traditionnelle. La cause principale de cette accentuation est que, à cause des tensions croissantes de l'économie, les phénomènes de recherche de bouc émissaire se renforcent à l'intérieur de la nouvelle élite traditionnelle.

La vieille bureaucratie de parti est en train de se décomposer, et à l'intérieur de la bureaucratie de l'Etat, il y a des changements de personnes. Quant à l'orientation que prendra le mouvement des cadres, faute d'une recherche empirique qui demanderait des instruments adéquats, on en est réduit aux supputations. Mais d'après les faits généralement connus, on peut supposer que, issus des bureaucraties du Parti et de l'Etat, des personnes éminentes vont s'orienter d'abord vers la « sphère commerciale », et plus particulièrement au sein de celle-ci, vers la sphère bancaire en phase de renforcement. Même si parmi ces personnes on peut trouver des membres de l'ancienne élite, la plupart provient de la nouvelle élite traditionnelle. Autrement dit, selon mes constatations, ce n'est pas conforme avec la réalité que de dire, selon l'opinion généralement admise, que l'ancienne classe dominante reconvertit son précédent pouvoir politique en pouvoir économique d'aujourd'hui. Les forces dirigeantes de l'ancienne élite dominante s'en vont actuellement à la retraite. Ceux qui se reconvertaient sont déjà en grande partie les membres de la nouvelle élite et la distinction a beaucoup d'importance. J'estime en effet que, malgré ses limites, à condition d'un contrôle efficace de la société, cette couche dirigeante trouvera pour la société de meilleures routes que l'ancienne.

De même, l'un des effets positifs de la possibilité de reconversion, c'est qu'elle réduit probablement la résistance de la nouvelle élite traditionnelle face à l'apparition et à l'occupation du terrain par de nouveaux groupes d'élite. Un autre effet important est le sentiment de sécurité - relative - nonobstant les résultats pratiques quelque peu incertains. Le membre-type de la nouvelle élite traditionnelle assumant un poste dirigeant de la bureaucratie de l'Etat est aussi celui devant lequel des possibilités économiques sont ouvertes. Qui a de la person-

nalité et qui jouit d'une popularité de bon aloi. Qui est capable de prendre ses responsabilités et d'en assumer les conséquences. Il peut également arriver que surgisse une personnalité non moins populaire, mais du type démagogique dont les décisions risquent d'être irresponsables, avec des effets à terme imprévisibles. Enfin si la reconversion du pouvoir, de possibilité devenait réalité, il faudrait aussi compter avec des effets contradictoires. La nouvelle élite traditionnelle qui participe à la reconversion du pouvoir politique emporte avec elle ses valeurs libérales dans la vie marchande, ainsi que ses connaissances techniques qui sont d'un niveau plus élevé que celles de l'ancienne élite. Mais elle emporte aussi son attraction pour le régime informel du marché privé, et son système déjà développé, non pas du marché, mais de relations. Quant à savoir si ce sont les effets positifs ou négatifs qui l'emportent, dans ce cas également ce sera la capacité et le mode de contrôle social qui le décideront.

Les motifs réels de la reconversion s'écartent du sujet. Certains n'ont attendu que cela, en préparant dans les années antérieures pour eux-mêmes les nouvelles banques, les sociétés anonymes par actions et les autres possibilités de la vie marchande. D'autres ressentent la faiblesse du régime sans son parti et sans l'appui de la société. Ils ne voient ni perspectives professionnelles, ni politiques dans l'occupation de postes donnés. Pour cette raison, ils se tournent vers des domaines plus séduisants, avec plus de perspectives, avec de meilleures possibilités matérielles - et dans de nombreux cas avec un pouvoir effectif plus grand (et souvent en imaginant que, plus tard, dans des temps meilleurs, ils pourront revenir dans la direction de l'Etat). Il y en a qui sont attachés par trop de liens à l'ancienne élite et se sont compromis à l'excès : ceux-ci ont peur que le nouveau pouvoir n'ait pas besoin d'eux. Enfin, il y en a qui, au cours de la lutte pour la survie au sein de la nouvelle élite, sont simplement jetés dehors.

la « nouvelle nouvelle » élite

Mihaly VAJDA a déclaré un jour qu'il craignait les politiciens qui ne veulent pas parvenir au pouvoir. Ces hommes politiques ne font que des propositions, mais ils ne veulent pas endosser les responsabilités que requièrent les décisions. Ceci peut aussi être formulé de cette façon : ils visent un pouvoir informel dont les effets laissent moins de traces et permettent moins de contrôle que ceux du pouvoir formel.

Je ne suis qu'en partie d'accord avec ce raisonnement. Comme il en sera question plus loin, dans une démocratie qui fonctionne bien, ce ne

sont pas seulement les personnes et les organisations qui luttent pour le pouvoir formel qui jouent des rôles politiques importants (il est vrai que ceux auxquels je pense, ne peuvent pas être qualifiés de politiciens au sens traditionnel du terme). Mais, quant à moi, ce qui découle de la réflexion de Mihaly VAJDA, c'est que l'on ne peut écarter des individus, des groupes ou des organisations pour la seule raison qu'ils cherchent à acquérir le pouvoir. De même, on ne peut condamner en elles-mêmes les alliances faites pour l'augmentation du pouvoir, ni l'organisation et les attaques de forces opposées au pouvoir ou à l'augmentation de celui-ci.

Max WEBER a écrit : « *Celui qui s'adonne à la politique, se lie à des forces diaboliques qui se trouvent derrière toute violence.* » En politique il n'y a pas de recette générale pour les rapports entre les buts et les moyens, on ne peut juger moralement les rapports entre les buts et les moyens qu'en analysant concrètement les situations particulières. Pour celles qui suivent, je ne m'engagerai pas dans un jugement moral, mais je ferai simplement un schéma de quelques processus sensibles dont je laisserai l'appréciation au lecteur.

Les deux partis les plus significatifs de l'opposition hongroise sont l'Alliance des Démocrates Libres et le Forum Démocratique Hongrois. Ils sont visiblement ceux autour desquels se regroupent les autres partis de l'opposition. Il est fort probable que tout d'abord ce sont leurs forces dirigeantes qui se porteront du côté de la nouvelle élite.

L'Alliance des Démocrates Libres est celle qui a lutté le plus radicalement pour l'éloignement de l'ancienne élite, en même temps, elle s'est coupée très tard et de façon tâtonnante et prudente des privatisations spontanées favorisant les dirigeants des grandes entreprises. Le sens de ces privatisations est que ce sont les dirigeants des grandes entreprises qui choisissent les nouveaux propriétaires et non les propriétaires qui choisissent les managers. Après l'éloignement de l'ancienne élite, sous certaines conditions, ce parti a proposé une alliance à la nouvelle élite traditionnelle se trouvant au gouvernement.

Le Forum Démocratique Hongrois n'a pas été très radical dans la lutte contre les forces dirigeantes de l'ancienne élite, mais en même temps, de manière dure et ciblée, il s'est opposé et s'oppose aux oligarchies locales et au courant de privatisation actuel pour obtenir une réforme de la propriété plus démocratique, plus transparente et plus juste. Ce parti cherche également les possibilités d'alliance avec la nouvelle élite traditionnelle.

Les différences de motivations des deux grands partis d'opposition proviennent, dans une large mesure, des différences dans leurs compositions sociales. En simplifiant un peu, l'Alliance des Démocrates Libres comporte deux parties. D'une part, il y a l'élément dur, professionnellement et politiquement crédible, qui s'est forgé durant les années d'illégalité. D'autre part, une masse dont l'apprentissage politique et la mise en valeur des intérêts ne font que commencer (ce n'est pas le libéralisme qui est le programme des Démocrates Libres mais, en premier lieu, ce qui fait leur succès, c'est le radicalisme pour affronter le système de l'ancienne élite). La force dirigeante de l'Alliance des Démocrates Libres ce sont principalement des intellectuels de Budapest habitués à l'indépendance, qui ont plutôt envie d'être « la conscience vivante de la nation » que les propriétaires formels du pouvoir. Et si toutefois cela arrive à certains, ils visent le haut du pouvoir et non les positions du pouvoir provincial et les sièges des dirigeants des grandes entreprises.

Je considère la composition du Forum Démocratique plus homogène. Son tronc est constitué de la classe moyenne, dont les racines se retrouvent dans la classe moyenne chrétienne de l'entre-deux-guerres. Comme le centre de gravité de cette classe moyenne se trouve plutôt en province, c'est la couche de la société qui a senti sur sa peau les méfaits de l'oligarchie locale, les bravades de la bureaucratie des grandes entreprises et c'est pour elle, surtout, que sont accessibles ces positions de pouvoir du niveau moyen, vers lesquelles son « agressivité » s'oriente en premier lieu.

A côté de ces deux partis, la nouvelle élite traditionnelle, est divisée selon que les membres du Parti Socialiste s'orientent en premier lieu vers le Parti des Démocrates Libres ou vers le Forum Démocratique. La force dirigeante du Parti Socialiste, surtout composée de la nouvelle élite traditionnelle s'est divisée sur le fait qu'il a lié des contacts avec différents autres partis de manière formelle ou informelle. L'issue de la lutte est encore incertaine car n'en décideront que les rapports de force à l'intérieur de la nouvelle élite traditionnelle et le résultat des luttes pour le pouvoir des deux partis d'opposition.

Aujourd'hui, je vois que, malgré sa situation incertaine, une partie de la nouvelle élite traditionnelle, par l'intermédiaire de son alliance conclue avec la « nouvelle nouvelle » élite, conservera ses positions de pouvoir même après les élections. Je considère cependant cette alliance comme expressément souhaitable. La nouvelle élite traditionnelle a une connaissance technique spécialisée, et une expérience qui ne peut s'apprendre que « sur le tas », et la « nouvelle nouvelle » élite, parce qu'elle est encore vierge par rapport au pouvoir et sans l'expérience du

pouvoir, doit apprendre à partir des erreurs de l'élite traditionnelle. Il ne serait pas bon, si avec le mot d'ordre « *les communistes hors du pouvoir* » se reproduisait, dans un sens contraire, la politique des cadres des années 50. Il faut bien sûr éloigner les personnes incompetentes. Mais, dans une campagne de nettoyage unilatérale, seraient sacrifiés des hommes préparés professionnellement, aux visées honnêtes, et qui ont joué un rôle clé dans la décomposition de l'intérieur des anciens rapports de pouvoir et dans le démarrage des changements radicaux. Ceci se ferait aussi aux dépens de la société. Comme il en a déjà été question, la condition pour que la nouvelle élite soit plus performante que l'ancienne est le contrôle efficace par la société.

les conditions du contrôle par la société

La condition la plus fondamentale du contrôle de la société est l'autonomie politique des citoyens qui peut se fonder sur l'autonomie économique de couches de plus en plus larges de la société. La condition pour y arriver c'est la promotion de l'accès à la propriété des couches les plus mal loties, c'est-à-dire une réforme démocratique de la propriété. Au cours d'une telle réforme de la propriété, à côté des impulsions assez appétissantes des entrepreneurs privés de l'intérieur et de l'extérieur, il faut produire les conditions de l'appropriation par les travailleurs et le gouvernement local, de manière à ce que se crée la base matérielle ferme et indépendante des affaires de santé, culturelles et sociales.

C'est une vue répandue de nos jours que le temps des partis de catégories et de classes sociales est passé et qu'il faut, selon le modèle de l'Ouest, *faire naître* des partis populaires modernes dans notre pays. On ne peut pas oublier que, dans les démocraties occidentales, les partis de classes se sont transformés en partis populaires quand les fondements matériels de la « paix de classe » sont apparus eux-mêmes. Ici et maintenant, au seuil de la transformation radicale et structurelle de notre économie, nous nous trouvons dans une situation économique et politique bien plus chargée en conflits. Et nous avons payé un prix fort amer jusqu'à ce que nous ayons appris qu'il valait mieux évoquer ouvertement les conflits plutôt que de les cacher. Nous avons dit que le régime à parti unique conduit sur de mauvaises routes, parce que sous le couvert des intérêts de l'ensemble de la société, les intérêts des groupes qui sont au pouvoir reçoivent des priorités incontrôlables. Maintenant la société doit choisir entre plusieurs douzaines de partis représentant les intérêts de la société. Et la société ne sait plus qui écouter. Chaque parti de l'opposition dit qu'il veut une démocratie

parlementaire fondée sur le système multipartiste, avec une économie de marché et un filet de protection sociale. Mais le diable se cache dans les détails : comment allons-nous y parvenir et quel système multipartiste, quelle démocratie parlementaire, quel marché et quel filet de protection sociale voulons-nous ? Parmi les réponses données à ces questions pourrait apparaître quels sont les intérêts des groupes sociaux qu'ils servent - même si c'est de façon inconsciente. Cependant, il y a des signes du démarrage du processus d'éclaircissement, mais la tendance principale est manifestée par le fait que la société n'est sensible qu'aux arguments émotifs, passionnels des partis. Parce que la lutte entre les partis se place sur le terrain des émotions des électeurs et non sur un terrain intellectuel. Cela sera meilleur et reflétera mieux les rapports réels et les événements si le débat entre les Démocrates Libres et le Forum Démocratique ne porte pas sur le mode et le moment de l'élection d'un président républicain mais, par exemple, sur la réforme de la propriété.

La condition majeure pour la capacité de contrôle de la société sur la nouvelle élite est que les partis expriment clairement quels sont les intérêts des groupes sociaux qu'ils représentent en premier lieu. Ceci ne veut pas dire qu'ils ne doivent pas s'occuper des questions se rapportant à la création de consensus de la société, ni qu'ils ne doivent pas avoir de la considération pour les intérêts d'autres groupes de la société. Au contraire, tout cela est souhaitable. Mais il faut parler ouvertement des conflits et il faut élaborer une échelle des priorités.

Pour exercer ce contrôle de la société, des mouvements sociaux, indépendants des partis, peuvent être des institutions fort importantes (y compris les organisations professionnelles), qui sciemment ne souhaitent pas s'organiser en parti. Leur mission est de catalyser par en-dessous l'organisation de la société (selon l'une des études de Béla POKOL, l'abondance de mouvements sociaux indépendants dans les démocraties occidentales remplit la fonction d'être la matrice d'idées que plus tard les partis épingleront sur leurs bannières).

Il est indispensable que les partis accordent un maximum de publicité à leurs activités, à l'intérieur de même qu'aux alliances nouées. De ce point de vue, il est exemplaire qu'à l'occasion de la dernière réunion des Démocrates Libres, ceux-ci ont révélé qu'il n'attaqueront pas et qu'au contraire ils aideront le gouvernement au cas où il se déclare indépendant des partis et met au point un programme à court terme pour agir sur la crise. La direction du Forum Démocratique s'est prononcée identiquement il y a peu.

Enfin, les intellectuels indépendants des partis et d'autres organisations peuvent aussi jouer un rôle dans le contrôle de la nouvelle élite. Il est souhaitable qu'il y ait une telle catégorie d'intellectuels qui ne considère pas comme sa tâche la politisation des organisations, mais l'analyse impartiale permanente des situations politiques et économiques et la contribution à la définition des objectifs politico-socio-économiques. Non pas au-dessus des partis, mais à côté des partis.

Etant donné que des intellectuels renoncent sciemment à donner une connotation politique à leurs vues, dans le cadre de leur organisation, il faut qu'ils sachent que leur signification dans un monde où se développent des partis va sans doute diminuer. Mais leur rôle social ne va pas cesser. L'exemple de l'ancienne élite l'a montré : la fin d'un pouvoir incontrôlable est la chute. Ainsi la création des conditions de contrôle social n'est pas seulement, à long terme, dans l'intérêt de la société mais aussi de la nouvelle élite.

08.12.1989

(Traduction : Almos MIHALY)



La marche du siècle, Bronze polychromé, 1984
Musée Morizburg, Halle

peinture réaliste contre marxisme bureaucratique

jacques aron

Aucun observateur politique, à quelque opinion qu'il appartienne, ne se vante aujourd'hui d'avoir prévu l'ouverture du mur de Berlin dans les conditions et au rythme où elle s'est produite.

Il est cependant de nombreux indices de la dégradation de la situation interne de la RDA pendant ces dernières années, de l'irritation ou du découragement croissant des intellectuels les plus représentatifs devant l'état du pays, le conservatisme des dirigeants du SED et la dissimulation des problèmes réels sous un vernis d'apparence marxiste.

De cette révolte d'intellectuels issus pourtant du régime et qui s'étaient affirmés en son sein, je ne donnerai ici qu'un exemple, parce qu'il me paraît significatif et se rattache à une personnalité dont l'oeuvre m'avait frappé et révélait à mes yeux l'expérience tragique de l'Allemagne et peut-être de l'Europe pendant ces septante dernières années. Il s'agit de l'un des peintres et sculpteurs les plus éminents de la RDA.

Les arts plastiques comptent dans ce pays parmi les secteurs de la vie culturelle qui étaient parvenus à desserrer l'étau d'une idéologie sclérosée, et qui s'étaient acquis un statut ambigu oscillant entre la reconnaissance officielle et l'affirmation de positions critiques en étroite correspondance avec celles de la littérature, du théâtre, etc..

Peu de pays peuvent en effet s'enorgueillir de posséder une telle production picturale, dont le rayonnement a largement dépassé les frontières, même si elle reste méconnue chez nous. Cette floraison s'appuyait sur les meilleures traditions nationales après l'abandon du soi-disant réalisme socialiste et sur une diffusion et un intérêt qui dépassaient le petit cénacle d'amateurs initiés.

J'étais à Berlin en octobre 1988 et j'avais été attiré par les affiches qui annonçaient en secteur occidental une grande exposition de treize peintres de la RDA, à deux pas du mur, manifestation qui préluait de façon originale à la rénovation de tout un quartier.

zeitvergleich 88

Ce titre, « Confrontations », désignait ce type d'exposition depuis 1982.

Au milieu de la première salle, je m'arrêtais stupéfait devant une sculpture de 2.50 mètres de haut, partiellement peinte (ce qui suscite habituellement la désapprobation indignée des spécialistes).

« La marche du Siècle » (« *Jahrhundertschritt* ») : l'homme franchit un pas démesuré ; la jambe qu'il avance est nue et vulnérable ; celle sur laquelle il s'appuie en fléchissant le genou est bottée. La botte est noire et rayée de sang. Le bras noir qui s'avance fait un salut fasciste ; l'autre est en retrait, le poing levé. Ce bras dessine avec la jambe bottée une demi croix gammée ; les deux principales idéologies du siècle se mélangent et s'affrontent à la fois.

L'homme désarticulé s'entrouvre, sa tête s'enfonce dans la crevasse béante de son corps. Sait-il encore où le mène son pas de géant ?

Autour de la sculpture, des tableaux très colorés et généralement de grand format eux aussi portent le nom du même artiste : Wolfgang MATTHEUER.

Ce peintre autodidacte s'est rapidement affirmé dès le milieu des années 60.

Dix ans plus tard, primé et exposé en RDA, il connaît également le succès en République fédérale.

Lothar LANG, l'un de ses premiers biographes en RDA écrit à son propos :

« La problématique de la réalité sociale de la RDA prend une place de plus en plus centrale dans l'oeuvre de W. MATTHEUER. Elle s'exprime dans une peinture de genre, à portée critique, et surtout dans des images allégoriques et partiellement symboliques, qui s'insinuent derrière les coulisses de l'habitude et de la convention. »

MATTHEUER, concerné avant tout par la maîtrise socialiste (souligné par l'auteur) de la vie collective, ouvre ainsi de nouvelles voies pour une synthèse réaliste : une structure emblématique et une figuration dialectique introduisent dans la peinture une méthode critique ». (1)

On le voit, MATTHEUER n'est pas un contestataire exilé ou clandestin. En 1978, il devient membre de l'Académie des Arts, voyage dans de nombreux pays occidentaux, prend part en 1984 à la Biennale de Venise où le pavillon de la RDA se taille un important succès.

Il est membre de la direction de l'Association des artistes plasticiens où il défendra à la fois sa compréhension du réalisme dans l'art figuratif et l'organisation du débat le plus large autour de toutes les formes d'expression. L'intervention qu'il prononce en 1984 et que nous publions en annexe témoigne de ses positions.

Sa thématique personnelle, d'une évidence trompeuse, s'est constituée il y a plus de vingt ans et n'a cessé de s'approfondir en de vastes séries de peintures, gravures, sculptures centrées sur la réincarnation moderne des héros de l'Ancien Testament ou de la mythologie grecque. Caïn, Prométhée, Sisyphe, et le plus populaire d'entre eux, Icare, le rêve et l'évasion, sans cesse tentés et sans cesse avortés.

Mattheuer :

« Ce qui m'intéresse dans beaucoup de mythes et d'histoires, c'est la signification qu'ils peuvent encore avoir pour nous, la manière dont ils peuvent nous aider à incarner des problèmes et des conflits non résolus aujourd'hui. J'y vois surtout le support d'idées imagées. Je pense que la figure de Sisyphe est encore bien vivante dans la conscience des gens, ainsi que l'atteste le langage. Un travail de Sisyphe est un travail absurde, celui par exemple de réaliser un produit en programmant son usure immédiate. Le concept doit être étendu à l'aliénation du travail, au sens marxiste du terme, à ce qu'il y a d'inhumain dans le mode de production capitaliste. Le socialisme doit fournir une alternative, même s'il n'est pas encore possible de la définir avec précision. C'est ici que doit apparaître la qualité nouvelle du mode de production socialiste. L'attractivité de la production capitaliste déclinera, parce que quelque chose de meilleur, de plus humain apparaît, une alternative à la société du prêt-à-jeter ». (2)

Avec les années, l'interprétation des mythes classiques dans les peintures de MATTHEUER se fait à l'évidence plus pessimiste.

De la figure de Sisyphe, représenté d'abord selon le récit traditionnel, roulant sa pierre, dérive graduellement une personnification de l'effort inutile, cyclique, comme celui de l'animal enfermé dans une cage cylindrique tournant perpétuellement sur son axe.

Des esquisses préparatoires du Sisyphe naît « la marche du Siècle ».

Dans la société du socialisme bureaucratique et policier, l'espoir de transformations concrètes s'estompe, l'alternative perd sa crédibilité.

Le mythe prend valeur universelle. L'homme qui marche longe le mur. Le mur devient labyrinthe.

Il faut tenter quelque chose, oser sortir, même nu comme les jeunes héros des toiles de MATTHEUER qui quittent la maison en flamme, les fétiches du passé, pour plonger dans l'azur. Perestroïka ?

Dernier acte : j'ignorais en visitant l'exposition que l'auteur de la sculpture devant laquelle je venais de m'interroger longuement, avait lui aussi franchi un seuil décisif.

Le 7 octobre 1988, il adressait au SED sa lettre de démission où l'on peut lire :



Prométhée quitte la scène. Linogravure, 1981

« Je ne peux me réjouir, là où le chagrin et la résignation, la disette et la dégradation, la corruption et le cynisme, l'exploitation industrielle sans scrupule imprègnent à tel point la vie et l'oppressent, là où toute transformation actuelle et future est exclue du programme officiel ». (3)

Dix ans plus tôt, MATTHEUER avait noté ce court poème dans son journal intime :

*Mon ami se plaint :
Ma provision d'espoir
est épuisée
Je l'entends dire :
Il n'en rentre plus depuis longtemps dans mon grenier
Il garde cependant
l'espoir d'un changement prochain
Sans quoi, dit-il, comment vivrions-nous ?*

Pour MATTHEUER, un an avant l'ouverture du mur de Berlin, l'espérance de l'espoir était déjà morte.

Février 1990

(1) LANG L., *Malerei und Grafik in der DDR*, Verlag Philipp Reclam, Leipzig 1986 (traduction : Jacques Aron)

(2) Interview au *Leipziger Volkszeitung* du 15.8.1973, reproduite dans le catalogue *Zeitvergleich 88* (traduction : J.A.)

(3) *Der Spiegel*, 11.12.1989 (traduction : J.A.)

Icare se redresse. Linogravure, 1989
(réalisée après l'ouverture du mur de Berlin)



le concept de réalisme en peinture

Document

wolfgang mattheuer

Contribution à la discussion de l'Association des artistes plasticiens de RDA le 15 mars 1984 à Berlin.

(...) C'est en tant que peintre que je prends ici la parole ; ce n'est ni en tant qu'architecte, graphiste ou designer. Je parlerai d'abord de la situation artistique à laquelle nous sommes confrontés, avant de vous dire quelques mots du concept de l'image, du tableau.

L'art qui ne contredit pas, qui ne contredit en aucune manière les conventions, ni sur le plan formel, esthétique, ni sur le plan du contenu thématique, cet art-là n'est qu'un produit de confection, fût-ce d'un genre particulier.

Si un tel art peut incontestablement être beau, il est par contre exclu qu'il représente un idéal pour de jeunes talents audacieux et pleins d'ambition.

Une époque dans laquelle les intérêts des groupes - dans notre cas ceux des amateurs d'art - reposent sur des conventions qui légitiment toute forme, toute esthétique, et sont en même temps très hésitantes en matière de contenu, de thèmes et recommandent plutôt l'abstention ou le dédain à leur égard, une telle époque est qualifiée par de braves défenseurs de l'esprit du temps d'heureuse époque pour l'art.

La liberté artistique fleurit, mais de la même manière que se répand l'indifférence polie.

Qui oserait y trouver à redire, et comment ? Qui la contradiction irrite-t-elle encore ?

Tout est d'une certaine façon contradictoire ; chacun contredit chacun.

La contradiction n'est plus que le dernier cri, un pur produit de confection. S'émouvoir ou s'irriter à propos d'art est provincial et vieux jeu ; seul le changement rapide est payant.

Non vraiment, il ne s'agit pas d'époque heureuse pour les arts ni pour les talents audacieux et ambitieux.

Dès lors où mordre, pourquoi mordre, s'il ne s'ensuit qu'un hochement de tête fatigué ou étonné, puisque tout, en peinture, est permis et se vaut, puisque toute révolte ou toute provocation n'est que la énième répétition, puisque tous les cadres ont été dynamités depuis des décennies et que leurs décombres peuvent composer le tableau lui-même, comme un rat écrasé placé là sans provoquer la moindre réaction ?

Dans une telle époque, il est plus difficile que jamais aux jeunes créateurs persévérants de placer leur espérance au-delà du paradis commercial.

Si aujourd'hui la couche sociale intéressée par l'art et qui le soutient est ainsi disposée, si la soi-disant avant-garde est la convention qui a cours, alors les véritables novateurs et les jeunes talents ont le devoir de s'opposer clairement à tous ceux qui, par convention, désagrègent et décortiquent, calculent et bricolent, font tout sauter et partent à l'aventure. Il leur faudra rétablir des cadres et y faire rentrer le monde, en tout et en partie, dans sa profusion et son ordonnance.

Mais ce n'est de ma part qu'un pieux souhait ; je m'égare sans doute dans l'espoir d'un avenir moins trouble.

Voilà comment j'aperçois notre situation, en gros et intentionnellement grossie, non comme un état de l'art propre à la RDA, isolé, mais au contraire lié à la scène mondiale à laquelle il participe.

Comme peintre, cette situation me pèse peu. Elle me pousse sans cesse à réagir, m'empêche de m'engourdir et, lorsque je suis en forme, elle me renforce dans mon propre point de vue et mes opinions artistiques.

Si je suis fatigué et que je perds confiance, elle entraînera confusion et stérilité. D'autres, plus appliqués, produiront de la confection en série qui peut aussi avoir son charme.

Comme artisan, je pourrais dire que tout cela m'est indifférent : je tisse ma toile, c'est ce que j'ai de mieux à faire.

En revanche, une telle attitude, commode, n'est pas permise si on est membre de la direction de notre association.

Pour nous, membres de la direction, cette réalité, ce dilemme sont beaucoup plus graves, car il y va du partage de la commande et des moyens financiers par une institution nécessairement pluraliste.

Notre but doit être d'offrir des possibilités de diffusion publique à toute expression artistique qui se développe et cherche à se faire connaître.

Et cela, précisément, parce que l'irritante confusion actuelle, de même que le pluralisme acclamé doivent être l'affaire de tous et non de quelques spécialistes, tout au moins si on espère parvenir à plus de clarté.

La direction ne peut aucunement agir en censeur en laissant tomber ces mots : « nous n'avons pas de place pour ceci ou cela ».

Par la force, on refoule ou écarte aussi bien l'inconnu, la nouveauté ou la bêtise ; mais ce n'est pas le moyen de sortir de la confusion, tout au plus une preuve d'embarras.

Trop souvent, l'oeuvre censurée est anoblie par la persécution, mythifiée, entre dans la légende, car tout ce qui est clandestin est politiquement excitant.

Une lutte ouverte et correcte entre égaux pour défendre un point de vue ou un programme est ainsi impossible, puisque les critères ne sont jamais mis en question.

Si l'on évite donc d'agir ainsi et que l'on diffuse également tous les courants artistiques, on évite en même temps de prêter au dialogue, à la discussion, aux querelles des intentions extra-artistiques.

Ceci conduira peut-être à la longue à plus de clarté, ravivera l'esprit et les sens, démasquera partout les rusés et les timorés qui ne vivent que de la confusion.

Ce climat sera plus propice aux créateurs, aux novateurs, aux pionniers ; la prolifération d'épigones et de confectionneurs s'en trouvera un peu ralentie.

En fin de compte, c'est seulement à ce moment-là que l'on pourra parler librement d'une catégorie philosophique comme celle du tableau réaliste.

Libéré notamment de la crainte de contribuer par sa propre définition à en exclure d'autres et à rétrécir à nouveau la politique culturelle ou artistique.

Redisons-le une fois encore : premièrement, stimuler de la même façon tous les courants et toutes les écritures artistiques, traditionnels ou novateurs et, deuxièmement, sur cette base, permettre la confrontation continue, ouverte, nécessaire et sans entrave entre tous les points de vue opposés.

Qu'est-ce qu'un tableau ? Tous ces cadres qui pendent aux murs ? Quelques fleurs séchées sous verre ? Le diplôme du boulanger dans sa vitrine ? Tout rat écrasé dans un cadre doré ? Même à des millions d'exemplaires ? Non, ce ne sont pas des tableaux.

Une surface monochrome n'en est pas un non plus. Un coussin aux couleurs dérangeantes n'est pas l'image d'un coussin mais le coussin lui-même. L'art, le tableau, ne peut être la nature ou l'objet même. Le concept même de tableau serait sans objet. Faire un tableau équivaldrait à se saisir simplement de la chose.

Il existe pourtant des tableaux faits de matières diverses.

Naturellement, mais sont-ce des tableaux ?

Max BECKMANN aurait certainement répondu par la négative.

Je considère par exemple les montages de Kurt TEUBNER comme des tableaux réalistes, poétiques du milieu prolétarien de la Saxe montagnaise.

Le torchon déchiré sous des lambeaux de carton bitumé, collé sur carton par Hermann GLÖCKNER, je l'appelle torchon déchiré, sous des lambeaux de carton bitumé, monté sur carton dans une intention formelle.

Mais si PICASSO rassemble trois planches, perce dans l'une un trou, peint sur les autres deux cercles, voici que m'apparaît l'image d'une figure humaine inconnue, et je me trouve devant un miracle de métamorphose et d'abstraction.

Mais si je considère quatre plaques d'acier de SERRA, hautes de douze mètres, je fais face à un assemblage gigantesque et raffiné de

tôles, un objet certainement attirant, mais pas l'image de quelque chose, pas une métamorphose.

Il demeure un assemblage attractif, monumental, décoratif de quatre tôles.

Si nous abordons le concept du tableau réaliste, une question se pose aussitôt : un tableau réaliste doit-il être figuratif ?

Pour ma part la réponse est très simple : oui !

Il m'est tout aussi simple de répondre à la question de savoir si un tableau abstrait peut-être réaliste. Oui, s'il est entendu que l'abstraction ne signifie nullement l'élimination ou l'expulsion de l'objet hors du tableau.

L'oeuvre de PICASSO est une merveille d'abstraction, mais ne se place pas au-delà de la réalité. La figuration reste un support inépuisable de sens qui permet à l'homme et à l'humain de s'exprimer et de se manifester.

Mais alors, tous les tableaux sont abstraits. Oui, car la reproduction la plus naturaliste abstrait la troisième dimension dans une image à deux dimensions.

Abstrait comme tout tableau qui se rapporte aux formes naturelles et les transforme par un processus d'abstraction, sans entrer ou s'envoler pour autant, par delà ces rapports, dans le royaume de la forme pure, libre, absolue et concrète.

On parle alors d'art figuratif ou non-figuratif.

La différence entre abstrait et non-figuratif n'est pas quantitative, mais qualitative. Il y a entre eux un saut qualitatif.

Mais que déduire de cette querelle conceptuelle ?

Dans le domaine de l'art, les concepts forment un labyrinthe de miroirs.

Je prétends simplement qu'un tableau réaliste doit être figuratif. Je prétends même que chaque tableau doit l'être sous peine de n'être qu'un objet formel, qu'une mise en forme (« *Gestaltung* »).

Evidemment, inverser la formule et assimiler réalisme et figuration serait ridicule.

Avec la représentation des objets, leurs significations entrent dans le tableau.

Qu'on le veuille ou non, celles-ci s'expriment, et même dans les abstractions les plus audacieuses.

Cette façon dont les choses s'expriment, ce discours, ce démon pour beaucoup, qu'on l'aime ou qu'on le haisse, ne s'évanouit que si l'on arrache à la peinture toute trace de réalité.

Celui qui ne peut accepter cette implication littéraire du tableau, doit en chasser les hommes et les choses et former des surfaces non figuratives.

Il faut choisir : peintre ou créateur d'objets formels.

Pour le peintre réaliste, la signification des choses n'est pas un mal nécessaire, mais un moyen de l'art.

NOTE

Ce texte est reproduit dans le catalogue de l'exposition consacrée à treize peintres de la RDA : *Zeitvergleich 88*, Berlin 1988. (Traduction : J. Aron avec l'aimable collaboration de F. Van Boxelaer).

à propos des églises est-européennes, et de la polonaise en particulier

interview de françois houtart

Comme nous le rappelle par ailleurs Nicolas BARDOS-FELTORONYI, l'Europe centrale a une spécificité religieuse qui permet de lui esquisser en tout cas des frontières à l'Est : prépondérance des Eglises catholiques et protestantes, ici, des orthodoxes plus loin.

Dans le mouvement historique séculaire de la poussée à l'Est qui a vu par exemple les Germaniques se battre avec les Polonais, en Prusse et en Silésie, et les Polonais avec les Russes, en Ukraine et en Biélorussie, la part du religieux ressort assez bien : protestants/ catholiques/ orthodoxes.

Car les Eglises ont été associées aux stratégies de conquête et pas seulement de défense. C'est qu'elles étaient les « appareils idéologiques d'Etat » de l'Ancien régime, avec une base rurale comme lui.

La confrontation des régimes communistes avec le religieux n'a donc pas été seulement - ni peut-être principalement - une affaire idéologico-philosophique, c'était une réelle affaire politique, où les politiques agricoles jouent un rôle essentiel, et pas uniquement à propos des éventuelles propriétés ecclésiastiques. Il s'agissait, dans des sociétés essentiellement rurales au départ, de stratégies de développement et de contrôle de celui-ci. Il s'agit sans doute encore de cela aujourd'hui.

Un pape polonais dirige aujourd'hui l'Eglise catholique, et il est manifestement symbole à l'Est, témoin d'une résistance religieuse victorieuse, voire d'une religiosité recrudescente.

A l'Ouest, ce pape fait plutôt figure de traditionaliste, de « normalisateur » des avancées du concile de Vatican II (1962-65) : on le compare défavorablement à Jean XXIII, on voit en lui l'ennemi des Eglises progressistes d'Amérique latine. Comment articuler ces deux images ? et d'abord apprécier leur pertinence ? Ces deux questions nous ont conduit à interroger François HOUTART, professeur à l'UCL, spécialiste de sociologie religieuse, connu pour ses études sur l'Inde, le Vietnam et l'Amérique latine.

CM - *Quel rôle les évêques des Eglises est-européennes ont-ils joué dans le déroulement du concile ?*

FH - Les évêques polonais étaient peu nombreux et la présence hongroise a été discrète. Les Eglises de Pologne et de Hongrie étaient plutôt tentées de se taire, afin de s'éviter des difficultés - par autodéfense en quelque sorte. Leurs représentants à Vatican II n'ont pas organisé de conférence et ne sont guère intervenus dans les débats. Ils ont, je crois, eu le sentiment que le concile, où le ton était donné par l'Occident, ne les concernait pas vraiment et, par ailleurs, ils ne tenaient pas tellement au changement. Seul Karol Wojtyła a laissé une image modernisante, se distinguant de l'arrière-garde. C'est d'ailleurs le même Mgr Wojtyła qui a empêché que le concile prononce la énième condamnation du communisme par Rome, condamnation pour laquelle plaidait notamment le cardinal Ottaviani. Les arguments de l'évêque de Cracovie : 1/ il est inutile de réaffirmer une position bien connue ; 2/ il est possible que pareille réaffirmation ait des effets négatifs pour les Eglises de l'Est.

On ne peut en dire autant de la Hongrie. Les catholiques de ce pays (environ 50 % de la population) ont été traumatisés par le sort de l'archevêque Mindszenty, condamné à la prison à perpétuité en 1949, libéré en 1955 pour être assigné à résidence, et qui, en novembre 1956, lors de l'insurrection, se réfugia à l'ambassade des Etats-Unis, où il resta jusqu'en 1971. Pendant ces quinze années, qui couvrent la période conciliaire, la hiérarchie hongroise s'est, grosso modo, raidie contre tout

changement et elle adopta une attitude d'opposition radicale, qui tranchait avec celle qu'elle eut pendant la guerre. Après 1971, le renversement fut considérable. Le nouvel épiscopat prit une attitude de coexistence active avec le régime politique. Par contre se développa un mouvement de communautés de base, méfiant à la fois à l'égard de la hiérarchie « collaboratrice » et du néo-joséphisme du pouvoir.

CM - *Peut-on dire que le dynamisme du concile est resté pratiquement sans effet en Pologne ?*

FH - Je le crois. Mais au risque d'enfoncer des portes ouvertes, il faut rappeler que l'Eglise catholique en Pologne s'identifie à la nation, qu'elle est forte d'une légitimité nationale. Tout au long du régime de démocratie populaire, elle a été le garant de l'opposition et le seul lieu de non-conformité. L'Eglise de Pologne a donc été très sûre d'elle-même. En raison de son soutien aux diverses oppositions, elle a vu une partie des anticléricaux traditionnels accepter le dialogue avec elle, et même une partie d'entre eux revenir dans son giron. Il y a là-bas une « alliance de l'autel avec le peuple » qui rend certains débats - très vifs chez nous - sans objet.

CM - *Avant d'évoquer les figures des cardinaux Wyszynski, Woytila, Glemp, peut-être un mot sur le bas-clergé, que l'on sait très actif...*

FH - Actif et abondant. Les vocations sacerdotales n'ont pas connu de crise en Pologne. Les prêtres sont en majorité d'origine rurale. Ils sont très proches du peuple. Si leur formation est classique et même assez rétrograde de notre point de vue, ils bénéficient d'un statut social privilégié : ce sont des leaders. Christophe Sliwinski, théologien et journaliste lié à *Solidarnosc*, a très bien caractérisé cette situation particulière. « Cette Eglise de Pologne, écrit-il, qui a gardé intacte la structure paroissiale, le respect de Monsieur le Curé, l'obéissance à l'évêque, la quasi-dévotion pour le pape (avec Jean-Paul II, qui est sincèrement aimé, cette dévotion frise parfois dangereusement la papolâtrie), cette Eglise qui ne connaît pas de communautés de base ni de diacres mariés (il n'y a pas de diacres permanents du tout), est sous plusieurs aspects une Eglise populaire ».

Quant au cardinal Wyszynski, on a parlé à son propos du « complexe de Jeanne d'Arc ». Prélat de grande stature, il a su entamer un dialogue avec le pouvoir, tout en restant le ciment de l'opposition. Le cardinal Woytila a tenu à s'inscrire clairement dans la continuité de Mgr Wyszynski. Les espoirs que les progressistes polonais avaient

nourris d'une plus grande ouverture ont été quelque peu déçus. A la fin de sa vie, Wyszyński aura été à certains égards plus souple que Woytila. Pour ce dernier, moderne et intelligent, deux règles s'imposent absolument : d'une part une doctrine solide, simple et globalisante ; d'autre part, une organisation, presque militaire, de l'Eglise dont le principe d'une autorité venant du sommet ne peut être contesté. Le tout pour établir un rapport entre l'Eglise et la société sécularisée (ou hostile) qui puisse garantir la visibilité et l'influence de l'institution ecclésiastique, synonyme d'évangélisation.

Je connais très mal le cardinal Glemp. Il me semble qu'il n'a pas réussi à acquérir en Pologne la stature de Wyszyński, peut-être aussi à cause de l'aura de Jean-Paul II. On perçoit chez lui des oscillations, des contradictions...

CM - Vous avez dit : « L'Eglise de Pologne a été très sûre d'elle-même ». Ne le serait-elle plus ?

FH - Sa cohésion me paraît d'ores et déjà moins forte. C'est compréhensible, puisque ce qui assurait au premier chef cette cohésion était sa représentativité d'opposant. Elle n'est plus le symbole exclusif de l'opposition, et les failles apparaissent. La pratique religieuse semble un peu moins assidue, les vocations sacerdotales pourraient diminuer. Avant même que M. Mazowiecki devienne Premier ministre, il y a eu entre *Solidarnosc* et certains membres de la hiérarchie de visibles divergences. Si le triomphalisme reste de mise chez certains, une partie de l'Eglise comprend que son rôle doit changer, sans pour autant savoir très bien en quoi, ni comment le faire. Sans doute l'Eglise de Pologne subira-t-elle un processus de sécularisation, largement entamé ailleurs, mais auquel elle est mal préparée. En dépit de ses ressources, elle ne pourra, je pense, éviter une phase de turbulences.

CM - Parler de l'Eglise de Pologne et de son avenir, c'est aussi évoquer, fût-ce brièvement, le dossier du Carmel à Auschwitz. L'initiative d'installer un couvent dans le décor de la Shoah est-elle à vos yeux significative du catholicisme polonais ?

FH - Je ne pense pas que l'initiative soit spécifiquement polonaise. Elle n'est en tous cas pas seulement polonaise : le Père Werenfried van Straeten, fondateur de l'« Aide à l'Eglise en détresse », n'y est pas étranger. Il rêvait, voici vingt-cinq ans, de planter des centres de spiritualité le long du rideau de fer et il s'est encore manifesté lors de la visite de Jean-Paul II en Belgique.

La présence des carmélites dans le site d'Auschwitz témoigne en tout cas d'un manque de sensibilité aux problèmes juifs. Il me paraît significatif que l'opinion publique polonaise ait si peu et si tard réagi au conflit. Il est très regrettable que la Carmel d'Auschwitz soit resté en Pologne un sujet presque tabou. En tout état de cause, un accord a été signé, qui doit être respecté.

(Entretien avec Rosine Lewin)

PRESQUE MILLE ANS !

Le catholicisme polonais s'est forgé à l'épreuve des partages du pays. Il s'est affirmé comme garant du patriotisme contre le protestantisme des Suédois et des Prussiens ou l'orthodoxie des Russes. Mais la cohésion entre fidèles et hiérarchie n'est pas toujours allée de soi. Elle se construisit au cours du 19^e siècle, se consolida au cours de la 2^e guerre mondiale et se paracheva sous le régime de démocratie populaire.

« Quelle étrange histoire! Il a fallu presque mille ans à la plus ancienne institution dans le pays pour atteindre à la suprématie absolue. En 1793, à la veille du deuxième partage, l'Eglise catholique pouvait parler au nom de 54 % peut-être de la population et en 1931, de 65 %, alors que sous la République populaire, la proportion est passée à 95 %. La prétention historique du pays à être semper fidelis, défenseur unanime de la foi catholique, a eu ses moments d'exagération, mais quand il affirme aujourd'hui être le plus catholique d'Europe, on ne saurait guère le contredire. »

Norman DAVIES, *Histoire de Pologne*, 1984, pages 371-372.

MAGYAR TÖRTÉNELMI TÉRKÉP

KORONÁZÁSI ÉRSZEREK, VÁRMESEKÉK CIMEREI



nationalités et résurgence des nationalismes en europe centre-orientale

christian vandermotten

le retour de démons que l'on croyait oubliés

Au cours de l'été 1989, sur les trottoirs de Budapest, des vendeurs proposent aux badauds des cartes du Royaume de Hongrie, celui de l'Empire bicéphale. La couronne de Saint-Etienne y est entourée des armoiries de tous les comitats « hongrois », parmi lesquels ceux de Pozsöny (Bratislava), Kolozs (Cluj), Bacs-Bodrog (Subotica et Novi Sad), Zagrab (Zagreb), pour n'en citer que quelques-uns. Sensibilisée aux problèmes des Hongrois de Transylvanie, la Hongrie a sans doute largement contribué à la mobilisation internationale contre la politique de systématisation des villages roumains. Aujourd'hui, des affrontements sanglants opposent Magyars et Roumains dans les rues de Tirgu Mures. En Yougoslavie, les Albanais du Kosovo se mobilisent, avec le soutien moral des Croates et surtout des Slovènes, contre la politique grand-serbe de Belgrade. La restitution de leurs patronymes, enlevés aux Bulgares islamisés sous le régime Jivkov, suscite des contre-manifestations nationalistes à Sofia, alors que ces mêmes Pomaks étaient vigoureusement revendiqués comme Bulgares en 1919, lorsqu'il s'agissait de prétendre à la Thrace face aux revendications grecques. Les fronts populaires proclament ou se préparent à proclamer l'indépendance dans les Pays Baltes. Le Premier Ministre MAZOWIECKI juge nécessaire, dans une interview au *Monde*, de restreindre à quelques seuls groupuscules ultra-nationalistes des revendications sur les territoires occidentaux de la Biélorussie et de l'Ukraine. Ne parlons pas ici des motivations nationales qui, avec l'attrait du Deutsche Mark, ont sans doute commandé le comportement de bien des électeurs en RDA., ni des ambiguïtés, sans doute largement pré-électorales, du Chancelier KOHL quant au caractère définitif de la frontière Oder-Neisse, qui relèvent d'une problématique quelque peu différente.

Ces quelques exemples témoignent à suffisance de la vigueur de sentiments nationalistes potentiellement déstabilisateurs en Europe centre-orientale, comme aussi sur les bordures caucasiennes et d'Asie centrale de l'Union Soviétique. Leur montée en force est sans doute le reflet simultané des difficultés économiques, d'une crise globale - en l'absence de société civile autonome et d'une pratique de l'alternance démocratique - des pouvoirs en place, dont la politique antérieure a souvent fait involontairement le lit des explosions actuelles, en prétendant à la solution définitive des problèmes nationaux par le seul fait de l'édification du socialisme. Les valeurs internationalistes sont alors confondues avec la langue de bois de la propagande du « socialisme réel ». La remontée du sentiment religieux intervient dans des pays où l'Eglise fut souvent historiquement le seul refuge de la conscience populaire nationale, en l'absence d'une bourgeoisie suffisamment puissante pour transformer précocement les germes de l'idée nationale en celle d'Etat-Nation.

état-nation, centre et semi-périphérie

L'Etat-Nation implique une forte coïncidence territoriale entre la nation légale et la nation émotionnelle, elle-même largement construction historique, comme l'atteste la disparition de la langue d'oc en France. Parfois aussi la nation émotionnelle est antérieure à l'Etat (Norvège, Irlande, Israël). La base émotionnelle repose souvent sur un ciment linguistique, mais pas toujours, comme en Suisse.

La formation d'un Etat-Nation, le plus vaste possible, fut une condition du triomphe politique des bourgeoisies capitalistes, dans la mesure où il leur assurait la disposition d'un vaste marché unifié, débarrassé des encombres des particularismes et des barrières intérieures des Etats d'Ancien Régime. Dans la mesure aussi où le remplacement d'une allégeance personnelle de sujet à souverain par une légitimité nationale englobante, reconnue par l'ensemble de la société civile, a été un outil essentiel de l'affirmation du pouvoir de la bourgeoisie, soit en tant que collectif dans les systèmes parlementaires censitaires, soit, par la suite, dans des sociétés civiles bien plus complexes, au-delà des structures parlementaires démocratiques et pluralistes qui la médiatisent.

Il n'est dès lors pas étonnant que les Etats-Nations les plus solides et les plus précocement affirmés de l'Europe se rencontrent là où, dès le XVI^e siècle, se constitue le centre de l'économie-monde, au sens de

WALLERSTEIN, dans les Provinces-Unies, en Angleterre, en France. En particulier dans ces deux derniers pays, la dialectique de renforcement réciproque et antagoniste du pouvoir royal et de la bourgeoisie marchande fera le lit de l'affirmation révolutionnaire de cette dernière, soit que la Royauté soit maintenue à titre symbolique, comme en Angleterre, soit qu'elle soit balayée, dans le contexte français de contradictions plus tardivement résolues entre les potentialités de développement des forces productives et les blocages inhérents aux structures traditionnelles du pouvoir.

A l'opposé, l'Europe centre-orientale s'installe dès le XVI^e siècle dans une position de semi-périphérie, qui se confirmera dans le cadre des empires autocratiques habsbourgeois ou tsariste, voire sous la domination prussienne-allemande, ou quasiment de périphérie, pour ce qui concerne l'Europe balkanique sous domination turque. Les classes dominantes aristocratiques-agrariennes, dans l'impossibilité de participer à l'expansion coloniale européenne, pressurent la paysannerie, reconstituant le servage ; elles s'installent dans un rôle de fournisseur de matières premières pour le centre. Ce retard structurel, le développement tardif de la révolution industrielle, n'ont permis l'émergence ni d'Etats-Nations forts, ni d'une tradition démocratique.

Ainsi, en Pologne, à partir du XVI^e siècle, voire même plus tôt, la noblesse abandonne les noyaux du territoire national face à la poussée des marchands et des artisans germaniques, pour développer une exploitation coloniale orientale en territoire allogène, appuyée en cela par l'Eglise qui y voit une occasion de lutte contre l'Eglise grecque orientale. L'abandon des positions nationales et les concessions au germanisme réduisent l'autorité de l'Etat et affaiblissent toute base de résistance ultérieure, conduisant au dépeçage progressif de la Pologne, achevé à la fin du XVIII^e siècle.

un éveil national tardif et inachevé à la veille de la première guerre mondiale

Ainsi, à la veille de la Première Guerre Mondiale, quatre grands empires se partagent l'Europe centre-orientale et balkanique - l'Allemagne, la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Turquie - selon un découpage sans considération pour les limites ethniques. Certes, dès avant le milieu du XIX^e siècle, la question des nationalités agite cette partie de l'Europe, sous deux formes. D'une part, des noyaux de développement économi-

que apparaissent sous la conduite de bourgeoisies dont l'appartenance ethnique est distincte de celle du pouvoir impérial-aristocratique (comme par ailleurs en Catalogne et au Pays basque), auquel elles s'opposent entre autres sur une base nationale, sans toutefois avoir été assez puissantes pour arracher l'indépendance, ni même l'autonomie : c'est le cas du noyau de la Pologne russe ou de la Bohême. En Hongrie, un compromis est arraché, sous la forme de la constitution d'un Empire bicéphale, en union personnelle, où l'aristocratie foncière reste cependant très puissante à côté de la bourgeoisie de Budapest. D'autre part, de petits Etats nationaux faibles voient le jour dans les Balkans : Grèce, Serbie, Monténégro, Roumanie, Bulgarie ; si des éléments intellectuels et de petite bourgeoisie urbaine, voire la répétition de jacqueries dans des pays où parfois seule la paysannerie avait conservé la langue et les moeurs traditionnelles, n'ont pas été étrangers à leur émancipation, celle-ci n'a cependant fondamentalement été réalisée que par la volonté de l'impérialisme des grands Etats européens, au premier rang desquels la Russie et l'Autriche-Hongrie, qui y ont vu une manière de démanteler l'Empire turc affaibli, puis moribond, en s'appuyant sur les sentiments religieux des populations, opprimés par les Turcs. L'identification entre conscience religieuse et conscience nationale, que l'on retrouve ailleurs dans les semi-périphéries, comme en Pologne et en Irlande, est un indicateur du caractère imparfait, tardif, inachevé de l'Etat-Nation, au contraire souvent laïc sinon anti-clérical dans le centre, du moins en pays catholique, où la bourgeoisie libérale se définit par opposition à l'Eglise, porteuse des valeurs traditionnelles et puissance économique d'Ancien Régime.

Il s'agit aussi d'un facteur ultérieur de renforcement d'affrontements nationalistes par des intolérances religieuses.

le principe des nationalités au service des alliés victorieux

C'est cet espace à la fois ethniquement non « standardisé » et économiquement retardé et dépendant qui va être, après la Première Guerre Mondiale le champ d'application principal du principe des nationalités. Celui-ci va servir de guide, sinon de prétexte, pour le démantèlement des Empires centraux, réalisé en vertu des traités imposés en 1919-20 à l'Allemagne à Versailles, à l'Autriche à St Germain-en-Laye, à la Hongrie au Trianon, à la Bulgarie à Neuilly et à la Turquie à Sèvres. Le même

principe sera à la base du droit à l'autodétermination accordé par LÉNINE aux nations allogènes de l'Empire russe qui le souhaitent, même s'il le regrette au nom de l'internationalisme prolétarien, et ne peut d'ailleurs s'y opposer en raison de la situation militaire précaire des bolchéviques.

L'affirmation la plus pleine du principe des nationalités, dans sa version occidentale, fut le fait du Président WILSON, dans sa déclaration au Sénat américain du 22 janvier 1917, confirmée par l'énumération de ses 14 points le 8 janvier 1918, par lesquels il propose une « paix morale » basée sur le libre commerce, sans écrasement de l'Allemagne. Dans la pratique cependant, l'application de ce principe montra très rapidement ses limites et ses difficultés, d'autant qu'elle fut conduite principalement par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, puissances victorieuses européennes dont l'impérialisme était sans doute plus étroit, plus européen, que celui des Etats-Unis, surtout dans le chef des deux dernières citées.

La France en particulier refusait l'application du plébiscite en Alsace-Lorraine, arguant du « *droit des nations au sol sur lequel de temps immémorial elles ont vécu* », de leur « *droit à des frontières naturelles sûres* », comme si « *la question* (du choix des Alsaciens-Lorrains de l'Etat auquel ils préfèrent être rattachés) *n'intéressait qu'eux, et non pas toute la France. (...) Le référendum ne consultera que les vivants. Pourquoi ne pas écouter la voix du sol ? Ce sont les morts qui parlent* » (M.DUVAL). Au-delà du chauvinisme du propos, on trouve dans ce discours français un dévoiement de l'idée républicaine révolutionnaire qu'« au-dessus de tous les principes (y compris donc celui des nationalités), il y a le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le peuple est ici compris dans le sens de la « Nation » bourgeoise qui s'autoconstitue, plutôt que dans celui de l'Etat-Ethnie. Pour le républicanisme jacobin, les mouvements séparatistes ne peuvent naître que de l'oppression d'Ancien Régime ; le parlementarisme démocratique supprime leur légitimité !

Une première entorse de taille à l'application du principe fut qu'il n'était pas question de toucher, sauf pour les agrandir, aux limites des puissances victorieuses. Les allogènes, non allemands ou non hongrois, de l'Autriche-Hongrie, furent assimilés aux vainqueurs : application juste du principe certes, mais aussi belle occasion de réaliser les rêves nationaux de bourgeoisies faibles en créant des Etats qui ne pourraient être que les obligés des puissances victorieuses. D'où l'opposition à la création d'une Fédération Danubienne sur les ruines de l'Autriche-Hongrie. Cette idée de WILSON, amplifiant les intentions de monarchie

fédéraliste lancées en 1917 par l'Empereur CHARLES I, exprimée dans le point 10 de sa déclaration, de sauvegarder une place pour l'Autriche-Hongrie, moyennant reconnaissance la plus large de l'autonomie des peuples constitutifs, se heurta au jusqu'au-boutisme français dans la volonté de réaliser un démantèlement maximum de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie : industriellement plus faible que la Grande-Bretagne, la France avait sans doute plus besoin que celle-ci d'Etats clients et se sentait moins à même de concurrencer une Allemagne dont la puissance industrielle serait trop rapidement reconstituée. Plus faible encore que la France, et limitrophe de l'Autriche-Hongrie, l'Italie visait non à la création d'Etats nationaux clients, mais bien à l'annexion pure et simple de territoires, en contradiction évidente avec le principe des nationalités : Sud-Tyrol, Istrie slovène, littoral croate, Albanie. Il fallut la pression de ses alliés pour limiter ses ambitions quand celles-ci allaient à l'encontre de leurs propres intérêts à la création d'un Etat yougoslave.

L'application concrète du principe des nationalités sera également soumise à des considérations stratégiques et économiques, voire aux dissensions inter-alliées. Ainsi, pas question d'autoriser l'Autriche allemande à réaliser son incorporation à l'Allemagne. La volonté d'assurer à la Tchécoslovaquie la disposition du Piedmont méridional des Carpates slovaques va conduire à un tracé frontalier en territoire peuplé de Hongrois, nettement au sud de la limite ethnique. De même, pour construire un cordon sanitaire face à la Russie bolchévique, les puissances victorieuses, toujours poussées par la France, vont accéder aux revendications polonaises maximalistes vers l'Est ; pour les mêmes raisons, la Ruthénie subcarpatique sera accordée à la Tchécoslovaquie, de manière à assurer une liaison ferroviaire directe entre celle-ci et la Roumanie et à empêcher tout contact entre l'Ukraine où régnait la guerre civile et une Hongrie où les communistes menés par Bela KUN avaient un court moment pris le pouvoir, alors que sa population était à majorité ukrainienne et économiquement tournée vers le plaine hongroise.

Mais la difficulté la plus fondamentale de l'application du principe des nationalités tient avant tout à l'impossibilité de définir correctement les limites ethniques dans des régions où justement les Etats-Nations n'existent pas ou sont balbutiants : ce qui confirme que l'appartenance nationale est déjà en soi la résultante d'une longue construction historique. Cette difficulté est encore plus forte sur les marges des Etats-Nations en gestation que dans les zones qui en constitueront les noyaux, ou qui en ont déjà constitué les noyaux antérieurement à la Première Guerre Mondiale.

Illustrons ceci par deux exemples, ceux des délimitations de la Pologne et de la question macédonienne.

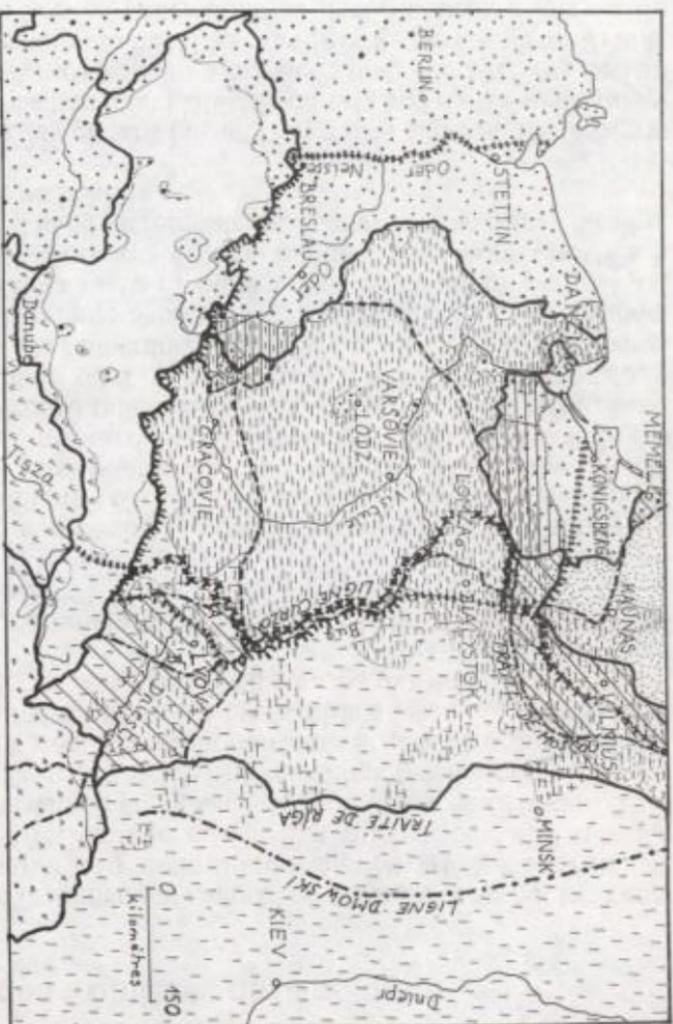
la question des frontières de la pologne

L'existence d'un sentiment national-religieux polonais est incontestable et reconnue par le 13^e point de la déclaration du Président WILSON qui affirme le droit à la résurrection d'un Etat national polonais, formé des territoires incontestablement polonais et avec libre accès à la mer. Cette dernière formulation montre déjà l'interpénétration permanente entre les considérations stratégiques et économiques et celles d'ordre ethnique, même dans le chef de celui des chefs d'Etats alliés qui prônait sans doute l'application la plus « pure » du principe des nationalités.

Mais surtout, comment définir les limites des territoires « incontestablement » polonais ?

Au nord, les revendications polonaises, telles qu'elles s'expriment dans les négociations préalables au traité de Versailles, s'étendaient initialement à la Prusse orientale du nord, qui serait cédée à une Lituanie associée à la Pologne, au nom d'une référence historique à la Pologne jagellone, à la Prusse orientale du sud, la Mazurie, seul Königsberg demeurant allemand ou à régime spécial, à la Prusse occidentale, y compris Danzig, à la Poméranie jusqu'à l'Oder, sauf Stettin, à la Posnanie tout entière, à la Haute-Silésie et à deux districts de Silésie moyenne, à l'exception de Breslau. La Pologne arguait du caractère polonais ou lituanien de ces régions qui « même germanisées » sont « hostiles à l'Allemagne » et, il suffit de remonter suffisamment loin dans l'histoire, « historiquement polonaises ».

Dans les faits, les choses étaient bien moins simples. L'Allemagne obtiendra l'organisation d'un plébiscite dans le sud de la Prusse orientale. Plus de 90 % des voix iront à l'Allemagne : les Mazures parlent certes un dialecte polonais mais l'écrivent en gothique et sont luthériens. Ils voteront à 98 % pour l'Allemagne et, plus à l'ouest, le district de Marienwerder lui-même, sur la rive orientale de la basse Vistule, bien que catholique, votera allemand à raison de 92,5 %. Par contre, à Danzig, ville à très forte majorité allemande et protestante, le parti polonophile est important : la ville est restée à l'écart de la grande ligne ferroviaire reliant Berlin à la Prusse orientale et la bourgeoisie locale germano-



Carte ethnique entre les deux guerres

-  Ukrainiens
-  Lituaniens
-  Allemands
-  Slovaques
-  Hongrois
-  Roumains
-  Tchèques
-  Slovaques
-  Roumains

Frontières des empires avant 1918

Revisions et propositions après 18 (ligne Dmowski, ligne Curzon, avec ses variantes A et B en Galicie, traité soviéto-lituanien de Yhosau)

Frontières stabilisées après 1918

Traité germano-soviétique

Frontières après 1945

phone voit dans un rattachement à la Pologne la possibilité de devenir le port d'exportation de ce pays à l'embouchure de la Vistule, retrouvant ainsi sa prospérité passée de ville hanséatique. Les objections allemandes conduiront au compromis de la création du Territoire Libre, prétexte vingt ans plus tard, avec la question du « corridor » séparant la Prusse orientale du reste du Reich, à l'expansionnisme nazi. Dans ce « corridor », les Kachoubes n'ont pas bénéficié du droit au plébiscite, puisque l'accès de la Pologne à la mer était assuré dans le 13^e point de WILSON. Pourtant, cette région de population pré-slave votait avant-guerre à 55 % pour les partis allemands au Reichstag, à la différence des Polonais de Posnanie. Un plébiscite officieux, organisé dans le corridor avant la signature du traité de Versailles, avait donné 52 % pour l'Allemagne.

Les choses ne sont pas plus aisées en Haute-Silésie, où le « sentiment national » est avant tout le reflet d'une appartenance de classe. En Silésie, les populations slaves ont subi dès le XIII^e siècle une immigration importante d'Allemands, marchands et artisans, appelés par les Ducs de Silésie. Les villes sont alors régies par le droit de Magdebourg. Les liens avec la Pologne sont rompus par l'invasion mongole. Le rattachement de la région à la couronne de Bohême est acquis au milieu du XIV^e siècle et l'essentiel du territoire passe à la Prusse en 1742. De la sorte, la Basse et la Moyenne-Silésie sont entièrement germanisées et, en Haute-Silésie, le recensement allemand de 1910 donne 1.200.000 Polonais et 600.000 Allemands, les premiers paysans pauvres ou ouvriers les moins qualifiés, les seconds, grands propriétaires fonciers, bourgeois, artisans et ouvriers les plus qualifiés. Les Allemands sont les mieux représentés à l'ouest de la Haute-Silésie, dans la région d'Oppeln, mais aussi à l'est, dans les grandes villes industrielles, avec une majorité polonaise plus homogène entre les deux, dans des zones rurales. Il est dès lors impossible, sauf à créer des enclaves et à priver la Pologne du bassin charbonnier, de tenir compte des résultats du plébiscite du 20 mars 1921, qui donne 59 % pour l'Allemagne et 41 % pour la Pologne. Alors que l'Allemagne, mais aussi la Grande-Bretagne, considéraient la Haute-Silésie comme un territoire indivisible, la France, encore une fois, sera un ferme soutien de la Pologne et le territoire sera partagé, les 3/4 des ressources charbonnières allant à la partie polonaise. Dans celle-ci, la partie orientale du bassin, 44 % des votants avait opté pour l'Allemagne, qui avait la majorité dans toutes les grandes villes, en particulier à Kattowitz. A l'opposé, 29 % des votants avaient opté pour la Pologne dans la partie qui restera allemande. Ajoutons que la Tchécoslovaquie se verra accorder sans plébiscite la petite région silésienne de Teschen, dont les ressources charbonnières sont jugées indispensables par les puissances victorieuses au fonctionnement de la sidérurgie d'Ostrava.

Au total, 1.800.000 Allemands resteront en Pologne, dont 1.000.000 émigreront ensuite vers le Reich entre 1921 et 1939.

Dans le nord-est, en direction de la Lituanie, appel impérialiste à une lointaine légitimité historique et confusion entre identité ethnique et identité de classe vont également interférer avec l'application du principe des nationalités. La Lituanie avait obtenu l'indépendance par le traité russo-lituanien du 12 juillet 1920, dans le cadre du droit à l'auto-détermination reconnu par les bolchéviques. Mais Vilnius, capitale historique de la Lituanie, était peuplée de Juifs, de Polonais et de Biélorusses plus que de Lituanien ! Qu'est-ce donc d'ailleurs qu'un Lituanien ? Voici ce que écrit à ce propos le géographe français DE MARTONNE, utilisé comme expert pour ces questions par le gouvernement français, comme d'autres géographes l'ont été par les autres gouvernements : *« Il est difficile, à vrai dire, d'évaluer exactement (le) nombre (des Lituanien et des Biélorusses), sans doute supérieur à celui qu'indique le recensement de 1921 (mené par les Polonais !). Dans ces régions, la supériorité de culture de l'élément polonais a toujours été et est encore plus grande que du côté de la Ruthénie (dont nous parlerons ci-dessous). Elle a entraîné une polonisation hors de proportion avec le nombre réel des immigrés du Royaume de Varsovie (...). Toute la noblesse, toutes les classes dirigeantes sont devenues polonaises. Les districts les plus pauvres sont seuls restés purement lituanien. L'assimilation paraît avoir gagné par l'intermédiaire des Blancs-Russes, dont un certain nombre ont adopté le catholicisme. Leur parler est plus proche du polonais, et, comme les Lituanien, ce sont des paysans (...). Mais il faut bien reconnaître que le polonisme s'est répandu ici, depuis l'union du Duché de Lituanie avec le Royaume de Pologne, bien plus par une assimilation due à la supériorité de culture que par une large immigration. Le Lituanien des districts les plus pauvres y reste réfractaire ; il y est souvent venu après avoir adopté le parler slave du Blanc-Russe, paysan comme lui. Le Polonais est encore partout le propriétaire, dont le domaine couvre 400 à 500 hectares, pour les trois-quarts en forêts. »*

C'est dans ce contexte que les Polonais occupent militairement Vilnius en octobre 1920. Après avoir pris cette ville, ils marchent sur Kaunas, avec la ferme intention d'annexer toute la Lituanie. Battus, ils refluent sur Vilnius et y fondent un gouvernement fantoche de la Lituanie centrale. Cette zone est placée sous statut provisoire par la SDN, mais le plébiscite prévu n'y sera jamais organisé. Un plébiscite unilatéral organisé en janvier 1922 sous « protection » de l'armée polonaise scellera un rattachement à la Pologne, qui restera toujours contesté par le gouvernement lituanien.

Vers l'est et le sud-est, mêmes enchevêtrements ethniques, difficiles à séparer des rapports de classe, et de considérations stratégiques, d'autant plus aiguës qu'il s'agissait de contrer au maximum un éventuel pouvoir soviétique.

Outre la Lituanie, la Pologne ne réclame pas moins, début 1919, que la Biélorussie, avec Minsk et Pinsk, la Volhynie et la Galicie orientale, anciennement partie de l'Autriche. Se fondant sur le principe des nationalités et le point 13 de la déclaration WILSON, Lord CURZON beaucoup moins polonophile que les Français, propose en décembre 1919 une frontière bien plus occidentale, à hauteur du Bug, qui incorporerait en outre à la Pologne le territoire de Bialystok, qui ne faisait pas partie de la Pologne russe mais bien de l'Empire russe proprement dit. Deux variantes sont prévues en Galicie orientale, selon que celle-ci deviendrait indépendante ou non. Confronté aux difficultés militaires, LÉNINE est prêt, fin janvier 1920, à accepter un armistice sur une ligne bien plus orientale, allant de Polotsk à Bar et coïncidant en gros avec les revendications polonaises de DMOWSKI. Mais, contrairement à DMOWSKI, francophile, qui rêvait surtout d'agrandissements de la Pologne vers l'ouest aux dépens de l'Allemagne, PILSUDSKI, placé pendant la guerre à la tête d'une Pologne protégée par l'occupant allemand et essentiellement anti-soviétique, refusa la trêve. Imaginant une Grande-Pologne jagellonne, fût-ce au prix d'une confédération polono-ukrainienne, il entre à Kiev en mai 1920, d'accord avec l'hetman PETLIOURA, tout aussi anti-soviétique que lui. Suit un renversement brutal de la situation militaire : TROTSKI repousse les Polonais jusque sous les murs de Varsovie ; en juillet 1920, LÉNINE propose un armistice sur base de la ligne Curzon, mais l'intervention française du Général WEYGAND entraîne un reflux des bolchéviques et la frontière est finalement fixée le 28 mars 1921 par le traité de Riga, plus à l'ouest que la ligne Dmowski mais bien à l'est de la limite des territoires « incontestablement polonais ».

Quant à la Galicie orientale, ex-autrichienne, elle est peuplée majoritairement de Ruthènes, en fait des Ukrainiens de rite uniats, c'est-à-dire non pas orthodoxes mais bien catholiques orientaux. Ceux-là mêmes que STALINE rattachera ultérieurement de force à l'Eglise orthodoxe. Revenons à nouveau à DE MARTONNE qui décrit ainsi ces Ruthènes : « (Ils) se différencient nettement des Polonais catholiques par leur religion, et la carte des confessions offre l'image la plus sûre des distinctions nationales dans la Galicie orientale où ils sont uniats comme dans la Volhynie où ils sont orthodoxes. On voit les taches polonaises partout dispersées, particulièrement denses autour des villes. Pendant des siècles, les Polonais se sont présentés comme l'élément supérieur



TURQUIE D'EUROPE AVANT 1912

FRONTIÈRES SERBES ET BULGARES AVANT 1912

Traité serbo-bulgaro-grec secret de 1912

- 1 → A la Serbie (et ambitions serbes vers la Méditerranée)
- 2 ≡ Zone en discussion entre la Serbie et la Bulgarie
- 3 A la Bulgarie
- 4 A la Grèce

5 Frontière bulgare-turque fixée par les puissances avant la seconde guerre balkanique

--- GUERRE BALKANIQUE ET LA

--- CÉLATION DE L'ALBANIE

PERTES BULGARES APRÈS LA GUERRE 1914-18

ATTRIBUÉ A L'ARMÉE TURQUE ET A LA BULGARIE EN 1941



et ont exercé une influence hors de proportion avec leur nombre. S'ils ne forment que le tiers de la population dans ces confins du sud-est, ils possèdent les quatre-cinquièmes des terres et occupent tous les postes dirigeants. » La population de la Galicie orientale avait spontanément proclamé en novembre 1917 la République d'Ukraine occidentale et son rattachement à l'Ukraine en janvier 1919. En juin 1919, les troupes polonaises envahissent la région et le traité de Saint-Germain, soucieux des incertitudes politiques en Ukraine et sans doute aussi influencé par la volonté maximaliste française en faveur de ses nouveaux obligés de l'Europe centre-orientale, laisse la question de la Galicie orientale pendante entre la Pologne et l'Ukraine pour une période de 25 ans, sous administration provisoire polonaise. Un plébiscite honnête l'eût sans doute attribuée à l'Ukraine, comme la Volhynie et comme aussi la Biélorussie eût été jusqu'au Bug. En septembre 1922, la Pologne annexe officiellement la Galicie orientale, sans l'autonomie initialement promise.

la question macédonienne

L'exemple macédonien illustre également les difficultés d'application du principe des nationalités « dans l'absolu ». L'actuelle Macédoine yougoslave est considérée par les Bulgares comme un des berceaux historiques de leur nation : ville sacrée, Ochrid fut le siège du premier empire bulgare. Elle avait été attribuée à la Bulgarie par l'éphémère traité de San Stefano, en 1878, mais laissée à la Turquie face à l'opposition de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne et de l'Angleterre, la première, soutenue par la seconde, y voyant un frein pour ses ambitions balkaniques, la troisième s'opposant à une poussée russe vers la Méditerranée. Pour les Bulgares, le macédonien n'est qu'une des variétés dialectales du bulgare. Les langues codifiées sont aussi le produit d'une formation politique et historique dialectiquement liée à la constitution de l'Etat-Nation !

Un recensement de la commission CARNEGIE mené en 1912 sur l'ensemble du territoire macédonien, c'est-à-dire y compris dans la Macédoine côtière méridionale qui deviendra grecque, donne 52 % de Bulgares et 19 % de Turcs. Pas de Serbes, que l'on ne trouve que plus au nord, dans le Sandjak et le Kosovo.

Dans le cadre du dépeçage de l'empire turc, organisé par les puissances européennes avec la complicité sur le terrain de leurs obligés, Bulgarie, Serbie et Grèce, un traité secret serbo-bulgare est signé le 13 mars 1912, en préalable au déclenchement de la première

guerre balkanique. La Serbie s'y engage à n'émettre aucune revendication sur la plus grande partie de la Macédoine, à l'exception d'une zone contestée comprenant Skopje, la question restant ouverte de savoir si la Macédoine serait indépendante ou rattachée à la Bulgarie. Toutefois, au cours de la guerre, Grecs et Serbes font leur jonction en Macédoine, alors que les Bulgares attaquent les Turcs en Thrace, où ils font « le gros du travail », plus près de Constantinople. Entre-temps, soucieuses d'éviter une trop grande expansion serbe et un accès de cet Etat ou de la Bulgarie à l'Adriatique, Austro-Hongrois et Italiens verrouillent l'accès à la mer en favorisant la création d'un Etat albanais, dont l'Italie espère s'assurer la suzeraineté. Dès lors, la Serbie et la Grèce - cette dernière visant à l'expansion la plus large possible vers le nord - refusent de céder les territoires macédoniens d'ethnie « bulgare » qu'elles occupent. La Bulgarie attaque en 1913 la Serbie et la Grèce, auxquelles se joint la Roumanie. Suite à cette deuxième guerre balkanique, où la Bulgarie est vaincue, la Serbie annexe toute la Macédoine occidentale, ferme ou transforme en écoles serbes 641 écoles bulgares et 761 églises. La Grèce fait de même en Macédoine méridionale.

En 1915, la Bulgarie conclut un traité secret avec les Empires centraux, lui promettant de récupérer les Macédoines serbe et grecque en cas d'entrée en guerre. Ayant choisi le mauvais camp, les Bulgares se voient imposé le traité de Neuilly, en novembre 1919, par lequel ils doivent encore concéder des rectifications de frontières à l'Etat serbe-croate-slovène à l'ouest et céder la Thrace occidentale, accès à la mer Egée qu'ils avaient obtenu suite à la première guerre balkanique, à la Grèce. Les représentants bulgares à la conférence rappellent le caractère bulgare des Slaves de Macédoine et le fait que l'un des buts de guerre des alliés victorieux a été le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais reconnaissent que « dans les circonstances présentes », le retour de la Macédoine à l'Etat bulgare se heurte à des impossibilités politiques, puisqu'il était convenu de ne rien soustraire aux Etats vainqueurs. Aussi proposent-ils à tout le moins la création d'un Etat macédonien indépendant « dans ses frontières historiques », sous contrôle allié, auquel ils céderaient eux-mêmes la Macédoine du Pirin. Cette proposition fut évidemment repoussée. Le représentant français Victor BÉRARD dit, en 1920 : « ... pour être sévère, (le traité de Neuilly) n'en apparaîtra pas moins à tous les juges désintéressés comme la simple rémunération de l'ingratitude bulgare à l'égard de ce peuple russe qui, durant un demi-siècle, avait travaillé, de ses sympathies religieuses et de ses forces militaires, à la libération des frères bulgares, comme à l'égard des puissances occidentales qui, durant un autre demi-siècle, avaient mis leur collaboration éducative, leur influence diplomatique et leurs ressources financières au complet achèvement de cette libération. »

On est loin d'une application « pure » du principe des nationalités ! A la fin des années 20 encore, les *comitadjis* bulgares suscitaient toujours des incidents sur la frontière bulgare-yougoslave.

l'Allemagne nazie au service de l'ethnicité ! (ou vice-versa)

La volonté de construire des formations nationales cohérentes dans des conditions initiales peu favorables à leur unité et le poids d'Églises nationales conservatrices ou réactionnaires vont se conjuguer avec la crise économique, dont les effets sont ici renforcés par le caractère semi-périphérique et le démantèlement des flux économiques traditionnels lié aux bouleversements des frontières, pour conduire rapidement tous ces pays, sauf la Tchécoslovaquie, vers des pouvoirs forts. Ceux-ci, dirigés au nom de « l'intérêt supérieur de la nation » par des SMETONA, BECK, TISO, PAVELIC, ANTONESCU, GEORGIEV ou BORIS III, vont développer des politiques nationales autoritaires, plus ou moins fascistes, et supprimer les droits des minorités prévus par les traités de 1919-20.

Le rêve nazi de contrôler l'Europe centrale et orientale, reprenant les thèses pangermanistes de la *Mitteleuropa*, et d'organiser l'économie de ces régions en fonction des intérêts du grand capital allemand, dans le contexte d'une *Grossraumwirtschaft* orientée politiquement, va utiliser cette dérive et entraîner de nombreuses et éphémères modifications de frontières, souvent justifiées par une volonté de mieux faire coïncider les frontières avec les réalités ethniques que ne l'avaient fait les « monstrueux » traités issus de la fin de la Première Guerre Mondiale.

En fait, les nationalités vont être ici prétexte à la fabrication d'États-croupions, vassaux ou indéfendables : si le pacte germano-soviétique réduit la Pologne à un territoire du Reich asservi, il limite celui-ci vers l'est à une ligne proche de la ligne Curzon, c'est-à-dire suivant assez fidèlement la limite des peuplements majoritairement biélorusses et ukrainiens. Les territoires tchèques des Sudètes ont incontestablement un peuplement essentiellement allemand, mais, situés sur le versant tchèque des lignes de crête, ils rendent la Tchécoslovaquie indéfendable et leur cession ne préludera que de quelques mois au démembrement final de ce pays. Pays vassal, la Slovaquie devra céder à la Hongrie des zones peuplées de Magyars, ainsi que la Ruthénie subcarpatique. En 1941, un

arbitrage allemand rattachera à cette même Hongrie la partie septentrionale de la Transylvanie roumaine, largement peuplée de Magyars, en échange de quoi un espace de peuplement sera accordé aux Roumains en Transnistrie, aux dépens de l'Union Soviétique. Au nom d'un peuplement allemand installé là au XVIII^e siècle par les empereurs d'Autriche dans le cadre de leurs conquêtes sur la Turquie, le Banat sera transformé en territoire militaire allemand au coeur de l'Europe centrale et la Hongrie récupérera des régions magyares de Voïvodine. L'Etat croate procédera également du démembrement de la Yougoslavie, de même que la Macédoine et la Thrace seront attribuées aux Bulgares et le Kosovo à l'Albanie, colonie italienne. Une « meilleure » application des critères ethniques correspond ici à la volonté de diviser pour régner.

des modifications de frontières aux transferts de population

Une troisième phase de la « solution » des problèmes ethniques en Europe centrale et orientale est celle correspondant aux suites des conférences de Téhéran et de Yalta : puisqu'il était impossible d'arriver à des frontières satisfaisantes du point de vue ethnique, il fut décidé de faire correspondre les ethnies aux frontières redessinées, moyennant des transferts massifs de population.

Pour la Pologne, la conférence de Téhéran, prévoyait le maintien de la frontière orientale sur la ligne Curzon, toute la Prusse orientale et une frontière occidentale sur l'Oder. La conférence de Potsdam, en août 1945, entérine la passage de Königsberg à l'Union Soviétique et la frontière Oder-Neisse, en fait dépassée au nord, puisque les Polonais occupent Stettin, sur la rive gauche de l'Oder, avec l'autorisation de l'URSS, alors que le gouvernement polonais de Londres s'était quant à lui déclaré hostile à l'annexion de cette ville, ainsi que de Breslau (Wrocław). La frontière polono-soviétique sera définitivement fixée en 1949 : 3 millions de Polonais, sur 12 millions d'habitants, quittent les territoires perdus de l'est ; 430.000 Ukrainiens prennent le chemin inverse. Des Ukrainiens occidentaux, qui refusent de partir et de reconnaître l'incorporation de l'Eglise uniata par l'Eglise orthodoxe, feront la guérilla contre la Pologne et l'Union Soviétique jusqu'en 1947 ; les Polonais déporteront alors 250.000 Ukrainiens occidentaux restés en Pologne vers les territoires acquis en Mazurie et à l'ouest. Quant aux Allemands, 3.500.000 avaient fui avec le recul des armées allemandes,

3.500.000 autres seront ensuite expulsés. La Pologne, qui ne comptait que 59 % de personnes se déclarant polonaises au recensement de 1921, malgré les pressions officielles, 69 % en 1930, en compte 99 % en 1960. Mais, si l'homogénéisation est incontestable, il subsiste encore des incertitudes : bien des Polonais peu ou prou germanisés se sont sans doute déclarés Polonais en 1945, pour éviter l'expulsion ; les mêmes ou leurs descendants ont sans doute tendance aujourd'hui à se déclarer allemands, pour obtenir un visa pour la RFA, où, pour beaucoup, il faudra leur (ré)apprendre la langue à leur arrivée !

En 1945, la Bulgarie restitue les Macédoines yougoslave et grecque, qu'elle avait annexées en 1941. Sous l'influence de STALINE, la Bulgarie reconnaît l'existence d'une nation macédonienne, formant une république fédérée yougoslave, à tel point que les habitants du Pirin bulgare sont « obligés » de se déclarer macédoniens lors du recensement de 1946. La langue « macédonienne » est codifiée en Yougoslavie au départ du dialecte septentrional, le plus éloigné du bulgare et le plus proche du serbe. Dès la brouille avec TITO, la Bulgarie remet en question l'existence d'une nation macédonienne ; les habitants du Pirin redeviennent bulgares. Quant à la Yougoslavie, elle interdit à ses ressortissants d'aller faire leurs études en Bulgarie et annule les diplômes bulgares ; tout Bulgare de Yougoslavie devient un Macédonien.

nationalités, « socialisme perversi » et internationalisme prolétarien

Le socialisme va-t-il réussir, au départ d'une carte ethnique très simplifiée par les transferts de l'après-guerre, là où le capitalisme et l'impérialisme des puissances victorieuses de 1914-18 avaient échoué ? La politique menée est inspirée de la politique stalinienne des nationalités. Le dogme est celui de leur égalité, assurée par le socialisme dans le cadre de la fraternité prolétarienne et de la disparition de l'exploitation de classe. Les identités nationales sont reconnues, parfois là où elles avaient toujours été niées, comme chez les Sorabes de Lusace. Des structures d'encadrement des nationalités sont mises en place, seul le cas yougoslave justifiant la création d'une structure fédérale multirépublicaine sur le modèle soviétique. En réalité, la reconnaissance des identités linguistiques et ethniques apparaît comme un instrument adéquat de transmission et d'encadrement, dans le cadre du fonctionnement du « centralisme démocratique ».

Cette reconnaissance est parfois imposée par l'Union Soviétique, contre les volontés des communistes nationaux, en particulier là où la base nationale des nouveaux pouvoirs communistes est très faible. Ainsi, la Roumanie se voit accorder par STALINE la restitution des territoires transylvains qui avaient été cédés à la Hongrie en 1941. En échange, elle s'engage à mettre en place une région autonome magyare pour les Sicules, dans l'angle des Carpates, avec capitale à Maros Vasarhely (Tirgu Mures). La Roumanie va traîner les pieds et cette région ne sera officiellement installée qu'en 1952. Ses limites seront modifiées en 1959, de sorte que la majorité magyare passe de 77 % à 62 % de la population. En 1960, le nom de la région change de Mures-Maghiar en Mures. La constitution de 1965 lui enlève toute autonomie et en 1967, les 16 régions roumaines sont remplacées par les anciens judets d'avant 1946, au nombre de 40. La région hongroise a vécu. A l'époque, la Hongrie ne proteste pas, comme elle ne l'avait pas fait en 1959 lorsque furent fusionnées les Universités roumaine (Babes) et hongroise (Bolyai) de Cluj, fondées en 1945. Il ne pouvait y avoir de faille parmi les pays du « bloc ». En 1974, Cluj, Koloszar pour les Hongrois, devient Cluj-Napoca, l'accolement du nom dace affirmant une continuité historique dont la théorie est fragile. La base nationale est utilisée ici par le socialisme bureaucratique pour affirmer sa légitimité aux yeux de la population roumaine et renforcer sa position internationale par des signes extérieurs d'indépendance par rapport à des équilibres mis en place par l'Union Soviétique.

Le socialisme pervers a masqué des problèmes nationaux, dont les racines sont dans les temps longs de l'histoire, derrière une langue de bois lénitive. Parfois, il les a manipulés au profit de son renforcement bureaucratique, comme lorsque STALINE réinvente une nation et une langue moldave écrite en cyrillique (comme le fut le roumain jusqu'au milieu du XIX^e siècle), pour justifier l'annexion de la Bessarabie.

un avenir difficile

Le capitalisme développé a mieux réussi dans la solution des problèmes ethniques, dans la mesure où la démocratie parlementaire, en tant que structure politique assurant son hégémonie, implique négociation et recherche du consensus. Mais il est vrai qu'il agissait sur une carte ethnique bien plus simple : il se réalise justement le mieux dans les régions du « centre », où l'Etat-Nation a eu la plus longue durée et

l'action unificatrice la plus puissante. L'Etat-Nation ne s'est pourtant pas imposé partout dans le centre. Sa réalisation a échoué, comme en Belgique ou, dans une situation semi-périphérique, en Espagne, là où les identités culturelles se superposaient à des inégalités majeures dans la formation économique. Mais même dans ces cas, l'imbrication de différents niveaux de pouvoirs plus ou moins autonomes, communal, régional, national, européen, agissant en interaction multidimensionnelle avec une société civile en quête d'objectifs diversifiés, en d'autres termes l'absence de totalitarisme du pouvoir, réduit l'acuité des questions nationales, les dilue, et autorise des compromis plus ou moins consensuels.

Le « capitalisme sauvage » qui fait partie des scénarios possibles en Europe de l'Est risque au contraire d'exacerber les tensions nationales. La négociation démocratique fait rarement partie des traditions nationales d'avant-guerre, et n'a pas été apprise au cours des 45 années de socialisme autoritaire. La religion, refuge institutionnel (en pays catholique) ou individuel (en pays orthodoxe) pendant ces années pour la contestation ouverte ou latente des valeurs officielles, est organisée par des Eglises souvent autoritaires, conservatrices, nationalistes, peu ouvertes à l'oecuménisme dans leurs relations avec leurs voisins. A défaut d'objectifs socio-politiques clairs, le « nouveau national » est largement perçu comme l'antidote d'un « ancien régime », parce que celui-ci développait un discours internationaliste creux et surréaliste. « Amitié entre les peuples » et « solidarité éternelle avec l'Union Soviétique » sont assimilés. Enfin, le « consumérisme » manque comme dérivatif au développement de mouvements de masse, réceptifs à toutes les démagogues dans une situation de grand désarroi idéologique. Quarante-cinq ans de politisation formelle envahissante ont créé un univers où toute l'éducation politique reste à construire.

Avril 1990

les frontières qui deviennent des murettes de cimetièrè...

ou la question du nationalisme
en europe centrale

nicolas bàrdos-féltoronyi

A comparer deux enclaves contestées, un Nagorny Karabag et les Fourons, on peut se réjouir, un peu frileusement, que chez nous ne tombent que les premiers ministres, alors qu'ailleurs, il s'agit, hélas, de morts par dizaines. Questions nationales, questions sociales, structures des Etats, la comparaison requiert une étude approfondie.

Si la participation de Nicolas BARDOS - FELTORONYI, connu comme professeur à l'ISCO, à la FOPESS et à l'UCL, économiste spécialisé dans les questions internationales et financières, a été sollicitée pour ce numéro des CM, c'est qu'il est aussi hongarobelge. Etabli en Belgique après 1956 - il avait vingt ans à l'époque - il s'est depuis quelques années spécialisé dans l'étude des problèmes d'Europe centrale, l'Acte d'Helsinki et ses suites ayant ouvert, il tient à le souligner, de toutes nouvelles perspectives.

Sa connaissance personnelle de l'Europe centrale, une philosophie marquée par un engagement au MOC (dont il fut le président régional bruxellois), tous ces éléments donnent à son approche une densité particulière.

Dans tout processus de modernisation, des périodes de transition sont toujours délicates, notamment en termes d'appartenance sociale, culturelle et ethnique. Certes, la transition actuelle en Europe centrale se trouve essentiellement déterminée par un progrès de la démocratie,

grâce à la mise en place d'un système de multipartisme et d'élections libres. Néanmoins, elle pourrait être marquée par des incertitudes liées à la rapidité des changements sociaux survenus depuis quinze ans et par l'envahissement plus récent, mais un peu « sauvage », d'un capitalisme devenu désormais international.

Ce sont précisément des périodes où l'instabilité peut conduire à la xénophobie jointe au nationalisme. Les deux peuvent rendre des groupes ou des ethnies, tantôt boucs-émissaires comme par exemple les ouvriers autochtones ou les *gastarbeiter* fainéants, tantôt puissances obscures tels les Juifs jugés antipolonais ou les Arméniens ploutocrates. L'exploitation de cette situation par de nouveaux partis plus ou moins démocratiques peut exacerber certains phénomènes profonds nés des mutations sociales, qui restent largement déterminées par des conditions économiques et historiques de chaque pays.

Très souvent, le nationalisme se complique d'un problème d'occupation de territoire et aboutit à des comportements irrédentistes. L'investissement trop affectif de certains lieux crée des situations de guerres civiles, voire internationales. Or, l'histoire récente de l'Europe Occidentale indique des solutions qui peuvent aider les pays d'Europe centrale à trouver des formules plus pacifiques.

Toutefois, l'instabilité interne n'est pas seule en question. L'Europe centrale subit aussi une instabilité externe de nature géopolitique. Parmi les causes de celle-ci, le déclin simultané des Deux Grands qui n'est pas sans lien avec l'avènement progressif de la puissance européenne, ainsi que la transnationalisation du capitalisme qui ignore les frontières. Ces évolutions nécessitent une redéfinition de la place de cette région d'Europe dans le « concert des nations », et se prêtent à des influences multiples à l'intérieur des pays concernés (1).

une société fragile et éclatée ?

On semble croire que, comme un stalinisme centralisateur simplement inversé, le capitalisme de caractère décentralisé n'aurait à rencontrer que peu d'obstacles, en raison de l'éclatement et de la fragilité de la société civile ou associativa. Or, organisé plus ou moins spontanément, l'intérêt géopolitique comme économique des pays dominants et de leurs classes dominantes pourrait, entre autres, être de « diviser pour mieux régner ».

On semble croire de plus que les sociétés malmenées depuis la première guerre mondiale par les totalitarismes successifs - fasciste ou nazi, stalinien ou néostalinien - auraient aussi beaucoup de difficultés à s'organiser, malgré leurs efforts réussis contre les régimes les plus récents. Il est indubitable aussi qu'à présent, devant les carences vraies ou fausses de ces régimes, le capitalisme occidental apparaît à ces sociétés bien plus attirant que repoussant.

Toutefois, comme nous le savons, la démocratie politique est un outil social remarquable et irremplaçable, mais elle souffre aussi d'insuffisances patentes et bien connues. En effet, dans trois domaines, elle ne fournit guère de garanties. Primo, elle n'organise que d'une façon tout à fait insuffisante la démocratie socio-économique à l'intérieur de nos pays. Secundo, elle n'a que peu d'applications dans le droit international, notamment sur le terrain du droit des peuples. Tertio, par sa nature majoritaire, elle ne réussit pas toujours - et loin s'en faut - à respecter les courants et les ethnies minoritaires au sein de nos Etats-nations.

Compte tenu de ces deux dernières limitations de la démocratie, et dans le contexte socio-économique actuel, la question nationale en Europe centrale pourrait resurgir et être fort mal posée (2). On risque de voir apparaître des revendications nationalistes des populations les unes à l'égard des autres, accompagnées de xénophobie à l'égard des minorités dans chacun des pays concernés.

différences et ressemblances

L'Europe centrale est vaste, mais par sa localisation géopolitique elle peut être considérée comme homogène. Habité par plus de 110 millions de personnes, son territoire est aussi grand que celui de l'Europe occidentale. Néanmoins, de la Mer Baltique jusqu'aux Mers Adriatique et Noire, les processus de modernisation débutent à des moments différents, et sont fort inégaux en raison de conditions géographiques et historiques différentes. Globalement, on peut toutefois dire que la révolution industrielle de l'Europe centrale est entamée avec un décalage d'un siècle sur celle de l'Europe occidentale. A ses débuts - et peut-être à nouveau aujourd'hui - l'industrialisation reste fondamentalement de nature « périphérique » selon l'expression de GRAMSCI (3).

La répartition de la population active selon les secteurs d'activité donne une première comparaison à ce propos (4). On dispose des données sur cette répartition pour l'année 1930 (en pourcentages du total).

Pays	Agri- culture	Mines & Industries	Communic. & Services	Autres administr.
Angleterre	7	37	23	33
Allemagne	29	40	19	12
Belgique	17	48	21	14
Autriche	32	34	18	16
Tchécoslovaquie	28	42	14	16
Pologne	65	17	8	18
Hongrie	51	23	8	8
Bulgarie	80	8	4	8
Yougoslavie	79	11	4	6
Roumanie	74	12	4	10

(Source : BEREND, *op. cit.*, p. 481)

En termes de modernisation, les données suivantes ne sont pas moins significatives pour les mêmes années.

Pays	Population en % de la population de l'Europe	Production industrielle en % de la production industr. de l'Europe
Angleterre	11,7	23,7
Allemagne	16,8	32,1
Belgique	2,1	2,9
Tchécoslovaquie	3,7	3,1
Autriche	1,7	1,4
Hongrie	2,2	0,9
Pologne	8,5	2,5
Bulgarie	1,5	0,2
Roumanie	4,8	0,8

(Source : *ibidem*, p. 478)

Tous les pays à l'Est des premiers pays touchés par la révolution industrielle sont, à l'époque, en retard de modernisation ou de développement et ce, à des degrés croissants selon leur éloignement du « centre » du monde capitaliste, du Nord au Sud.

Aujourd'hui, évidemment, la distribution de la population indique une évolution significative par rapport à celle d'il y a une cinquantaine d'années (en pourcentages).

REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE en 1987

Pays	Agriculture	Industrie & Constr.	Autres
Angleterre	2,2	27,2	70,6
RFA	4,6	36,9	58,5
Belgique	2,5	25,4	72,1
Autriche	8,4	38,2	53,4
Tchécoslovaquie	12,2	48,1	39,7
RDA	10,6	49,8	39,6
Hongrie	18,8	38,0	43,2
Pologne	28,4	37,1	34,5
Roumanie	28,7	44,7	26,6
Bulgarie	20,0	46,3	33,7
Yougoslavie	28,7	31,0	40,3

(Source : *Magyar Statisztikai Zsebkönyv*, 1988)

A la lecture de ces tableaux basés sur des données des années 80 et des années 30, il est frappant de constater une double évolution. D'une part, la population agricole diminue sensiblement, mais à des degrés variables : plus fort en RDA, en Tchécoslovaquie et en Hongrie que dans les autres pays, une réduction de moitié étant cependant de règle. D'autre part, un développement jusqu'à la saturation dans l'industrie et la construction, et un mouvement moins prononcé dans le secteur services qui, certes, figure sous la rubrique « autres ». Cette double évolution reflète une révolution industrielle fulgurante qui est accompagnée d'une urbanisation analogue.

quelques convergences et... divergences

De plus, il y a des raisons historiques d'observer une spécificité convergente pour l'Europe centrale et de justifier l'exclusion de la Russie des considérations qui suivent.

Il suffit de noter le fait que la Russie n'a pas subi des événements majeurs de l'histoire de l'Occident tels le développement millénaire du catholicisme romain, la Renaissance suivie de la Réforme, le capitalisme aboutissant à l'organisation social-démocrate de la vie économique. Il reste cependant les caractéristiques communes aux pays de l'Europe Médiane (3a), telles la persistance des traces de l'Ancien Régime, le partage d'influences occidentales et orientales, la pression géopolitique

née d'une situation géographique entre la Russie d'abord tsariste et puis soviétique, et 1^e monde germanique, etc..

Ainsi, excepté la Tchécoslovaquie, tous les pays de l'Europe centrale - y compris notamment l'Autriche - connaissent jusqu'à la Libération, des traits de l'Ancien Régime : types de propriété, non séparation de l'Eglise et de l'Etat, structure monarchique, famille de type tribal, etc.. Il faut aussi, sans doute, plus particulièrement garder à l'esprit un certain nombre de données historiques. En termes culturels, cette partie de l'Europe est dès le X^e siècle largement occidentalisée et ouverte à toute initiative venant de l'Ouest, alors qu'elle reste partagée entre Byzance et Occident dans la conception de la cité, du pouvoir, du social, etc..

Par ailleurs, sauf le cas récent de Solidarnosc, les sociétés de cette région n'ont pas eu l'occasion de créer des « corps intermédiaires » nombreux et nécessaires pour l'épanouissement de leur autonomie. Qu'ils aient été nazis, fascistes ou staliniens, les régimes récents étaient particulièrement destructeurs ou limitatifs dans ce domaine, par comparaison avec le processus de la modernisation.

Depuis des siècles, l'Europe centrale se trouve par ailleurs régulièrement occupée ou colonisée - mais, certes, également stabilisée - par les Turcs, les Suédois, les Habsbourg, les Allemands et les Russes. Ainsi, ces puissances extérieures évitent à ces pays des « guerres civiles » mais elles exercent aussi un centralisme et une dictature « pédagogique » selon la formule de Marcuse. Les peuples de la région ont eu peu d'occasion de déclarer leurs préférences politiques et les classes dirigeantes ont souvent trahi leurs peuples en collaborant avec des puissances « coloniales ».

Sur le plan plus politique, depuis Bismarck la tentation bonapartiste reste constamment présente dans cette partie de l'Europe. Elle ne fait qu'aggraver les difficultés, déjà mentionnées, de la société civile à s'épanouir. Comme disait d'une façon un peu équivoque le général Jaruselski en 1981, le peuple polonais a un caractère « irraisonnable », et donc il faut l'en « guérir ». Hélas, nous nous rappelons que, dans les pays sans socialisme à visage humain, ce caractère considéré comme irraisonnable motive fort fréquemment les « coups d'Etats » militaires, nombreux avec ou sans aide du Grand Frère : en 1953, 1956, 1968, 1970, 1980 et 1985 (en Roumanie contre les mineurs transylvaniens de nationalités roumaine, allemande et hongroise).

Il n'empêche que, malgré le sort commun, les colonisations variées jointes à la fragilité des sociétés civiles, combinées à des différences

religieuses, ethniques et linguistiques, tous ces facteurs introduisent des différenciations de pays à pays, de régions à régions. Dans toute analyse de cette partie de l'Europe, *il convient de bien distinguer ce qui rassemble ces peuples de ce qui les divise.*

Enfin, parmi les données du problème, il faut encore souligner que depuis la dernière guerre et vu les événements plus récents, la neutralité ou la quasi-neutralité est devenue de plus en plus possible, voire réelle, pour un nombre non négligeable de pays de la région, grâce aux modifications des frontières en 1945, à leur entérinement dans le cadre de l'Acte d'Helsinki et à leur acceptation progressive quoique difficile par les peuples concernés. Outre les cas plus anciens de la Finlande, de la Yougoslavie ou de l'Autriche, la quasi-neutralité s'annonce actuellement pour la majorité des pays de l'Europe centrale.

patriotisme constructif ou nationalisme chauvin ? (5)

Dans l'Europe moderne, depuis l'époque napoléonienne jusqu'en 1914, les souverains ou les gouvernements plus ou moins démocratiques se comportent avec une remarquable homogénéité. Tous considèrent le nationalisme comme subversif, comme ils traitent le communisme ou le socialisme après la première guerre mondiale. En Europe occidentale et orientale, le nationalisme fonctionne cependant comme une force centripète et unificatrice, alors qu'en Europe centrale, il devient centrifuge, fragmentant et parfois explosif. Dans le premier cas, le nationalisme est assimilateur, comme en France ou en Angleterre, ou ailleurs intégrateur, comme en Suisse ou en Espagne, en Belgique ou en Italie. Tandis que dans le second, il est conflictuel et se prête à des manipulations multiples, comme on le voit pour les questions dites polonaise ou balkanique.

D'importantes minorités allemandes sont établies en Europe centrale déjà au XII-XIII^e siècles, résultat de la migration de colons allemands suite à un essor démographique et à une expansion économique de l'Occident de l'époque. Les Tsiganes comme les Arméniens sont présents de longue date dans cette partie de l'Europe. Des millions de Juifs y apparaissent suite à leur expulsion de la Russie, attirés par la monarchie austro-hongroise plus libérale.

Pendant le XIX^e et au début du XX^e siècles, la partie Sud de l'Europe centrale se libère de l'occupation ottomane. Les communautés libérées sont des sociétés agricoles assez égalitaires, sauf une couche mar-

chande. C'est à l'opposé de la partie Nord de la région, où l'Ancien Régime règne encore et où, dès lors, les intérêts des paysans continuent à s'opposer aux seigneurs aristocratiques ou ecclésiastiques, autochtones ou non. C'est cette particularité qui permet aux Habsbourg, aux Russes et aux Prussiens de régner en s'appuyant sur les propriétaires et en divisant les peuples.

Les Eglises jouent des rôles variables. Les religions mal tolérées, telles le protestantisme et les « basses églises », favorisent le patriotisme qui vise l'autonomie. Les hiérarchies tant catholiques qu'orthodoxes sont la plupart de temps plutôt collaboratrices, sauf dans un cas, hélas, très significatif. En 1863, du haut jusqu'en bas, l'Eglise polonaise soutient, pour la première fois semble-t-il, une insurrection qui a éclaté contre les Russes, en raison du conflit traditionnel entre l'Eglise catholique, et polonaise, et l'Eglise russe et orthodoxe.

Suite à la guerre 14-18, les traités élaborés à Versailles établissent ou rétablissent l'indépendance territoriale de tous les grands peuples de l'Europe centrale. Ils rendent même indépendants les pays baltes pour la première fois dans l'histoire moderne. Toutefois, ils « balkanisent » et affaiblissent l'Europe centrale au lieu de la confédérer. Ils n'apportent pas de solutions véritables au problème de la Pologne ni à celui de la Hongrie. Ils ne règlent point les problèmes de minorités parfois considérables et ne fixent guère de frontières stables aux Balkans. A la fin des années 30, les « règlements » imposés par Hitler à la Pologne ou à la Hongrie ne font qu'attiser les conflits entre les pays et laissent des traces jusqu'aujourd'hui.

de la « balkanisation » aux « archipels »

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la plupart des pays de la région deviennent ethniquement plus homogènes. Deux éléments atroces expliquent ce phénomène : les déportations et exterminations nazies, massives ; suivies par les ajustements des frontières convenues à Yalta ainsi que par les déportations consenties par les « libérateurs » ou les déplacements staliniens des populations en territoires soviétiques.

En fait, à la fin de la guerre mais avant d'accéder au pouvoir absolu, les partis communistes s'efforcent, souligne F. FEJTŐ, de se mettre à l'unisson de tous les courants nationalistes pour « ne jamais se séparer des masses ». Entre 1945 et 1948, ils sont les plus actifs pour exiger l'expulsion des millions d'Allemands des pays de l'Europe centrale et

pour obtenir des échanges de population massifs. Cette politique, sans doute humainement inacceptable, ne fait que rendre plus homogène ces pays du point de vue ethnique.

Avec l'imposition des régimes communistes à la fin des années 40, les partis uniques visent, par conviction, un certain égalitarisme, y compris parmi les différentes nationalités qui habitent leurs pays. L'intégration nationale est conçue comme essentiellement un problème économique. Ainsi, grâce à la modernisation et à l'industrialisation, le nationalisme comme la xénophobie sont-ils supposés disparaître, et dès lors ils sont froidement ignorés, sauf dans quelques cas. Comme le met en évidence GOLDSTUCKER en s'inscrivant en faux contre György ASCZÉL (5), s'il est une question importante dans les années à venir, c'est celle de la question nationale car, pendant une période d'environ quarante ans, l'Union Soviétique s'est comportée comme une puissance coloniale, ce qui explique par exemple que le mouvement de démocratisation polonais se place sous le signe du nationalisme et du catholicisme.

En Autriche, la social-démocratie gère intelligemment la question, mais le problème du Tyrol de Sud/Trentin n'est pas encore résolu. Et sous l'impact de la résistance anti-nazie, de la crainte des Soviétiques et d'un leader charismatique en la personne de Tito, la Yougoslavie échappe pendant des lustres à des conflits de nationalismes.

Pour mémoire, rappelons qu'à propos de l'URSS, G. DELAUNOY et J.M. CHAUVIER montrent une situation différente (6). Les enjeux liés aux questions des nationalités et des minorités, de l'antisémitisme et d'autres xénophobies ne datent pas d'aujourd'hui. Depuis le XVI^e siècle, l'expansion de la Russie tsariste absorbe des territoires et des peuples multiples, et conduit ainsi à la situation actuelle. Dans les pays de l'Europe centrale, c'est plutôt la question de l'existence étatique des ethnies, des nations ou des peuples qui se pose constamment dans un cadre colonial ou néo-colonial.

quelle est la situation actuelle ?

L'homogénéité obtenue est réelle. L'exemple le plus frappant en est évidemment la Pologne, dont un tiers de la population d'avant-guerre pouvait être considéré comme non polonais et qui, aujourd'hui, est habitée à raison de 95 % par des Polonais. La Hongrie constitue un des rares contre-exemples de caractère massif. Près d'un tiers des Hongrois vivent actuellement en dehors des frontières du pays.

Mais il reste aussi vrai que, comme des « archipels » multiples, beaucoup de Polonais ou Albanais, Allemands ou Roumains constituent encore maintenant des minorités plus ou moins importantes à travers l'Europe centrale. Chacun des pays au sein de celle-ci comporte des groupes plus modestes d'ethnies dont le nombre peut varier entre cinq et quinze. Il y a aussi des pays à prédominance bi-nationale. Enfin, par une espèce de colonisation progressive depuis leur incorporation à l'Union Soviétique, les pays baltes ou l'Ukraine ont d'importantes populations russes et autres sur leurs territoires.

Voici quelques données approximatives sur la situation actuelle dans ces pays (7). Prenons d'abord les habitants des pays *fort homogènes*.

RDA : quasi 100 % allemands, sauf une petite minorité polonaise;

ALBANIE : 98 % albanais, 2 % grecs, tsiganes et juifs;

AUTRICHE : à part des petites minorités, slovène et hongroise, quasi totalement autrichiens;

POLOGNE : 95 % polonais; ukrainiens et allemands, chacun plus ou moins 1 %; 3 % autres;

HONGRIE : 91 % hongrois, 4 % tsiganes, 2 % allemands; slovaques et juifs chacun 1 % environ; 1 % autres.

Les pays un peu *moins homogènes* sont les suivants :

BULGARIE : 84 % bulgares, 9 % turcs, 3 % tsiganes, 4 % autres;

ROUMANIE : 80 % roumains, 10 % hongrois; allemands et tsiganes chacun 2 %, 6 % quatre autres;

BIELORUSSIE : 79 % biélorusses, 13 % russes, 4 % polonais, 2 % ukrainiens, 2 % juifs;

UKRAINE : 73 % ukrainiens, 22 % russes, 2 % juifs, 3 % autres dont beaucoup de roumains;

Le nombre de pays dont la population est franchement *mixte*, s'avère assez grand :

TCHÉCOSLOVAQUIE : 62 % tchèques-moraves et 30 % slovaques dont un pourcentage indéterminé allemands, 4 % hongrois, 2 % tsiganes; ukrainiens et polonais chacun 1 % environ;

ESTONIE : 52 % estoniens, 34 % russes, 7 % polonais, 4 % ukrainiens, 2 % biélorusses, 1 % juifs;

LETTONIE : 56 % lettons, 34 % russes, 4 % polonais, 4 % ukrainiens, 2 % biélorusses;

LITUANIE : 79 % lituaniens, 9 % russes, 7 % polonais, 4 % biélorusses, 1 % autres;

YUGOSLAVIE : 36 % serbes, 20 % croates, 9 % bosniens, 8 % slovènes, 8 % albanais, 2 % hongrois, 17 % autres.

Sans aucun doute, l'hétérogénéité ethnico-étatique des pays de l'Europe centrale diminue en cette fin de XX^e siècle. Il reste cependant que les pays ethniquement mixtes ou franchement multinationaux ne font encore que chercher des solutions équilibrées.

la démocratie suffit-elle ?

Même dans les pays où le multinationalisme tend à être reconnu, il reste des populations plus ou moins minoritaires dont l'autonomie culturelle ou territoriale n'est guère assurée. Il faut citer à ce propos la masse des Russes dans les pays baltes ou dans certaines autres républiques soviétiques, celle des Albanais en Yougoslavie, celle des Hongrois dans plusieurs pays danubiens. La position est encore plus difficile pour des groupes de nationalités qui vivent d'une façon diffuse ou mouvante, tels les Allemands, les Tsiganes ou les Juifs. Il s'agit de minorités qui vivent en des « îlots » fixes ou mobiles, et qui ont des difficultés à bénéficier localement de l'identification à un pays ou un territoire (8).

Les facteurs religieux peuvent aggraver les problèmes et rendre les solutions plus difficiles. En Yougoslavie, les conflits entre Croates catholiques et Serbes orthodoxes sont influencés sans doute par un tel facteur. En Roumanie, il en est de même entre les Roumains orthodoxes et les Hongrois calvinistes ou catholiques. Le caractère très catholique des Slovaques ne facilite pas non plus l'entente entre eux et les Tchèques. La différence, voire le différend entre les Ukrainiens orthodoxes et les Ukrainiens catholiques de rite grec (les « uniates ») provoque des surenchères nationalistes.

La situation pourrait apparaître encore plus insoluble si, malgré l'Acte d'Helsinki, l'on envisageait des modifications intempestives des frontières (9). De telles hypothèses sont parfois évoquées dans les pays baltes, en Pologne concernant les frontières évidemment orientales, par les Hongrois dans leurs pays ou dans la diaspora, etc.. Certains peuples revendiquent ou proclament leur autonomie ou indépendance : les Baltes en Union Soviétique, les Slovènes ou les Croates ainsi que les Albanais en Yougoslavie, les Hongrois en Roumanie.

En ce qui concerne la question des frontières, il convient enfin de savoir qu'il y a des *lieux profondément investis en termes affectifs*, tels la Transylvanie en Roumanie par les Roumains et les Hongrois, la Silésie en Pologne par les Allemands et les Polonais, la région du Kosovo en Yougoslavie par les Serbes et les Albanais. Dans chaque cas, ces territoires sont considérés par au moins deux peuples comme des lieux de leur origine historique ou du moins de leur permanence nationale significative.

démocratie faible et nationalisme fort ?

Dans les difficultés et les transformations aussi bien politiques qu'économiques, des conflits nationalistes ou inter-ethniques sont sources et résultats des luttes de pouvoir et des rapports d'exploitation. On exalte partout le sentiment national comme résistance au totalitarisme.

La flambée du populisme, qui bénéficie d'une tradition certaine, se répand dans les campagnes avec des alliances entre certains milieux d'Églises et des conservateurs nostalgiques (nationalistes ou stalinistes). Des quasi-pogroms « anti-polak » en RDA, un « anti-sémitisme sans juif » en Pologne, des réactions ambiguës des nouveaux pouvoirs plus ou moins démocratiques à l'égard des Turcs en Bulgarie ou des Hongrois en Roumanie, des brutalités serbes contre les Albanais, voilà autant de tendances inquiétantes (10).

Pourtant, on peut relever des phénomènes contraires à peine pensables il y a une décennie ou deux. Le tourisme entre les différents pays de l'Europe centrale se développe massivement, et se chiffre en dizaines de millions chaque année. Dans le langage populaire, les différents noms et épithètes que les peuples s'attribuent les uns aux autres tendraient à disparaître. Les souffrances subies, du nazisme et puis du stalinisme, rapprochent les intellectuels et cela explique, depuis les années 70, la

solidarité tangible entre les oppositions démocratiques de ces pays. Or, historiquement, ce sont des intellectuels qui se sont avérés être les nationalistes les plus dangereux.

Personne n'a constaté ces dernières années des mouvements massifs de xénophobie dans la lutte de libération du communisme. Malgré le stalinisme, le patriotisme ne se transforme pas en nationalisme. Ce qui fait démarrer la révolution roumaine est la défense d'un pasteur calviniste hongrois par tous les habitants de Timisoara : Roumains, Hongrois, Allemands, Serbes, etc.. Président provisoire de la Tchécoslovaquie, Vaclav Havel relance l'idée ancienne d'une confédération entre la Pologne, la Hongrie et son pays. Cette proposition rencontre un succès certain suivi d'une rencontre à Bratislava de caractère historique (11).

des questions en guise de conclusions

N'y a-t-il pas d'espoir que les peuples développent une connaissance réciproque accrue par l'éducation ? Ne pourrions-nous pas les y aider ? Ne devrions-nous pas avoir aussi une attitude d'apprentissage en face des peuples d'Europe centrale qui se libèrent apparemment avec succès de ce qui les écrase jusqu'à maintenant ?

Faut-il réfléchir l'existence nationale à la manière des derniers siècles ? La formule constitutionnelle à la belge ne serait-elle pas une solution efficace à travailler pour ces pays ? Ne permet-elle pas à chacun de se domicilier à un endroit géographique donné et simultanément de se trouver attaché à une communauté culturelle distincte, en principe non localisable ?

Ne pourra-t-on pas créer des « espaces culturels » multiples, à l'instar des religions à travers le monde ? Supranationales elles-mêmes par leurs natures, les attitudes des Eglises d'Europe centrale ne pourraient-elles pas tendre, ainsi, dans cette direction plus universelle et démocratique ?

Les mouvements progressistes en Europe occidentale n'auraient-ils pas intérêt à favoriser de toutes leurs forces des évolutions pleinement démocratiques dans l'autre partie de l'Europe, afin de se renforcer par rapport à des tendances autoritaires toujours renaissantes et devant l'envahissement international du capital financier ?

Les tiers-mondistes alliés à d'autres milieux de gauche et notamment à des écologistes n'auraient-ils pas intérêt à développer une critique devant le risque majeur de latino-américanisation de l'Europe centrale, en vue d'élaborer de nouvelles stratégies d'alliances entre le Sud et le Nord élargi vers l'Est ?

mars 1990

Bibliographie

(1) A ce stade, il convient de préciser que, dans la suite, le terme d'Europe centrale couvre un territoire qui se situe approximativement entre la République Socialiste Fédérative Soviétique Russe et la Communauté Européenne actuelle. Voir une discussion à propos de la notion d'Europe centrale in *La Nouvelle Alternative*, décembre 1987.

(2) Timothy Garton ASH, « Eastern Europe : The Year of Truth », in *The New York Review*, February 15, 1990; Gianni DE MICHELIS, « Ein Ansatz für Mitteleuropa », in *Zeit*, 9.11.1989; Anne APPLEBAUM, « Silesia : Problems of Nationalism », in *The Wall Street Journal*, 20.12.1989; Serge JULY, « De Budapest à Berlin, de Varsovie à Bucarest, questions sur la transition dans la Mitteleuropa », in *Libération*, 14 au 18 février 1990; Claude JULIEN, « Alerte : nationalismes », in *Le Monde Diplomatique*, Janvier 1990; Dino FRESCOBALDI, « I nazionalisti dei Balcani », in *La Repubblica*, 26.1.1990; « Entretiens avec Guy Coëme », in *La Wallonie*, 13.2.1990; Gérard DEPRez, « Démocratie et nationalités », in *Le Soir*, 23.1.1990; « Állami Nemzetiségpolitika-Etnikai létség », in *HVG*, 20.1.1999.

(3) Samir AMIN, *Classe et nation*, Minuit-Arguments, 1979; Antonio GRAMSCI, *Il risorgimento*, Editori Riuniti, 1975.

(3a) Tout le numéro remarquable de *Hérodote*, 1er trimestre 1988, intitulé « Europe médiane »; SZÜCS Jenő, *Les trois Europes*, L'Harmattan, 1985, avec une préface de F. BRAUDEL.

(4) BEREND, T.Ivàn & RANKI, G., *Közép-Kelet-Europa gazdasági fejlődése a 19-20. században*, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, Budapest, 1976; Angus MADDISON, *Economic Policy and Performance in Europe, 1913-1970*, Fontana, 1973.

(5) Leslie C.TIHANY, *A history of Middle Europe, from the earliest times to the age of the world wars*, Rutgers State University Press, New Jersey, 1976; Joni LOVENDUSKI & Jean WOODALL, *Politics and Society in Eastern Europe*, Macmillan-Education, 1987; François FEJTÓ, *Histoire des démocraties populaires, Seuil-Politique, 1952-1979*, et *Requiem pour un empire défunt, histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Lieu Commun, 1988; James JOLL, *Europe since 1870, an international history*, Weidenfeld & Nicolson, 1973; Walter LAQUEUR, *Europe since Hitler, the rebirth of Europe*, Penguin, 1976;

Andrew C. JANOS, *The politics of Backwordness in Hungary, 1825-1945*, Princeton University Press, 1982; Eduard GOLDSTUCKER, « La question nationale et l'Europe divisée », in « Budapest, Prague, Varsovie », *Cahiers libres* 378, La Découverte-Maspero, 1983; György ACZEL, « The national question », in *The New Hungarian Quarterly*, Winter 1987, pp. 8 à 26; Charles HIGOUNET, *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen Age*, Aubier, 1989.

(6) in *L'URSS de Lénine à Gorbatchev*, GRIP-Information, 1989, pp. 157 à 169.

(7) Les données dont on peut disposer ne sont qu'indicatives. Comme on le sait, les recensements en eux-mêmes posent déjà un problème politique en cas de nationalisme ou xénophobie exacerbés. Voir *L'Encyclopédie Universalis*, la rubrique « Minorités », t. 11, pp. 72 à 77, et la rubrique « Tsiganes », t. 16, pp. 355 à 358; *Le Monde Diplomatique*, mars 1990, pp. 12 à 15; in *Hérodote*, « Les marches de la Russie », 4^e trimestre 1989; Claude HAGEGE, « Les langues, étendards des peuples », in *Le Monde*, 15.02.1990.

(8) Hans-Henning PAETZKE, *Andersdenkende in Ungarn*, Suhtkamp, 1986, notamment, « Die Konflikte in der Zigeunerfrage haben die Bevölkerung in zwei Lager gespalten », pp. 195 à 199.

(9) Michel FOUCHER et Michel SAMSON, « Lever de rideau sur le continent », in *Libération*, 12.01.1990, article accompagné d'une carte très parlante.

(10) Michael WOLFFSOHN, « Staatlichkeit im Orient : der Nahe Osten im Spannung von Nationalität, Territorialität und Legitimität », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3.3.1990; Henry KURTA, « Une marmite sous pression, minorités et frontières à l'Est », in *Echo de la Bourse*, 8-9.03.1990; Serge JULY, op. cit.; Erzsébet SZALAI, « Az új elit », in *Elet és Irodalom*, 30.6.1990 et « Ismét az új elitrol », *ibidem*, 8.12.1990 (traduits dans ce numéro des CM - ndlr).

(11) Timothy Garton ASH, op. cit.; Gianni DE MICHELIS, op. cit.; Karl GROBE-HAGEL, « Deutschland - Mitteleuropa - Nation(alismus) », in Sven PAPCKE & Werner WEIDENFELD, *Traumland Mitteleuropa*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1988, pp. 103 à 119; István BIBO, « A kelet-európai kisállamok nyomrészása », in *Helyünk Európában*, pp. 122 à 157 (il en existe une traduction française chez l'Harmattan); Predrag MATVEJEVIC, « Regard de Zagreb », in *La Nouvelle Alternative*, décembre 1987, pp. 47 à 49.

du socialisme perverti au capitalisme en pologne

jacques nagels

Dans un précédent article des Cahiers (janvier 1990), Jacques Nagels avait caractérisé le socialisme perverti par la coexistence des « trois Monopoles ». Quelles sont les spécificités polonaises de ces « trois M », telle est la première question à laquelle il tente de répondre. La Pologne est en crise. Personne ne le conteste. Quelle est la nature de cette crise ? Il s'agit d'une crise systémique. On passe d'un système à l'autre. L'ancien système doit donc être détruit. Le monopole politique du POUP se désagrège. La régulation par une planification centralisée est abolie. Les jeux du marché et l'émergence de la concurrence vont liquider les situations et les comportements monopolistiques. Les entreprises étaient protégées. Elles vivaient dans une zone abritée. Les travailleurs aussi. Le capitalisme rêve d'un travailleur « libre et léger comme l'air ». Il faut donc démanteler la protection sociale du travailleur. Enfin, l'évolution des structures mentales doit aller de pair avec celle de la société : le néolibéralisme se substitue au marxisme, nous indique Jacques Nagels.

L'enfantement de la nouvelle société - l'économie de marché de type occidental - se fait dans la douleur. Quels sont les symptômes de cette douleur ? Comment la crise se manifeste-t-elle en Pologne en ce début de 1990 ? Jaques Nagels esquisse quelques réponses à ces questions. Il ne s'agit pas que de « polonaises ». Il s'agit, plus profondément, des caractéristiques de l'accumulation primitive, des conditions qu'il faut remplir pour réaliser le capitalisme. En ce sens, les turbulences polonaises sont, pour Jacques Nagels, révélatrices et annonciatrices.

1. les « trois m » en pologne

Le premier monopole est le monopole politique où un Parti communiste, en l'occurrence le POUP, détient la plénitude du pouvoir. Les institutions politiques en Pologne étaient intégralement subordonnées aux divers rouages du POUP. Elles tournaient à vide. La nomenclature était très pourrie, très privilégiée, très corrompue. Le POUP avait ses bâtiments : grandes bâtisses imposantes situées au coeur de la ville, proches des ministères et du siège du Comité du Plan. L'hôtel des invités du Parti faisait également office d'hôtel des hôtes du gouvernement. Il était situé face à l'Ambassade soviétique. Le taux de démocratie interne du Parti était bas, mesquinement bas. L'appareil du Parti contrôlait sans partage le fonctionnement du Parti. La violence d'Etat était au service du Parti et imprégnait tout le tissu social.

On ne peut pas dire que sur ce plan la situation était pire qu'ailleurs, pire qu'en Bulgarie, qu'en Roumanie, qu'en Tchécoslovaquie, qu'en RDA. La particularité polonaise ne réside pas dans les caractéristiques propres de la constitution du premier monopole... elle est le fait des Polonais.

Il s'agit d'un peuple traversé par des courants philosophiques, éthiques, politiques diversifiés. On comprend aisément que le système du monopartisme totalisant ne correspondait pas du tout aux aspirations profondes des Polonais.

Il s'agit aussi d'une population croyante. L'Eglise catholique a toujours eu une influence idéologique déterminante. De tradition, elle s'immisçait dans les décisions du pouvoir temporel. Elle a symbolisé pendant les siècles l'indépendance de la nation polonaise. Même si elle pactisait avec le pouvoir communiste, elle n'a jamais accepté sa marginalisation idéologique.

Le POUP n'était pas plus servile à l'égard des Soviétiques que les autres partis d'Europe centrale. La grande différence réside dans le fait que les Polonais, pour des raisons historiques que tout le monde connaît, rechignaient plus que les autres devant cet alignement inconditionnel.

Il s'agit également d'un peuple qui a de longues traditions de lutte pour plus de démocratie économique. A Poznan en 1956, les travailleurs ont imposé les conseils ouvriers. Cette vieille revendication reste vivace. Le POUP ne l'a jamais captée. Il a rusé. Il l'a acceptée dans un premier

temps, pour la jeter aux oubliettes dès que la pression des masses s'amenuisait. Par conséquent, le POUP n'est jamais apparu comme porteur d'un message démocratique.

L'Intelligentsia polonaise a également fait ses classes. Frondeuse, jouissant d'une réputation internationale, en liaison étroite avec les Polonais de l'Ouest, principalement des Etats-Unis, elle a conquis, dès la fin des années cinquante, beaucoup plus de libertés et beaucoup plus de possibilités d'expression que ses homologues des autres pays de l'Est. Déjà à partir de 1956 cette intelligentsia a combattu, la main dans la main, avec des détachements avancés de la classe ouvrière. Solidarnosc est issu de cette convergence fondamentale que l'Eglise a contribué à cimenter.

La Pologne est le seul pays d'Europe centrale à avoir rejeté la collectivisation des terres. Elle est le seul pays à avoir fait tomber, par des luttes populaires, trois secrétaires généraux du Parti Communiste (BIERUT, GOMULKA, GIEREK). Il n'est pas étonnant que ce peuple ait eu assez de ressources pour venir à bout du parti au pouvoir et pour mettre en place, le premier à l'Est, un gouvernement dirigé par un non-communiste. Avant que le POUP ne se démette, le monopole politique du PC trouvait son acmé dans le régime polonais.

En fait, ce n'est sans doute pas le socialisme « qui allait à la Pologne comme une selle à un porc », c'est plutôt le socialisme pervers qui s'est heurté à une volonté populaire qui ne courbe pas l'échine.

* * *

Le deuxième monopole est d'ordre économique : il concerne la propriété étatique des moyens de production.

Le monde rural polonais a ses particularités puisque les fermes d'Etat ne disposent que de 12 % de la superficie agricole utile (SAU). La plus grande partie des terres est privée. La propriété est extrêmement morcelée. En effet, sur les trois millions d'exploitations privées, un tiers ne dispose que de 0,5 à 2 ha (ouvriers-paysans) et un autre tiers couvre entre 2 et 5 ha. Le critère de la propriété du sol à lui seul ne permet pas de se faire une idée pertinente de l'influence relative du secteur privé et de l'Etat dans l'agriculture. Dans son remarquable ouvrage sur la paysannerie polonaise J. TEPICHT met cette problématique en lumière : « *En même temps acquéreur direct ou indirect (par le truchement des coopératives) de la quasi-totalité des denrées commercialisées par la*

1929

КОЛЛЕКТИВИЗАЦИЯ



campagne, il (l'Etat) en détermine la structure et souvent la répartition régionale. Cette emprise est en outre renforcée par le monopole de l'approvisionnement des exploitations paysannes en engrais (venant des usines d'Etat), semences (produites par les fermes d'Etat), aliments pour le bétail (préparés dans l'industrie d'Etat ou coopérative)... Il est vraiment impossible de sous-estimer les dits « disques d'embrayage » entre une économie industrielle centralisée de cette manière et une économie paysanne » (1). Même privée à 88 %, l'agriculture polonaise dépend fortement du plan. L'Etat fixe les prix des produits industriels, de l'énergie et des biens d'équipement vendus à l'agriculture. L'Etat détermine les prix de vente des produits agricoles. Par conséquent, si l'Etat le désire, il tient l'agriculture dans des ciseaux.

La politique économique du gouvernement central a souvent été hostile à l'égard des agriculteurs. Les petits paysans polonais travaillaient encore avec des techniques d'avant-guerre - plus d'un million de chevaux dans le monde rural - et vivaient dans une situation précaire. L'emprise de l'Eglise était omniprésente. On comprend aisément que les paysans ont soutenu à fond Solidarnosc.

A part cette caractéristique propre, le monopole étatique des moyens de production était inébranlé en Pologne. Il y avait certes eu les réformes de 1956 qui consacraient l'autonomie accrue de l'entreprise, la diminution du nombre d'indicateurs centraux que l'entreprise devait respecter, un plus grand rôle des conseils de travailleurs. Très vite cette réforme s'est enlisée. Il y a donc, dans la mémoire collective des Polonais, l'expérience de réformes ratées. L'échec de ces réformes est attribué, comme en Hongrie, comme en URSS, à leur caractère partiel. Et il y a aujourd'hui la volonté de mener les réformes à leur terme. Pour ce faire, il faut les radicaliser et les globaliser. Cela mène presque inévitablement au démantèlement du deuxième monopole.

Au demeurant, jusqu'à l'été 1989, le monopole étatique des moyens de production restait dominant bien que les années de crise économique, presque ininterrompues de 1974/75 à maintenant, aient considérablement discrédité les notions « rationalité du plan », « efficacité de l'entreprise d'Etat », etc.

* * *

(1) TEPICHT, J. *Marxisme et agriculture : le paysan polonais*, Paris 1973, p. 117.

En Pologne comme en Hongrie, le troisième monopole, celui de l'idéologie, était battu en brèche depuis belle lurette. Les universités de ces deux pays respectaient une certaine liberté académique. Pour les cours d'économie politique, d'histoire des doctrines économiques... Il n'y avait pas de manuels marxistes-léninistes que l'enseignant aurait dû suivre docilement. Il dispensait ses cours comme il l'entendait à condition de se réclamer du marxisme.

Pour ne pas étouffer sous le régime militaire de JARUZELSKI, de nombreux économistes polonais se sont lancés dans un secteur privé embryonnaire ou ont été se perfectionner aux Etats-Unis. Ils ont été pris dans le tourbillon de *come-back* libéral. C'étaient les belles années de la sublimation du marché, des privatisations, de la dérégulation, de la flexibilité du travail, de la politique de l'offre, des attaques frénétiques contre l'intervention étatique. Bref, le reaganisme.

L. BALCEROWICZ, le nouveau ministre des Finances, est passé par la St John's University de New York. Dès son entrée en fonction en septembre 1989, il déclarait à la Diète : « *Il y a une chance historique pour un passage radical à un système de marché de type occidental... Mais ce passage implique des dommages sociaux* » (2). Il ajoutait qu'il y aurait des « *coupes dans les dépenses publiques et la mise sur pied d'un office anti-monopoliste chargé de contrôler la rupture du système communiste* » (3). T. SYRYJCCZYK, ministre de l'Industrie, était, avant d'accéder au gouvernement, co-proprétaire d'une entreprise de *software*. Il déclarait en septembre dernier : « *Nous devons changer la structure de notre économie de manière décisive. Nous devons avoir des managers, qui, avant tout, cherchent des nouveaux marchés pour leurs biens. Nous devons donner à nos entreprises de vrais propriétaires* » (4).

Les deux chefs de file de la nouvelle politique économique de Solidarnosc s'expriment sans aucune ambiguïté.

En Pologne, la pénétration des idées libérales a précédé les réformes. La transformation des structures mentales a devancé celle de la société. Le POUP lui-même, quand il était encore aux affaires, avait

(2) *The Voice of Warsaw*, 17 septembre 1989, p. 7.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

accepté les principaux préceptes libéraux : démantèlement des ministères de branche, loi sur l'entreprise, libéralisation des prix, législation laxiste sur les *joint-ventures*... Néanmoins après la constitution du gouvernement de T. MAZOWIECKI, le POUP continuait à s'opposer aux privatisations des grandes entreprises d'Etat, il préconisait un socialisme démocratique, il voulait sauvegarder les « acquis sociaux »... Il formait la seule force organisée à défendre de telles idées. Son discrédit a entraîné celui de ses idées.

2. nature de la crise en pologne

Peut-on parler d'une crise pour caractériser ce qui se passe actuellement sur le plan économique, politique, institutionnel, social, idéologique...

Il ne s'agit en aucun cas de réformes. Ni de réformes cosmétiques, ni de réformes profondes, ni de réformes structurelles qui, en définitive, visent à amender le système existant et à perpétuer ses mécanismes fondamentaux.

Il ne s'agit pas non plus d'une « crise de régulation » où se substituerait à un système de planification centralisée et bureaucratique des rouages de régulation décentralisés faisant appel à des mécanismes de marché. Une « autre régulation » ne met pas en cause la philosophie et la finalité du système existant.

Si on veut continuer à utiliser le mot « crise », il faut l'entendre dans son acception la plus profonde, la plus globale : crise signifie alors **crise systémique**, passage d'un système économique-socio-politique vers un autre système. Crise devient alors synonyme de transition d'un mode de production que j'ai appelé « socialisme perversi » vers un autre mode de production, qu'on ne peut appeler que capitaliste.

Ni à l'Est, ni à l'Ouest, ni à gauche, ni à droite, on n'utilise le vocable « capitalisme ».

En commentant l'actuel programme de réajustement (janvier 1990), la CEE écrit : « *Tout le programme est imprégné d'une philosophie très libérale, qui vise à maintenir les lois du marché à l'état pur, et qui écarte pour cela, comme cause de distorsion, toute mesure interventionniste* » ; l'OCDE enchaîne : « *Sur le plan systémique, les Autorités polonaises ont entrepris de passer d'un système économique à planification centralisée à un régime d'économie de marché* » (5). Le Gouvernement polonais, quant à lui, précise dans sa déclaration gouvernemen-

tale : « *L'économie polonaise exige des changements systémiques fondamentaux. L'objectif est de mettre en place un système de marché tel qu'il se développe dans les pays hautement industrialisés. Cela doit être fait rapidement par des actions radicales, de telle sorte que la phase de transition, socialement pénible, soit aussi courte que possible.* » (6)

Si donc personne n'utilise le mot « capitalisme » le contenu de la phase de transition ne fait plus aucun doute, ni à l'Ouest, ni à l'Est.

Cette phase de transition se déroule en deux grands moments : le moment de la destruction de l'ancien système et le moment de la construction du nouveau système, le capitalisme.

Ces deux moments s'interpénètrent. Ils ne se succèdent pas dans le temps. Au contraire, ils se réalisent simultanément. L'ensemble des deux moments constitue le travail d'enfantement de l'économie de marché de type capitaliste.

3. le moment de la destruction de l'ancien système

Le moment de la destruction vise à désagréger les « trois M ». Gorbatchev également associe dans la *perestroïka* une phase de destruction à une phase de construction quand il écrit : « *La révolution (perestroïka) exige le démantèlement de tout ce qui est caduc, stagnant ou qui freine le progrès. Sans destruction préalable, on ne peut pas dégager le site sur lequel on veut construire* » (7). En Pologne on va plus loin : on ne démantèle pas uniquement ce qui est caduc, on démantèle tout le système. L'un ne va peut-être pas sans l'autre. Cette phase de destruction se caractérise par ce que j'appelle les « cinq D » : démocratisation, dérégulation, démonopolisation, désécurisation, démarxisation. Démocratisation s'attaque au monopole politique ; dérégulation, démonopolisation et désécurisation s'en prennent au monopole étatique des moyens de production ; démarxisation dissout le monopole idéologique.

(5) OCDE, *Éléments de la problématique polonaise*, 17 novembre 1989.

(6) Conseil de Ministres, *Programme économique*, Varsovie, octobre 1989, p. 2.

(7) GORBATCHEV, M., *Perestroïka*, Paris, 1987, p. 67.

3.1. démocratisation

On entend par démocratisation, en Pologne, la fin du monopartisme et de la subordination des institutions au POUP, la séparation des pouvoirs, la revitalisation de la Diète, l'instauration du multipartisme, le respect des droits de l'Homme et du citoyen, l'organisation de la liberté d'opinion, de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, et, en définitive, de la liberté d'entreprendre.

Ce processus que toute le monde a pu suivre, au jour le jour, dans les media occidentaux s'est déroulé extrêmement rapidement. En quelques mois, de Parti au pouvoir, le POUP a été complètement marginalisé avant « d'imploser ». Au demeurant, les rênes du pouvoir échappent et au général JARUZELSKI, qui n'est plus membre d'un parti politique, et aux quelques ministres communistes. Le premier monopole est donc intégralement détruit.

S'achemine-t-on pour autant vers une démocratie de type occidental ? Dans un premier temps, incontestablement. Ultérieurement, il est vraisemblable que la phase de transition systémique nécessite un exécutif fort, un régime musclé qui puisse imposer à la population les sacrifices liés à la politique d'austérité, au chômage croissant, aux faillites d'entreprises, à l'inflation galopante. Dans ses dernières déclarations, L. WALESZA abonde dans ce sens. On pourrait sonner, plus vite qu'on ne le pense, la fin de la récréation.

Quoiqu'il en soit, l'idée autogestionnaire tellement vivace parmi les travailleurs polonais n'est plus porteuse de grandes transformations. Après s'être heurtée à la dictature du plan, elle risque de se casser les dents contre la dictature du marché. Dans la foulée, la démocratie économique qui invite les travailleurs à participer aux décisions qui les concernent, ne verra pas de sitôt le jour sur les rives de la Vistule. Le processus de démocratisation n'englobe donc pas la démocratie économique.

3.2. dérégulation

La dérégulation se déroule sur le plan macroéconomique, tandis que la démonopolisation se réalise sur le plan microéconomique, celui des branches industrielles et celui des entreprises.

La dérégulation ne supprime pas nécessairement les organes de la planification, elle peut se limiter à les vider de leur contenu. Le plan

impératif devient indicatif et la Commission du plan, jadis toute puissante et aux mains d'un membre du bureau politique, se mue en institut de conjoncture. Du moment qu'on libère les prix, la Commission des prix n'est plus opérationnelle. Cette libération s'est faite vite, par vagues successives en Pologne, principalement de l'été 1989 à janvier 1990. Les ministères de branche, rouages essentiels entre le plan et l'entreprise (ou les associations d'entreprises) ont été supprimés du temps où le POUP dominait encore le gouvernement et remplacés par un seul ministère de l'industrie.

Dès lors les conditions sont remplies pour supprimer les lignes verticales, briser la tutelle du ministère sur l'entreprise, libérer l'entreprise de ses liens avec le Centre. De telle sorte, l'entreprise d'Etat devient autonome. Elle n'est pas encore privatisée, mais elle est privatisable. Aussi longtemps qu'elle reste rattachée à son association, à son ministère, à l'office du plan... elle n'était pas privatisable. L'extraire hors des mailles du plan constitue la condition nécessaire mais non suffisante pour la privatiser.

La dérégulation s'attaque aux indicateurs quantitatifs que l'entreprise devait respecter. Elle libère également tous les prix en supprimant notamment les subventions étatiques aux produits de première nécessité : prix des biens alimentaires, des transports en commun, de l'énergie domestique, des produits pharmaceutiques - à l'exception des médicaments destinés aux retraités qui restent subsidiés. Il s'ensuit naturellement une inflation galopante dont on reparlera plus loin. La dérégulation diminue le rôle du budget de l'Etat dans le financement de l'investissement. Dans l'avenir cette fonction sera dévolue aux banques privées et à la Bourse.

On ne se rend pas très bien compte des bouleversements que cette dérégulation implique. Je ne citerai qu'un seul exemple : le système de comptabilité de l'entreprise. Dans le modèle de planification centralisée, la comptabilité de l'entreprise était exclusivement destinée au planificateur. Il s'agissait d'un outil de surveillance administrative qui permettait de vérifier la conformité entre les activités de l'entreprise et les objectifs du plan. Tout l'outil « comptabilité » était construit en fonction de cette mission. On comprend que cet outil devient obsolète quand le plan n'existe plus, quand l'entreprise est privatisée, quand l'entité microéconomique doit répondre aux signaux du marché.

L'entreprise est-elle rentable ? Est-elle compétitive ? Quels sont ses profits ? Tel ou tel département de l'entreprise (comptabilité analytique) constitue-t-il une unité en déficit ou un centre de profit ? Comment

investir pour accroître la rentabilité des capitaux ? Quel atelier doit grandir, quel atelier doit fermer ?

Autant de questions auxquelles l'ancienne comptabilité ne permet pas de répondre. La finalité de la comptabilité se transformant, l'outil doit être modifié de fond en comble. L'introduction d'un système de comptabilité occidentale s'impose. Des dizaines de milliers de comptables doivent être recyclés. D'après un rapport établi par des experts britanniques (8) cette adaptation prendra, au bas mot, cinq ans. On constate l'ampleur de la tâche.

Il en va de même pour toutes les statistiques macroéconomiques. Les agrégats de la comptabilité nationale qui se fondaient sur la notion marxiste de travail productif doivent être revus. Les normes de l'OCDE seront désormais respectées. Quand on désire entrer dans le Marché Commun, il est de bonne logique de se conformer à ces normes statistiques. Les données douanières seront comptabilisées en conséquence. La balance des paiements sera présentée selon les canons du FMI. Il en va de même pour les normes technologiques, normes de sécurité pour les transports, normes alimentaires, normes en matière de produits pharmaceutiques, etc. Par conséquent, tout l'appareil statistique, sur le plan micro comme sur le plan macro, doit être reconstruit. Toute référence à un concept marxiste, toute référence à la planification doit être abandonnée. Il s'agit de se conformer aux notions occidentales. Il faut répertorier, il faut quantifier, il faut agréger selon les critères de la CEE.

La dérégulation des mécanismes de fonctionnement de l'économie entraîne également une révolution conceptuelle dans l'établissement des comptes de l'entreprise et de la nation. Des milliers d'experts polonais travaillent, à cette même tâche, jour et nuit, conjointement avec des experts occidentaux. La dérégulation, avec tout ce qu'elle implique comme re-régulation constitue un travail gigantesque, un travail de longue haleine... qui vient d'être amorcé.

(8) BRITISH COUNCIL, *Accountancy Development in Poland*, 3 janvier 1990. Le rapport a été établi par une mission britannique en Pologne composée de représentants de l'Université de Birmingham, de l'Association britannique des experts-comptables, de la Chambre de Commerce de Londres et du British Council.

3.3. démonopolisation

Dans chaque segment du marché, les entreprises et les ménages ne peuvent s'adresser qu'à un seul intermédiaire financier : une seule banque, une seule caisse d'épargne, une seule banque d'investissement, une seule banque du commerce extérieur, une seule compagnie d'assurances. De telles structures monopolistiques excluent toute forme de concurrence et octroient de fait un très grand poids aux intermédiaires financiers. En outre, l'intermédiation financière principale est réalisée par le budget de l'Etat. En effet, l'Etat collecte toutes les épargnes des entreprises - unités économiques en surplus - et les distribue aux unités en déficit. Le financement de l'investissement se fait ainsi en lieu principal par le budget de l'Etat qui remplit à l'Est les mêmes fonctions que les caisses d'épargne et les institutions de crédit ici. S'il y a bien une structure monopolistique puissante, c'est celle-là : le budget central décide de l'affectation des fonds destinés au financement de l'investissement de l'entreprise. Au cas où il y a des financements supplétifs, l'entreprise ne peut s'adresser qu'à un seul intermédiaire financier étatique. Le monde de la monnaie, du crédit, de l'épargne, de l'investissement est donc complètement cadenassé. Les mécanismes monopolistiques y triomphent.

La démonopolisation en Pologne fait sauter ces cadenas. De multiples banques privées voient le jour. Elles peuvent recueillir de façon décentralisée les innombrables épargnes et octroyer des crédits aux entreprises de production, aux entreprises immobilières, aux commerçants. Dans un premier temps, la décentralisation du système bancaire constitue l'unique voie possible compte tenu de la limitation des capitaux existants. Dans un deuxième temps, on assistera à une concentration du capital bancaire avec l'appui des banques transnationales.

Pour l'instant, l'émergence des petites et moyennes banques privées caractérise le système bancaire privé naissant. La démonopolisation dans ces secteurs exige la limitation et l'autonomie de la Banque Nationale. L'autonomie de la Banque par rapport au ministère des Finances signifie principalement l'arrêt des crédits automatiques aux entreprises d'Etat. La limitation des compétences de la Banque à celle d'une Banque Centrale normale implique en premier lieu l'abandon du contrôle comptable des entreprises d'Etat par la Banque. Démonopolisation des entreprises, condition sine qua non de la privatisation, postule l'existence d'un marché des capitaux. L'offre est d'abord alimentée par des fonds d'Etat (octobre 89) et par du papier immobilier privé. Le but évidemment consiste à s'ouvrir aux valeurs mobilières qui permettent, par la collecte des épargnes disséminées et le recours aux capitaux étrangers, de financer l'achat de moyens de production.

La création d'un système bancaire complexe et diversifié, la mise en place d'un marché des capitaux multiforme, l'organisation de la collecte de l'épargne et de la décentralisation du crédit constituent un processus de longue haleine. Ils forment un passage obligé de la formation d'un mode de production capitaliste dans une économie où l'industrialisation est déjà avancée et où la concentration des moyens de production matériels a atteint un niveau élevé.

* * *

Dans le monde de la production des biens et services, il y a bien sûr des centaines ou des milliers d'entreprises métallurgiques, du secteur textile, de confection, il y a d'innombrables briqueteries, brasseries... qui produisent des biens et services similaires. Du fait qu'elles produisent des biens similaires, elles dépendent du même ministère de branche. Là est le monopole. Il se manifeste le plus clairement quand l'entreprise acheteuse doit nécessairement s'approvisionner chez telle ou telle entreprise et quand l'entreprise vendeuse doit nécessairement écouler sa production vers tel ou tel client. Des situations semblables peuvent exister dans une économie de marché. En Belgique, par exemple, une seule entreprise privée produisait des wagons de tel ou tel type qu'elle vendait en totalité à la Société Nationale de Chemins de fer belge (SNCB) (9). Il en est résulté deux choses : l'entreprise belge n'a pas suffisamment comprimé ses coûts puisque l'écoulement de sa production était garanti ; l'Etat belge ne pouvait pas faire jouer la concurrence et il a vraisemblablement payé ses wagons trop chers. Ces pratiques de type monopolistique ont débouché sur ce que nous avons appelé en Belgique le **secteur abrité de l'économie** par opposition au **secteur exposé de l'économie** où la concurrence joue à fond. Dans l'économie polonaise toutes les entreprises, toutes les branches économiques **appartiennent au secteur abrité**. Ceci explique, en profondeur, pourquoi les coûts sont tellement élevés : surconsommation de matières premières, gaspillages d'énergie, travailleurs en surnombre, stockages excessifs. Ceci explique pourquoi l'incitation à incorporer le progrès technique est faible. Ceci explique pourquoi le consommateur intermédiaire (entreprise acheteuse de moyens de production) comme le consommateur final (ménages) sont insatisfaits.

(9) Cette situation changera en 1992 quand les producteurs de wagons des onze autres pays du Marché commun pourront venir concurrencer l'entreprise belge sur les marchés publics.

La monopolisation a été poussée jusqu'à son paroxysme : monopole du côté du vendeur, monopsonie (10) du côté de l'acheteur. L'Office de la concurrence mis en place par les nouvelles autorités polonaises s'en prend à ces pratiques monopolistiques. Le démantèlement des anciens ministères industriels facilite sa tâche. Néanmoins beaucoup de comportements et de *business-connections* entre entreprises, liés à des pratiques monopolistiques ou résultant des pénuries existantes doivent être modifiés pour que l'entreprise réponde adéquatement aux signaux du marché. L'entreprise acheteuse ne rechignait pas sur la qualité de ses fournitures... faute de mieux ; elle avait coutume de gonfler ses stocks... par peur de se retrouver face à une rupture de ses approvisionnements ; elle utilisait du personnel en surnombre etc, etc.

Bref, pour créer les conditions de la concurrence, pour organiser le « laissez faire »... tant les mécanismes institutionnels que les comportements des agents économiques doivent être radicalement transformés.

* * *

Des structures similaires ont été mises en place dans la zone des intermédiaires commerciaux. L'exemple le plus frappant est sans doute celui de l'agriculture privée polonaise, qui ne se fait pas nécessairement phagocyter par les coopératives ou les intermédiaires commerciaux monopolistes, mais qui en tous les cas est fort démunie face à l'Etat. Dans la sphère des échanges commerciaux, il y a un autre terrain où le monopole s'est manifesté avec beaucoup de force et de cohérence : le monopole du commerce extérieur. Ecran total entre les entreprises nationales et le reste du monde, le monopole de commerce extérieur a protégé les entreprises sur leur propre marché et sur le marché mondial. La déconnexion entre prix extérieurs et prix intérieurs a exclu toute concurrence avec l'entreprise étrangère. Bref, l'économie était abritée à l'intérieur et abritée vis-à-vis de l'extérieur.

Le démantèlement du monopole du commerce extérieur date d'il y a quelques années. Les hommes qui travaillaient dans les anciennes centrales d'achat ont été transférés dans les entreprises de production où ils se sont « mis à leur compte ». En démonopolisant le commerce extérieur on ouvre l'économie à la concurrence étrangère.

(10) Par monopsonie on entend une situation où l'entreprise acheteuse n'a aucun concurrent.

Sur le plan du marché intérieur comme sur celui du marché extérieur, il s'agit d'organiser le « laissez-passer ». Dans la sphère de la production comme dans celle de l'échange, il faut réunir les conditions pour que le « Laissez faire, laissez passer » triomphe.

* * *

Dérégulation et démonopolisation vont l'amble avec l'instauration **effective** des « trois A » : Autonomie, Autofinancement, Autogestion (11). Je souligne « effective » parce que formellement les « trois A » ont été introduits sous JARUZELSKI en 1982. Dans un excellent article, Barbara ROGULSKA met en évidence que dès 1984-85, il devient patent que cette réforme constitue plutôt une « *action symbolique visant à neutraliser les tensions sociales qu'un changement économique réel* » (12). L'échec de la réforme de 1982 résulte de l'impossible coexistence entre les « trois M poussés à leur paroxysme » et les « trois A menés jusqu'au bout ». L'opinion publique, l'intelligentsia, Solidarnosc, le gouvernement polonais... ont vécu cet échec. Ils en tirent une leçon simple : pour mener les « trois A » à leur terme, il faut détruire ce qui les empêche de s'épanouir. Telle est la signification de l'action menée par le gouvernement de MAZOWIECKI en ce domaine.

3.4. désécurisation

Marx entendait par accumulation primitive la réunion des conditions préalables à l'instauration du capitalisme. Dans sa conception, il s'agissait d'une transition de l'Ancien Régime vers le capitalisme : « *L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre* » (13). Bien évidemment la transition du socialisme perverti vers

(11) *Autonomie*, par rapport au plan, signifie remplacement des liens verticaux par des liens horizontaux, recours aux instruments directs de politique économique (taux d'intérêt, fiscalité...), diminution du rôle du plan. *Autofinancement* signifie financement par les profits de l'entreprise et par le recours au crédit bancaire. *Autogestion* signifie accroissement des pouvoirs des conseils d'entreprise notamment lors de la désignation de directeurs. (Cfr. mon article « Perestroïka, plan et marché » dans les CM de mai 1989).

(12) ROGULSKA, B., « L'économie, le politique et la crise », dans LAVIGNE, M. et ANDREFF, W., *La réalité socialiste*, Paris, 1985, p. 76.

(13) MARX, K., *Le Capital*, Livre 1, Huitième section : L'accumulation primitive, Ed. Sociales, Paris, 1950, tome III, p. 155.

le capitalisme a d'autres spécificités que celle du féodalisme au capitalisme. Néanmoins, dans les deux cas des conditions préalables doivent être remplies. Dans les deux cas, il y a des points communs puisqu'à l'arrivée on trouve le capitalisme. Le point de départ est différent : d'un côté, une société féodale, pré-industrielle... ; de l'autre côté, le socialisme perversi, une industrialisation moyennement développée. Sans effacer les différences majeures, on peut parler, dans les deux cas, d'accumulation primitive. Dès lors, les « cinq D » constituent les différentes facettes du processus d'accumulation primitive en Pologne aujourd'hui.

Pour instaurer le capitalisme les moyens de production doivent être **disponibles**. Il faut donc les arracher à leur ancien détenteur : l'Etat (14). La dérégulation et la démonopolisation, comme nous l'avons vu, les libèrent et rendent une privatisation possible. Voilà pour le pôle capital.

Quant au travailleur, dit Marx, dans la section du *Capital* consacrée à l'accumulation primitive : « *Pour pouvoir disposer de sa propre personne, il lui fallait d'abord cesser d'être attaché à la glèbe ou d'être inféodé à une autre personne ; il ne pouvait non plus devenir libre vendeur du travail, apportant sa marchandise partout où elle trouve un marché, sans avoir échappé au régime des corporations, avec leurs maîtrises, leurs jurandes, leurs lois d'apprentissage, etc. Le mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés se présente donc comme leur affranchissement du servage et de la hiérarchie industrielle. De l'autre côté, ces affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses* » (15).

A la fin du XX^e siècle en Pologne, il n'y a ni servage, ni corporations, ni guildes, ni maîtrises, ni jurandes et les travailleurs sont, de fait, dépouillés de leurs moyens de production. Il n'en reste pas moins vrai que deux grandes similitudes subsistent.

(14) Il eut été tentant d'écrire qu'il aurait fallu déposséder les travailleurs. Malheureusement, il n'y a jamais eu à l'Est qu'un processus d'étatisation et les travailleurs ne « possédaient » pas les moyens de production.

(15) MARX, K., *Le Capital*, *ibid.*, p. 155.

D'abord, il y a des millions de familles paysannes constituées d'ouvriers-paysans ou de petits paysans vivant de quelques hectares. La concurrence va imposer des prix qui oscillent autour des « coûts de marché » et non autour des coûts de telle ou telle exploitation agricole. Il s'en suivra une introduction de progrès technique et une certaine concentration des terres. Des millions d'exploitations de moins de 10-15 ha ne seront plus viables et les paysans seront « détachés de leur glèbe ». Ils deviendront offreurs de leurs forces de travail sur le marché. Cet aspect est secondaire par rapport au suivant.

En second lieu, la fonction protectrice des corporations est assurée par l'Etat. Les « garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses » sont bien réelles en Pologne. La sécurité sociale (soins de santé, pensions, crèches, organisation des vacances...) protège les travailleurs contre les aléas de la vie. La réglementation du travail - même si son application laisse souvent cruellement à désirer - fournit au travailleur une protection juridique contre l'arbitraire de la direction. Les pouvoirs du conseil d'ouvriers, même s'ils ont été fréquemment détournés de leur finalité originelle, donnent aux travailleurs de l'entreprise un droit de regard sur les décisions qui les concernent, notamment sur la désignation du directeur. L'entreprise d'Etat devait respecter un quota de travailleurs, des grilles salariales et en définitive, la masse salariale. L'ouvrier était donc hyperprotégé et hypersécurisé.

De quoi rêve le capitaliste en herbe ? Il rêve d'un travailleur nu, « libre et léger comme l'air », offreur atomisé sur le marché du travail. L'OCDE, dans une récente note sur la Pologne, exprime, avec son vocabulaire, les mêmes idées : « *Quel que soit le caractère du système de détermination des salaires, centralisé ou décentralisé, il est indispensable d'encourager la flexibilité et la mobilité. Les travailleurs doivent être incités à rechercher des emplois plus productifs et, par conséquent mieux rémunérés... Les entreprises doivent être libres d'employer le nombre de travailleurs dont elles ont besoin, et non pas, obligées d'avoir des effectifs en surnombre* » (16). Flexibilité, mobilité, fixation des salaires par l'entreprise, liberté d'embauche, liberté de licenciement... tels sont les éléments constitutifs de la « liberté du travailleur ». Il doit devenir « libre et léger comme l'air » disait Marx. De surcroît, il doit être disponible au prix le plus bas. Un chômage croissant, estimé à quelques 10 à 15 % de la population active, constituera un puissant levier pour diminuer les salaires. Ce chômage n'est pas seulement inévitable, il est désiré. C'est ce qu'a affirmé à la RTBF, M. KOUKZINSKI, chef des conseillers économiques du Premier ministre MAZOWIECKI : « *S'il n'y a pas assez de chômeurs, c'est qu'il n'y a pas assez de faillites... et cela signifiera que ce programme* (il s'agit du programme de

stabilisation de janvier 1990) *ne marche pas bien* » (17). Le plan de stabilisation adopte d'ailleurs des mesures contre les hausses salariales.

Rêve du capitaliste, avons-nous dit. Revenons sur terre. Il y a en Pologne, une grande combativité ouvrière, une tradition de lutte qui a ses lettres de noblesse. Cela s'est manifesté avec ampleur à différents moments de l'histoire récente. En outre, il y a deux formations syndicales solidement implantées dans les grandes entreprises. Ces deux constats - combativité et existence d'organisations syndicales vivantes - forment des gardes-fous puissants contre le *hire and fire* de la force de travail.

Néanmoins, il faut avoir à l'esprit que le processus de désécurisation, élément constitutif de l'accumulation primitive, est déjà fortement entamé. Les centaines de milliers de travailleurs du secteur privé, des *joint-ventures*... ne jouissent d'aucune protection sociale. Quant à ceux du secteur public - la grande majorité - ils voient leur sécurité sociale et le niveau de satisfaction des besoins collectifs mis en péril par le déficit budgétaire. En outre, le surplus social, en provenance des profits des entreprises, qui finance la sécurité sociale, devra de plus en plus servir à l'accumulation du capital. Finalement, la faible productivité du travail ne permet pas, dans une économie de marché, l'obtention d'un « gâteau social » important.

Pour faire accepter l'austérité, la réduction du pouvoir d'achat, un chômage galopant, une paupérisation des allocataires sociaux... les nouvelles élites préparent le terrain sur le plan idéologique. Le socialisme avait atteint un tel degré de perversion en Pologne, l'écart entre les idées proclamées et la réalité était tel que l'ancien socle idéologique, fondé sur les principes de solidarité et d'égalité, s'émiettait de l'intérieur et facilitait la construction de nouveaux piliers idéologiques.

3.5. démarxisation

La transition d'un système économique-social vers un autre système implique la transition d'une idéologie vers une autre. En Pologne, le moment idéologique a précédé le moment réel. La coupure idéologique déborde de loin le seul marxisme. Si j'utilise dans ces paragraphes le

(16) Secrétariat de l'OCDE, *Éléments de la problématique polonaise*, Paris, 17 novembre 1989, p. 12.

(17) RTBF, interview de J.L. ROEFS, J.P. de 8 heures, le 2 février 1990.

terme « démarxisation » c'est uniquement parce que le marxisme constituait l'idéologie officielle. En fait, il s'agit d'une rupture avec toutes les valeurs de la gauche, principalement avec celles, regroupées autour des notions de **solidarité** et d'**égalité**, qui, partiellement du moins, avaient été matérialisées dans la vie de la société.

Un premier socle repose sur l'idée de solidarité qui a toujours été au coeur des mouvements populaires, depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle. Il y a d'abord la solidarité des travailleurs entre eux, dans le cadre de l'Etat-Nation. Sur cette solidarité repose toute l'organisation et tout le financement de la sécurité sociale : tous les travailleurs actifs versent une partie de leur salaire dans un « pot commun » ; chacun y puise selon les nécessités.

La solidarité avait de multiples dimensions. Pour éviter que les écarts entre régions ne se creusent, le plan central favorisait les régions les plus déshéritées. Solidarité internationale aussi pour éviter que les sociétés multinationales ne mettent les travailleurs d'un pays en concurrence avec ceux d'un autre pays, pour éviter le *dumping* social. Solidarité avec les peuples du tiers monde en lutte pour leur émancipation.

La solidarité sécurise : l'homme n'est pas seul. Il peut compter sur son prochain. Cette solidarité, proclamée comme valeur sociale première, n'a sûrement pas toujours été respectée. Elle a sans doute été poussée trop loin et elle a vraisemblablement abouti à une trop grande sécurisation qui assoupissait au lieu d'inciter au travail.

Au socle « solidarité et sécurité » s'oppose le socle « individualisme, égoïsme, élitisme ». En poursuivant son intérêt personnel, l'homme rend service à la société. L'homme entreprenant prend des risques. Le risque doit être récompensé. Que les meilleurs gagnent. Tant pis pour les perdants. La compétitivité entre marchandises débouche sur la compétitivité entre hommes. Celle-ci est garante de l'efficience.

Le second socle repose sur l'idée d'égalité. Egalité signifie égalité de chances pour tous quelle que soit la fortune des uns et des autres, quelle que soit la profession des parents, quelle que soit leur place dans la société.

L'égalité devant la mort, devant la maladie, devant l'école... implique, dans un pays moyennement développé comme la Pologne, la quasi-gratuité des dépenses liées à ces activités.

Egalité entre l'homme et la femme, entre citadins et paysans, entre intellectuels et ouvriers. De là découlent deux principes : d'abord à travail égal, salaire égal et ensuite le maintien d'une faible tension entre le salaire minimum et le salaire le plus élevé.

Egalité devant le travail... ce qui signifie du travail pour tous et l'organisation du plein emploi.

Tels étaient les grands idéaux. Certes la direction du POUP a triché. Tout en s'en réclamant, la *nomenklatura* se sucrait abondamment, organisait des passe-droits pour ses hommes-liges, favorisait ses enfants, etc.. Néanmoins, c'est en vertu de ces idées que des réalisations sociales ont vu le jour.

Face à ces idéaux égalitaires, surgissent les valeurs charriées par le marché. Elles consacrent deux postulats : l'homme est un loup pour l'homme et l'inégalité est inhérente à la nature humaine.

* * *

La transition d'une idéologie vers une autre modifie la conception du monde des gens. Cette modification est indispensable pour mettre en oeuvre la transition d'un système social vers un autre.

4. transition et crise économique

La transition du socialisme pervers au capitalisme se fait sur fond de crise économique extrêmement profonde. L'enfantement de la nouvelle société a lieu dans la douleur.

Pour comprendre les multiples facettes de la crise actuelle, il faudrait retracer l'histoire économique, politique et sociale de la Pologne depuis la deuxième guerre mondiale. Dans le cadre de cet article, je me bornerai à distinguer quelques points de repère depuis la chute de Gomulka en décembre 1970. Ensuite, je mettrai en évidence quelques déséquilibres structurels particulièrement frappants. En dernier lieu, j'évoquerai les symptômes les plus récents de la crise.

4.1. de gierek à 1990

De 1971 à 1975, la première période de Gierek, la croissance est exubérante : plus de 10 % par an (18). L'accumulation est frénétique : les investissements augmentent chaque année de 20 %. « Sans l'apport de crédits occidentaux un tel boom n'aurait jamais été possible » écrit, à juste titre, K. SZYMKIEWICZ (19), dans un article sur la crise en Pologne. L'économie polonaise n'arrivera jamais à absorber ces afflux de biens d'équipement. De peur d'être à nouveau confronté à des révoltes ouvrières, le gouvernement laisse filer les salaires qui augmentent beaucoup plus vite que la productivité du travail. Seule une augmentation des prix aurait pu éponger les revenus monétaires distribués. Pour des raisons politiques et sociales les prix restent stables : + 1,5 % par an. Il s'ensuit une épargne forcée de plus en plus grande, un décalage croissant entre la demande solvable et l'offre des biens de consommation. La stratégie économique tablait sur une forte croissance ultérieure des exportations pour financer les importations occidentales des biens d'équipement.

De 1976 à 1980, la seconde période de GIEREK, on passe de la croissance à la stagnation. Depuis 1975, la balance commerciale va à vau-l'eau. Le gouvernement bloque les investissements et les importations. Il va sans dire que la crise qui frappe les pays de l'OCDE a des répercussions négatives sur les exportations polonaises. Elles diminuaient de 7,7 % en volume par an de 1978 à 1983. Le problème de la dette extérieure devenait de plus en plus aigu.

Lors des événements de 1980, on entre dans une nouvelle phase : création de Solidarnosc, introduction de l'état de guerre en décembre 1981, effondrement économique. En 1982, le revenu réel par habitant a diminué de 18 % par rapport à 1981 et près d'un tiers de la population vit en dessous du minimum vital. En janvier 1982, la réforme des « trois A » est introduite (20). Comme on l'a vu cette réforme s'enlise et le système économique peut être caractérisé par « un mélange hybride de centralisme, de marché imparfait et d'anarchie bureaucratique » (21). En bref, ni plan, ni marché.

(18) Je synthétise en quelques lignes l'essentiel d'un article sur la Pologne que j'écrivis dans les *Cahiers Marxistes* : « Pologne 1970-1980 : Dix ans d'économie, bilan d'une politique » (CM n° 89, décembre 1980).

(19) SZYMKIEWICZ, K., « La crise polonaise, quelle réalité ? quel avenir ? », dans *La Réalité socialiste*, op. cit., p. 207.

(20) Voir supra la partie consacrée à la démonopolisation.

(21) SZYMKIEWICZ, K., art. cité, p. 220.

Le gouvernement se trouve de plus en plus dans l'incapacité totale de nourrir la population, d'exporter davantage, de relancer l'investissement, de sortir le pays de la crise. De cette incapacité naissent les événements de 1989 que tout le monde connaît.

4.2. quelques déséquilibres structurels

Sur le plan des **structures industrielles**, la Pologne est confrontée à des distorsions dramatiques.

* Les industries lourdes traditionnelles (extraction de charbon, sidérurgie, chantiers navals...) ont un poids démesuré dans l'économie. Elles travaillent avec un vieil outil, peu modernisé. En revanche, les industries du secteur II (biens de consommation) sont hypotrophiées. De là l'incapacité de l'offre de biens de consommation à suivre la demande monétaire.

* La consommation d'énergie et de matières premières par zloty produit est la plus élevée d'Europe, trois à quatre fois supérieure à celle de la Belgique. Cela est dû et à la structure de l'industrie - prédominance de l'industrie lourde - et aux techniques de production qui gaspillent l'énergie.

* La part des industries de pointe qui utilisent beaucoup de recherche-développement par rapport à l'ensemble du tissu industriel est une des plus basses d'Europe.

Sur le plan des **structures agraires**, la Pologne est le seul pays d'Europe centrale et orientale à être confronté à un problème d'une telle ampleur. Soixante pour-cent des exploitations agricoles ont moins de cinq hectares. Il est parfaitement possible de moderniser l'entreprise agricole familiale. La question n'est pas là. Il est tout à fait impossible de moderniser une agriculture tellement morcelée. Il faut donc concentrer la propriété... ce qui exige des réformes structurelles importantes. Compte tenu du poids des « partis de la charrue » et de l'Eglise, de telles restructurations s'avèrent très compliquées.

* * *

Il s'ensuit évidemment une très faible productivité du travail, approximativement un tiers de la nôtre. Une récente étude du Marché Commun évalue le revenu par habitant en Pologne à un niveau de 30 % inférieur à celui du Portugal.

Sur le plan des indicateurs socio-culturels, **le recul est net.**

* 43 % de la jeunesse termine l'école secondaire alors que ce taux s'élève à 98 % au Japon. En 1975, la Pologne se classait à la 21^e place mondiale pour le nombre d'étudiants universitaires par 1.000 habitants. Aujourd'hui elle a régressé à la 45^e place (22).

* Les indicateurs de santé mettent en évidence une surconsommation d'alcool et de tabac, une augmentation rapide des maladies cardiovasculaires, une diminution de l'espérance de vie.

* La pollution de l'air, des rivières, des forêts a atteint un niveau critique.

4.3. la « shortagetagflation »

Shortage signifie pénurie. Les pénuries en Pologne affectent toutes les branches économiques. Il y a pénurie de matières premières et de pièces de rechange que, faute de devises, on ne peut plus importer. Il s'ensuit que les fabrications mécaniques tournent à 55 % de leurs capacités. Il y a pénurie des biens de consommation pour des raisons similaires. De septembre 1988 à septembre 1989, l'offre de viande dans les magasins d'Etat a chuté de 34 %. De surcroît, les paysans stockent leurs produits parce qu'en situation inflationniste, les agents économiques fuient la monnaie et se mettent en biens.

Stagnation signifie récession économique. D'après les estimations de la CEE, le PNB aurait perdu 6 % en 1989. Le FMI prévoit une nouvelle baisse de 5 % en 1990 et un déficit de la balance des paiements courants de trois milliards de dollars.

Inflation signifie des hausses de prix démentielles, inimaginables chez nous. Les sept premiers mois de 1989 ont connu une inflation modérée : 7 à 8 % par mois en moyenne. A partir d'août, la suppression des subventions aux biens alimentaires puis aux biens de première nécessité, fait monter les prix en flèche : 30 à 50 % par mois. Il s'ensuit une inflation de 1.100 % sur base annuelle en 1989. De décembre 1988 à décembre 1989, les prix des biens de consommation ont été multipliés par 11. En janvier 1990, nouvelle et dernière libération des prix : inflation de 65 %.

* * *

A côté de cette « *shortagestagflation* », il y a évidemment l'endettement extérieur le plus élevé de l'Est (42 milliards de dollars), un déficit important des finances publiques etc.

L'accouchement du capitalisme se fait sauvagement.

15 mars 1990

les élections libres en pologne, en rda et en hongrie : une interprétation géographique

jean vanlaer

Entre les analyses de portée plus générale et celles qui sont davantage centrées sur l'un ou l'autre pays vu par des acteurs privilégiés, nous avons pensé qu'une analyse des premiers résultats électoraux hors monopole des Partis-Etats donnerait une utile information.

Nous vous présentons à cette fin des cartes inédites mises aimablement à notre disposition par Jean VANLAER, géographe et chercheur à l'ULB, qui les a assorties d'un bref commentaire. Celui-ci enrichit les analyses, plus politiques, des autres auteurs de ce numéro avec lesquels nous n'avons pas pu, dans un délai limité, organiser un débat contradictoire.

Mais comme en l'espèce « tout le monde il a pas gagné », les divergences d'appréciation portent plus sur l'avenir que sur les faits. Il n'y a pas d'incohérence, et chacun pourra donc se forger son opinion en profitant de l'information extrêmement précise que donnent ces cartes, et qui doit être à la base de tout débat.

pologne : solidarité, parti hégémonique de la transition démocratique, attire plusieurs électorats différents

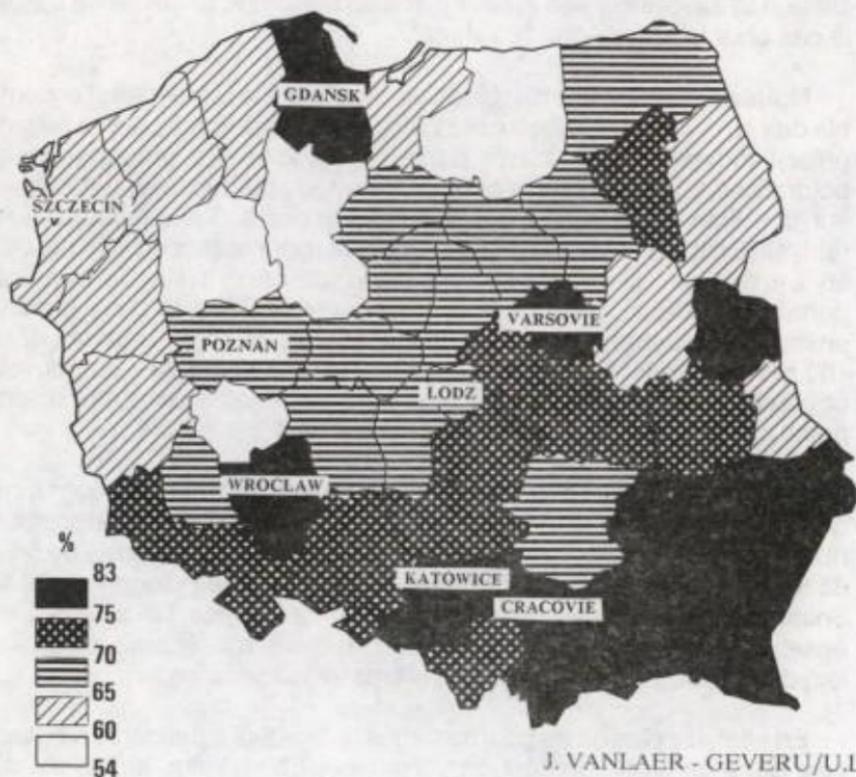
Les élections législatives polonaises du 4 juin 1989 offraient la possibilité, pour la première fois, de mesurer les audiences respectives de la coalition au pouvoir (parti ouvrier unifié polonais et petits partis alliés) et de l'opposition, essentiellement représentée par Solidarité. A la Diète, 161 sièges sur 460 étaient disputés librement et au Sénat, c'était le cas pour la totalité des 100 sièges.

Nous avons utilisé les résultats des élections à la Diète (dans l'ensemble des 161 circonscriptions où la compétition était libre) pour cartographier l'audience de Solidarité dans les 49 voïvodies (départements) polonaises. L'ensemble des candidats figurait, par ordre alphabétique, sur une liste où l'électeur devait biffer les noms des candidats qu'il refusait. Etait élu le candidat le mieux placé, pour autant qu'il ait obtenu 50 % des voix ; sinon, un second tour était nécessaire. Ce système permit à Solidarité, avec 72 % des votes favorables à la Diète (contre environ 65 au Sénat) d'enlever la totalité des 161 sièges concernés, dont 160 dès le premier tour. On peut estimer que les candidats du pouvoir obtinrent environ 15 % des voix, le reste se répartissant entre divers petits candidats indépendants et les votes nuls.

La carte que nous avons réalisée montre la distribution géographique du soutien à Solidarité. Si le syndicat-mouvement d'opposition obtint partout la majorité absolue, les contrastes sont grands - de 54 à 83 % des voix - et nuancent fortement l'image d'une Pologne « à 99 % Solidarnosc » fondée sur la seule répartition des sièges. La carte permet également de constater que le soutien électoral à Solidarité n'est pas, loin de là, calqué sur les zones ouvrières et industrielles.

En effet, les plus hauts pourcentages favorables à Solidarité s'observent dans un bloc compact de voïvodies rurales, dans le sud-est du pays, où les structures agraires sont particulièrement archaïques (micro-exploitations souvent limitées à l'autoconsommation, morcellement extrême). La pratique religieuse y est la plus élevée du pays. D'après un article d'A. FLORCZYK, T. ZUKOWSKI et J. NAJDOWSKI (*Tygodnik Solidarnosc*, n° 6 (43), du 6 juillet 1989), il s'agit d'une région où la cohésion sociale est grande et qui manifesta, plus que d'autres, une opposition précoce au régime communiste, représentée par le parti paysan de l'immédiat après-guerre (PSL).

VOTES POUR SOLIDARITE - DIETE - 1ER TOUR
(pour les 161 sièges disputés librement)



J. VANLAER - GEVERU/U.L.B.

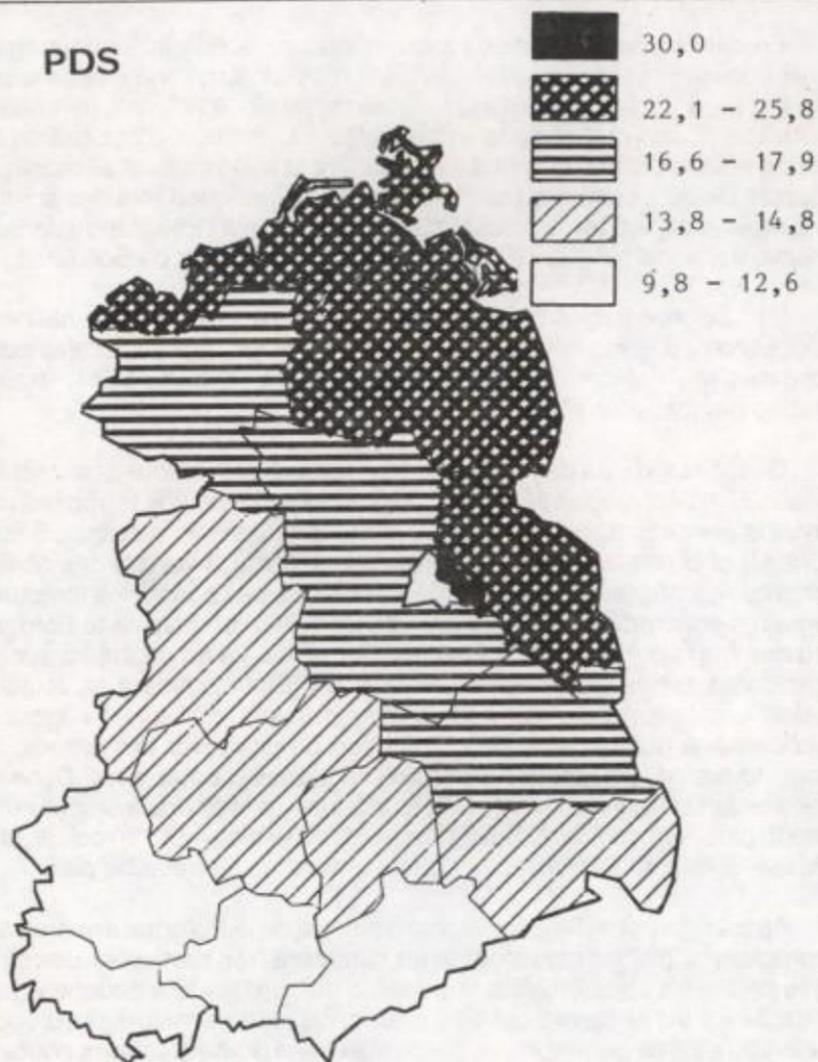
En dehors de ce bastion rural catholique, Solidarité obtient également des pourcentages supérieurs à la moyenne nationale dans le sud, en Silésie, à Varsovie, à Wrocław et, bien entendu, à Gdansk, berceau du syndicat. Dans ces régions industrielles, la tradition d'opposition est d'une nature différente, avant tout ouvrière et syndicale, et se manifesta depuis plusieurs années par de forts taux d'abstention lors des scrutins « dirigés », sans alternatives, et par la résistance à l'intégration dans les nouveaux syndicats, en 1983-84, après la dissolution de Solidarité.

Des pourcentages légèrement inférieurs à la moyenne nationale s'observent dans le centre et le nord-est du pays, régions rurales assez pauvres, mais selon FLORCZYK, ZUKOWSKI et NAJDOWSKI, seraient moins pratiquantes et plus dépolitisées.

Quant aux zones de faiblesse - tout relative - elles sont assez révélatrices. Elles correspondent, pour l'essentiel aux anciens territoires allemands annexés après la guerre (Prusse orientale, Poméranie, Basse-Silésie) et où fut transférée la population polonaise venant des confins orientaux, intégrés à l'Union Soviétique. Dans ces zones, les structures agraires sont radicalement différentes de celles du reste de la Pologne, où domine la petite exploitation familiale privée. Là au contraire, sur ces anciennes terres allemandes, les fermes d'Etat dominant et, toujours selon le même article, leurs travailleurs seraient méfiants à l'égard de Solidarité, à qui ils prêteraient l'intention de privatiser ces fermes, ou, tout au moins, de liquider les moins rentables d'entre elles. Dans les territoires récupérés, les voïvodies urbaines et industrielles sont nettement plus favorables à Solidarité : Gdansk, bien sûr, Wrocław et la Basse-Silésie, mais Szczecin, curieusement, ne se détache pas.

Au total, la nouvelle géographie politique de la Pologne apparaît très complexe. Cela tient sans doute au caractère très particulier des clivages politiques ; qui, en effet, représente aujourd'hui la « gauche » ou la « droite » dans ce pays ? Solidarité, en tant que force majoritaire d'opposition au régime communiste, rassemble sans doute plusieurs courants politiques, qui, en Europe occidentale, seraient sans doute représentés par des partis distincts. Le mouvement réunit au moins deux électors : l'un, ouvrier, syndical, presque « travailliste » et l'autre, rural, catholique et conservateur.

PDS

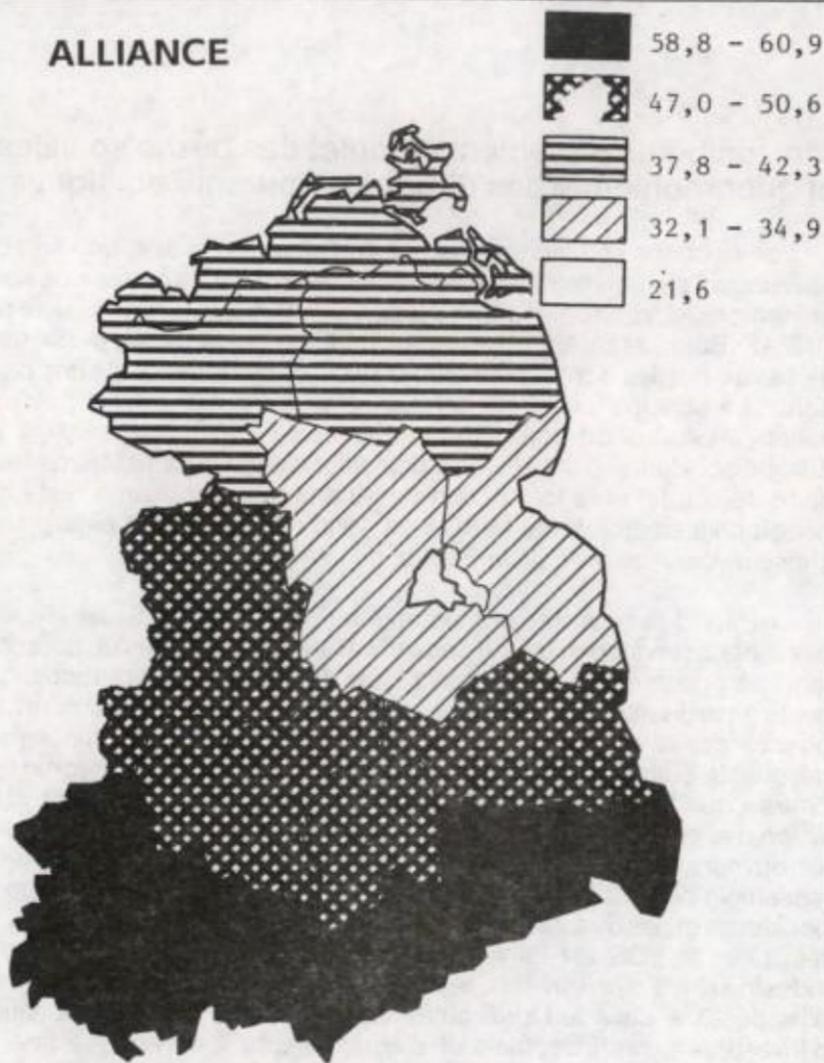


rda : un bouleversement complet des bases sociales et géographiques des différents courants politiques

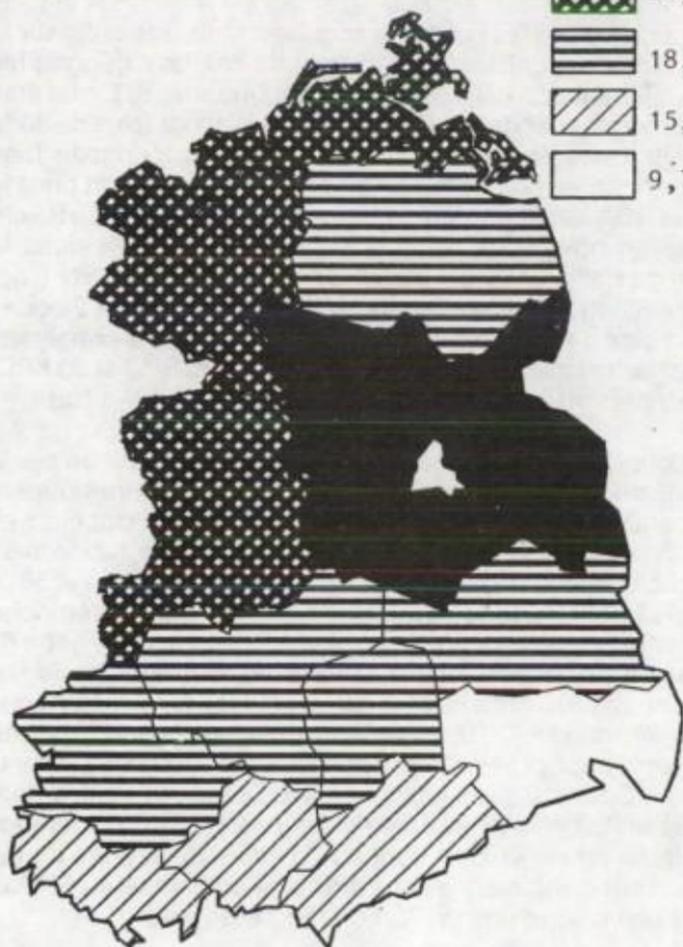
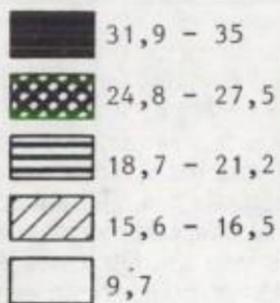
Les élections est-allemandes ont constitué, on le sait, un véritable référendum sur l'unification rapide de l'Allemagne. Les cartes que nous présentons ici, confrontées à un sondage « sortie des urnes » réalisé par l'INFAS (Bonn) et BVA (publié dans *Libération* du 19 mars), permettent de savoir quelles sont les bases sociales et spatiales des principaux partis. Le principal enseignement, spectaculaire, est que les déterminants classiques du comportement électoral, tels qu'ils existent en Europe occidentale, ont été fortement affectés par le caractère référendaire du scrutin et le lourd bilan de 40 ans de « socialisme réel ». La géographie électorale de la RDA en 1990 n'a également plus grand-chose à voir avec celle de la République de Weimar.

Le Parti du socialisme démocratique (PDS), allait recueillir, d'après bien des observateurs, quand ceux-ci ne lui attribuaient pas un pourcentage négligeable, les votes des faibles, des exclus, des retraités, des petits épargnants, bref de tous ceux qui, souvent moins qualifiés, guettés par le chômage à venir, auraient de bonnes ou mauvaises raisons de craindre la réunification. Aussi bien le sondage « sortie des urnes » que la carte des voix recueillies par le PDS démentent cette vision des choses. En effet, l'héritier du SED obtient 9 % des voix chez les ouvriers, 17 % chez les employés et 24 % chez les cadres, ce qui ressemble plutôt à la sociologie électorale d'un parti libéral bourgeois occidental et pas du tout à celle d'un parti ouvrier. La carte corrobore ces résultats : le PDS est faible dans les districts méridionaux, les plus industriels, les plus ouvriers, les plus urbanisés. Il obtient au contraire plus de 20 % dans le Nord, autrefois très rural, mais qui a bénéficié d'investissements industriels et d'équipements. Une analyse fine au niveau des *Kreise* permettrait sans doute de voir dans quelle mesure le vote PDS y est issu de nouveaux complexes urbains et industriels. Les 25,8 % obtenus dans le district de Neubrandenburg tiennent également à la candidature de Hans MODROW, personnalité populaire. Le PDS arrive en deuxième position à Berlin-Est, avec 30 % des voix. On peut bien sûr y voir le vote d'un électoralat tertiaire, qualifié, au haut niveau culturel, moins sensible que les couches populaires à la propagande simple, voire simpliste, en faveur de la réunification et de la prospérité « tout de suite », l'adhésion à un modèle de socialisme rénové et démocratique. Tout cela n'est sans doute pas faux. Mais ce vote reflète

ALLIANCE



SPD



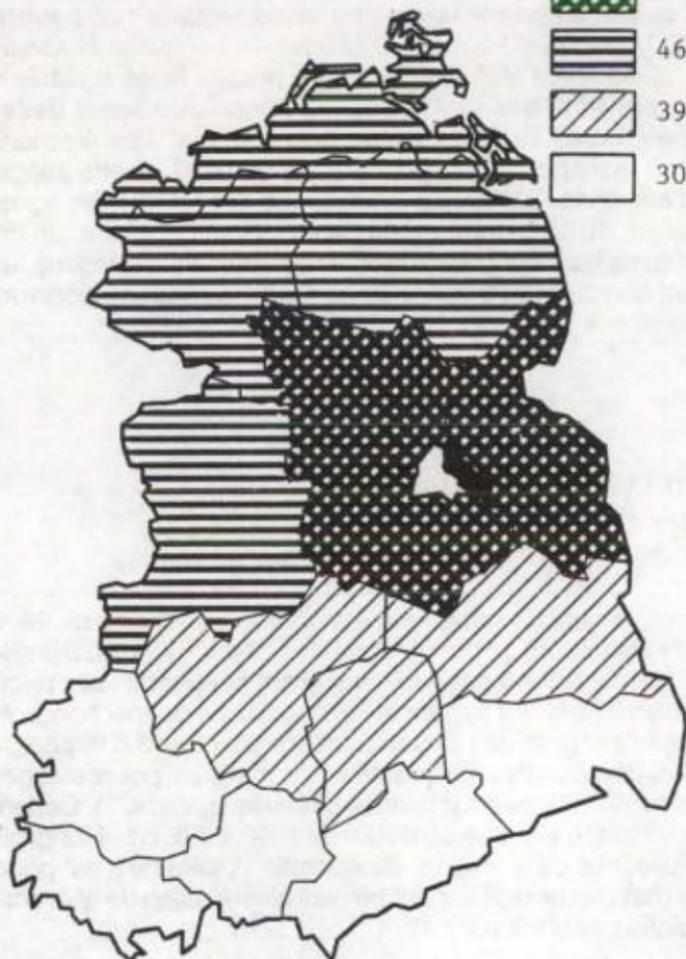
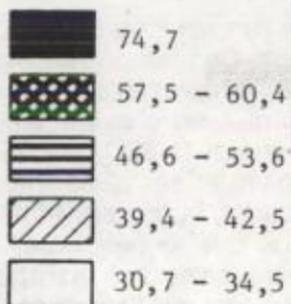
aussi la concentration à Berlin-Est des couches dépendantes de l'appareil d'Etat, des fonctionnaires, des cadres, qui veulent ainsi manifester leur spécificité, leur identification à une « nation » est-allemande et sans doute la crainte de perdre les positions acquises. Insistons enfin sur le fait que les « néo-communistes » est-allemands ont une géographie électorale très différente de celle du KPD d'avant-guerre. Si Berlin était un bastion communiste pendant la République de Weimar (plus de 30 % des voix au début des années trente), mais dans un contexte bien différent, pour le reste les positions s'inversent. Le KPD était fort dans le Sud de l'actuelle RDA : alors que sa moyenne, pour l'ensemble du Reich, était de 16,9 % en novembre 1932, le parti atteignait 27 % dans la circonscription de Halle, 21 % dans celle de Leipzig et Chemnitz (l'actuelle Karl-Marx-Stadt), 20 % en Thuringe, 17 % à Dresde. La Saxe, la Thuringe et la région de Halle avaient été d'ailleurs parmi les principaux foyers révolutionnaires allemands, puis des bastions du SPD et du KPD. Cette tradition, après 40 ans de RDA, a-t-elle temporairement ? - vécu.

L'Alliance pour l'Allemagne, coalition conservatrice dominée par la CDU, a bénéficié du soutien des agriculteurs et des travailleurs indépendants, ce qui paraît naturel (bien qu'on ait affaire ici à des coopératives agricoles), mais aussi et surtout des couches salariées modestes : l'Alliance obtient 31 % chez les cadres, 47 % chez les employés et 58 % chez les ouvriers ! Dès lors, tous les anciens bastions sociaux-démocrates et communistes passent en bloc à droite. L'Alliance recueille entre 59 et 61 % des suffrages dans les cinq districts méridionaux, mais ses résultats sont bons également à Halle et Leipzig (48 et 51 %). Notons que l'Union sociale allemande (DSU, créée à l'instigation de la CSU bavaoise), composante très conservatrice de l'Alliance, obtient d'importants pourcentages en Saxe (10 % à Leipzig, 14 % à Dresde et 15 % à Karl-Marx-Stadt). Berlin-Est et les deux districts encadrant l'agglomération (Postdam et Francfort-sur-l'Oder) sont au contraire des zones de faiblesse relative. Leur électorat y a fait davantage confiance au SPD et s'est prononcé en faveur d'une unification progressive.

La sociologie du vote SPD et sa géographie électorale montrent la position centrale occupée par ce parti. Les sociaux-démocrates ont une audience peu différenciée selon les couches sociales (entre 20 et 23 % chez les ouvriers, les employés et les cadres). Le Sud, ancien bastion social-démocrate, a, on l'a vu, voté fortement à droite. Le SPD arrive premier à Berlin-Est (35 %) et dans les districts soumis à l'influence de la capitale.

On peut se demander si l'opposition gauche-droite a actuellement un sens en RDA, puisqu'une partie de la gauche est constituée par l'héritier

TOTAL GAUCHE



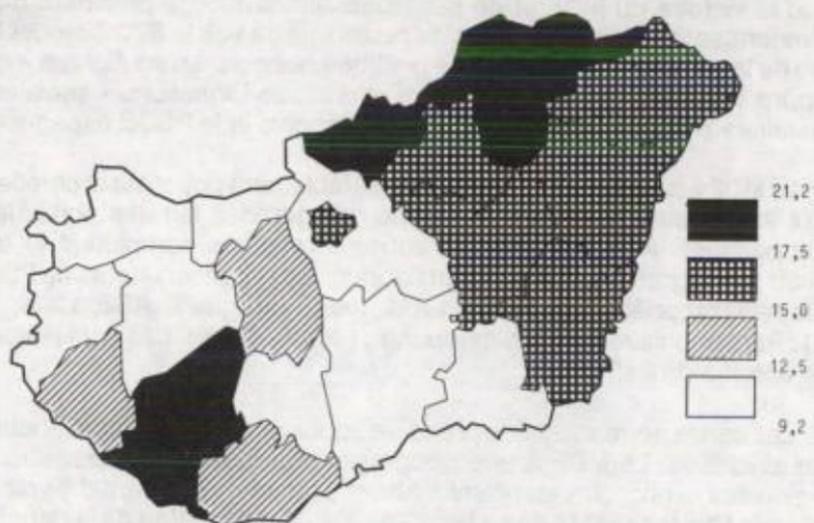
de l'ancien Parti-Etat SED et que le SPD refuse toute alliance avec ce parti. On peut néanmoins supposer que l'électorat du PDS, si celui-ci décline après la réunification, rejoindra les rangs du SPD. L'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, dans laquelle nous avons regroupé le SPD, le PDS, l'Alliance 90 (2,9 %) - c'est-à-dire Nouveau Forum et ses alliés -, les Verts (2 %) et les petites listes d'extrême gauche, a recueilli 44 % des voix. La carte oppose clairement Berlin, ainsi que sa périphérie, au Sud devenu conservateur. Les élections municipales du 6 mai apporteront peut-être un correctif à cette image, mais tant que l'ancienne RDA n'aura pas rattrapé ses retards, les lignes de force du scrutin du 18 mars (une droite à l'assise populaire, un PC rénové influent dans les « couches supérieures » de l'ancien régime, un bouleversement complet des traditions politiques régionales), pourront continuer à s'imposer.

hongrie : un système de partis aux contours encore mal définis

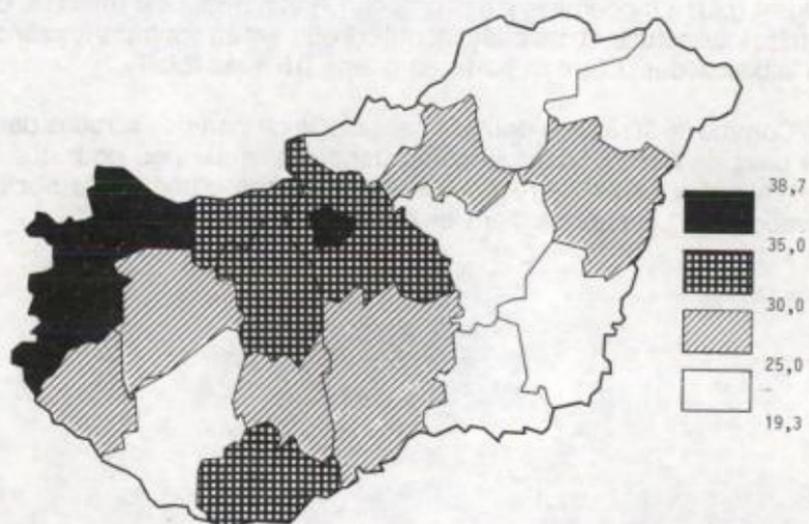
Au sens strict, la gauche hongroise n'a obtenu que moins de 20 % des suffrages exprimés lors du premier tour des élections législatives, le 25 mars : 10.9 % pour le Parti socialiste hongrois, héritier de l'aile réformatrice de l'ancien PSOH, 3.7 % pour le Parti socialiste ouvrier hongrois « maintenu », soit l'aile dure de l'ancien parti dominant, et 3.6 % pour le petit Parti social-démocrate ; s'y ajoutent les maigres pourcentages d'autres mouvements plus petits (coalition patriotique, Verts,...). Cependant, lors d'un sondage effectué au début de 1990, 37 % des Hongrois se déclaraient proches de la « social-démocratie » ; cela ne s'est pourtant pas traduit dans les urnes : la gauche paie ainsi le bilan de quarante années de socialisme autoritaire.

Dans ce centre-droit qui domine aujourd'hui le paysage électoral hongrois, deux partis ont émergé : le Forum démocratique (MDF, 24.7 % au premier tour) et l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ, 21.3 %). Ce dernier a été classé au centre-gauche par certains commentateurs, alors que d'autres soulignaient au contraire le caractère ultra-libéral, voire thatcherien de son programme économique, en regard de la prudence du MDF. En fait, le SZDSZ (ainsi que son aile « jeune », la Fédération des jeunes démocrates FIDESZ - 8.9 % des suffrages) semblent constituer un courant centriste libéral-radical, pro-européen, moderniste, où l'adhésion au libéralisme économique se juxtapose à un

PARTI SOCIALISTE (PSH) + PARTI SOCIALISTE OUVRIER (PSOH)



ALLIANCE DES DEMOCRATES LIBRES + FIDESZ



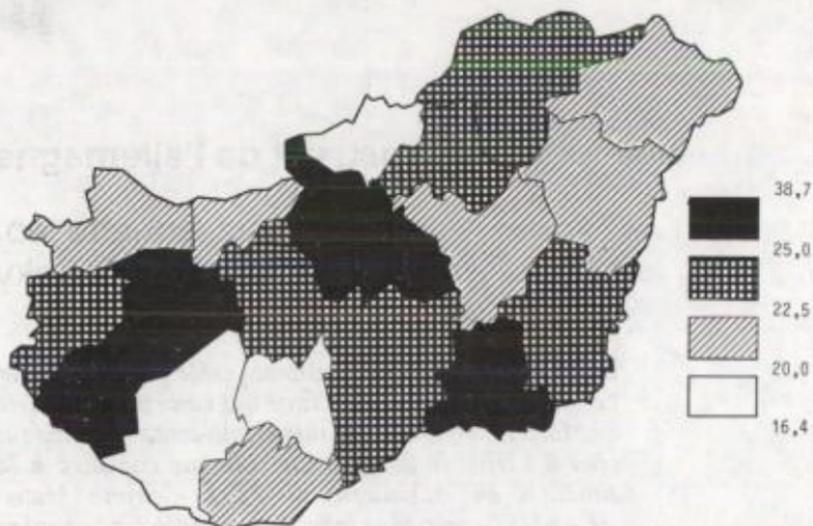
progressisme culturel, institutionnel et éthique. Après le second tour, qui a vu la victoire du MDF et de ses alliés, Janos KIS, le président des démocrates libres, n'a pas écarté la possibilité de voir le SZDSZ jouer le rôle de la gauche dans le système politique hongrois, en soulignant à ce propos les analogies entre son parti et d'autres formations « sociales-libérales » d'Europe, par exemple le PS français et le PSOE espagnol.

Le MDF est, quant à lui, un vaste rassemblement populiste et chrétien qu'il est malaisé de classer dans une des grandes familles politiques européennes. A droite, diverses autres formations complètent le tableau : des agrariens plus ou moins populistes et conservateurs (le Parti des petits propriétaires - FKGP, 11.8 % ; l'Alliance agraire - ASZ, 3.2 %, ...) et le Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP, 6.5 %), très confessionnel et fort à droite.

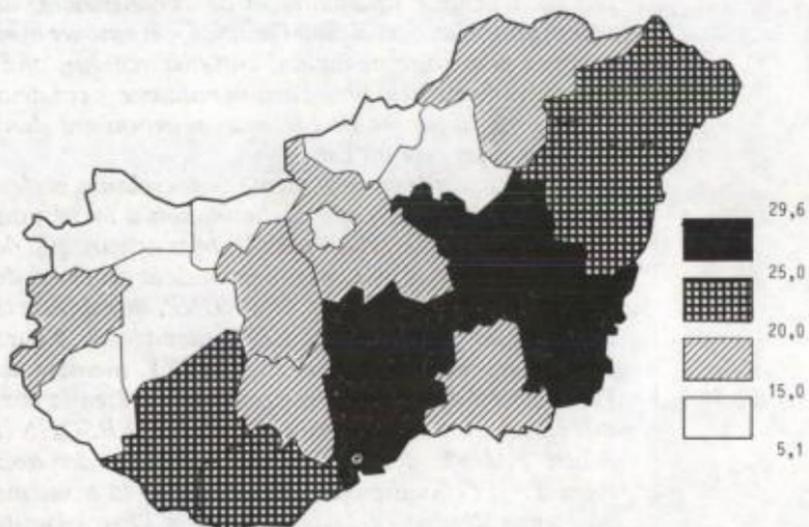
Les cartes permettent une première approche de ce système encore mal cristallisé. Le MDF a une géographie confuse, sans oppositions régionales explicables au premier abord ; il peut être tentant d'y voir le reflet de l'hétérogénéité de sa base sociale. L'implantation de la gauche sensu stricto (PSH et PSOH) rappelle un peu celle du PDS est-allemand ; exception faite du département de Somogy, à l'Ouest, les pourcentages les plus élevés sont observés dans la capitale (les couches liées à l'ancien régime ?) et dans l'Est, assez nettement « périphérique » dans le contexte hongrois. Les centristes libéraux sont bien implantés dans l'Ouest (plus « moderne », plus européen ?) et à Budapest (mais ici, du fait des intellectuels et des cadres), qui constituent au contraire les zones de faiblesse des différents partis agrariens (16 % au total).

Comme ce sera sans doute le cas pour la plupart des scrutins dans les pays de l'Est, il faudra encore attendre quelque peu pour que le système des partis se recompose (émergence d'une réelle social-démocratie ?), ce qui clarifiera les oppositions régionales.

FORUM DEMOCRATIQUE HONGROIS



AGRARIENS



allemagne de l'est, est de l'allemagne

eva kunz, annette leo,
vincent von wroblewsky

La Fondation Marcel Liebman, créée pour prolonger l'analyse critique du socialisme qui caractérise l'oeuvre de Marcel Liebman, militante et universitaire, a mis sur pied à l'ULB le 24 mars un colloque consacré à la situation en Allemagne de l'Est. Comme Mateo ALALUF l'a précisé en introduction, réfléchir à ce qui se passe à l'Est, c'est aussi contribuer à réfuter, avec Marcel Liebman, cette équation simpliste qui établit une égalité entre Marx, Lénine, Staline, le Goulag - et on pourrait ajouter aujourd'hui Honecker, Gysi,...

Montrer en quoi une situation donnée est, à la fois, le produit d'actions volontaires et de circonstances, de processus sociaux - ceci pour l'analyse -, et renouer avec le grand élan soixante-huitard anti-hiérarchique, anti-bureaucratique - cela pour l'action militante -, ces deux versants de la pensée de Liebman se retrouvent dans l'histoire galopante à l'Est.

Il faut rediscuter le concept même de socialisme, et c'est dans cette perspective que la Fondation a invité trois acteurs de la scène est-allemande, trois acteurs qui, de manières différentes, se revendiquent de la gauche et de ses objectifs émancipateurs. Eva KUNZ, membre de la direction du SPD, Annette LEO, membre de Neues Forum, et Vincent von WROBLEWSKY, membre du PDS, ont échangé leurs vues après s'être présentés eux-mêmes dans un débat animé par Willy ESTERSOHN et Albert FAUST, débat qui était censé aborder trois thèmes : 1) l'effondrement d'un système - la troisième voie : une illusion ? ; 2) de l'identité à l'Est à l'unité allemande ; 3) quel avenir à l'Est ?

La rédaction des Cahiers Marxistes, intéressée au premier chef par ce colloque, a demandé à la Fondation Liebman l'autorisation d'en publier les temps forts, autorisation immédiatement accordée - merci beaucoup.

On constatera à la lecture de notre compte-rendu que les trois thèmes furent inégalement abordés, et que l'analyse du passé est sans doute moins périlleuse qu'un pronostic d'avenir.

Nous ne voudrions toutefois pas ne pas mentionner la note optimiste sur laquelle Albert FAUST a conclu le débat, conclusion qu'il développe dans ce même numéro : la période pendant laquelle l'Allemagne a été considérée par les intellectuels de gauche comme un « pays endormi » est révolue. Le réveil est extraordinaire, qui ne débouche certes pas sur ce dont l'un ou l'autre (et lui-même en particulier) aurait pu rêver - une RDA dotée d'un système tout à fait original - mais il se manifeste par une vie politique bouillonnante. Ce courant chaud a traversé l'ex-rideau de fer d'Est en Ouest, et la politique est redevenue une passion de masse - sans qu'une goutte de sang ne soit versée, sans intolérance et sans fanatisme. La gauche s'en est trouvée véritablement régénérée, dans ses différentes composantes ; SPD de l'Est et de l'Ouest, au sein desquels se déroulent de passionnantes discussions, et où une pensée progressiste fait son chemin, ce dont les intellectuels francophones devront finalement s'apercevoir, malgré le mépris qu'il leur arrive d'afficher pour le monde germanique ; les Grünen et autres alternatifs ; et, last but not least, le PDS qui semble en voie de réussir une rénovation prometteuse, à la fois au plan des idées et des hommes.

- **Vincent von WROBLEWSKY** : Je travaille comme philosophe à l'Académie des Sciences de Berlin depuis 1967. A l'époque, le SED, pour moi, c'était d'abord les collègues. C'est là que j'ai vécu les discussions qui ont accompagné le printemps de Prague, dont le développement a représenté un grand espoir et la défaite une aussi grande déception.

J'ai adhéré au SED en 1970, décision qui peut être appréciée comme contradictoire avec ce que je viens de dire, mais qui ne l'est pas : l'écrasement du printemps de Prague nous a amenés à la conclusion - aujourd'hui démentie par les faits - qu'il n'y avait qu'une seule voie possible pour changer la société, celle qui consistait à changer le Parti.

Personnellement, j'avais pourtant été accepté à l'Académie, bien que ma non-appartenance au *SED* m'ait tenu à l'écart d'un certain nombre de débats. Chez moi, les idées de socialisme, de communisme relèvent d'un héritage personnel, étant né en France de parents qui s'y trouvaient engagés dans la Résistance. Je ne voulais donc pas laisser d'autres, qui ont parfois manifesté à mon égard une insupportable bienveillance arrogante, celle qu'on doit à un sympathisant, retourner contre moi des idées qui m'étaient chères.

C'est donc assez naturellement que j'ai adhéré au *SED* en 1970, sans toutefois y exercer de responsabilité - j'ai toujours eu une attitude distanciée et critique. Après les événements de novembre, mes collègues m'ont demandé de les représenter au sein de l'organisation de l'Académie. J'ai donc été un élu du *PDS* en décembre. A cette époque, je croyais en la possibilité d'un véritable renouveau de ce parti. Cet espoir m'a abandonné en janvier, à ceci près que je ne peux me prononcer sur la campagne électorale et sur les dernières semaines, ayant séjourné à Paris pendant ce temps pour y enseigner.

Cet espoir de rénovation reposait sur une caractéristique du *SED* : son hétérogénéité. Il comptait 2,3 millions de membres, ce qui en faisait un parti de masse. Mais la direction de la société à laquelle il prétendait était de fait exercée par un groupe de plus en plus réduit, le comité central, lui-même dominé par le bureau politique, au sein duquel trois personnes, si pas une seule, détenaient le pouvoir. Pour ce noyau qui occupait le pouvoir, il était important que le parti soit massif, afin de rendre effectif le contrôle social d'une partie essentielle de la population, en particulier celui de l'appareil administratif dirigeant.

un contrôle quotidien

On pouvait adhérer à 14 ans à la *FDJ*, l'organisation de jeunesse du *SED*, qui se déclarait elle-même la réserve de cadres du Parti. Pour adhérer au *SED*, il fallait d'abord poser sa candidature. Pendant un an, on avait le statut de candidat. Pour devenir membre effectif, on devait être appuyé par deux membres, deux parrains si l'on veut, qui témoignaient de l'aptitude du candidat à devenir membre. A certaines périodes de l'histoire de la RDA, certaines catégories étaient globalement interdites d'adhésion. Il n'était pas facile de devenir membre dans ces conditions. Il ne s'agissait donc certainement pas d'un parti de la classe ouvrière au sens propre du terme, mais ceux qui demandaient leur adhésion étaient en général plutôt ceux qui avaient besoin de cette appartenance dans le cadre de leur carrière professionnelle.

Il fallait aussi participer à la vie politique, c'est à dire une réunion par mois dans la cellule de base, une autre réunion mensuelle au sein de la structure plus large (dans mon cas, celle qui coiffait l'Institut tout entier), et on était en outre invité à suivre régulièrement l'école du Parti. Un membre de base était donc tenu à assister au moins à trois réunions par mois. Sans parler des réunions du syndicat - sous le contrôle du Parti - de l'association d'amitié avec l'URSS, etc.. Cette importante occupation du temps libre des gens était un des mécanismes de contrôle, certainement voulu. Dans la même logique, on ne pouvait pas quitter le Parti : celui qui demandait à le quitter en était exclu, parce qu'il était évident que quelqu'un à qui venait l'idée de quitter le Parti n'avait pas la maturité politique et idéologique nécessaire pour en faire partie. Il existait aussi tout un arsenal de mesures disciplinaires. Quelqu'un qui avait été exclu se voyait interdire une série de responsabilités ; ainsi, à l'Université, il ne pouvait plus enseigner aux étudiants.

Etant un instrument de contrôle social, le Parti comprenait à la fois les contrôleurs et les contrôlés. On peut donc dire qu'il y avait deux partis dans le SED : d'une part, des gens en général critiques, sur qui reposait l'espoir d'une rénovation - Je me compte parmi eux - et, d'autre part, des gens plus ou moins cyniques et opportunistes, devenus membres du Parti parce qu'il était au pouvoir et que cette appartenance conditionnait toute carrière professionnelle.

Vous imaginez donc les conflits qui ont pu éclater dans ce parti lors de la crise, au point que beaucoup se sont prononcés pour une scission. Il aurait peut-être été logique en novembre de revenir sur la fusion imposée en 1946 aux sociaux-démocrates, et de recréer deux partis. Cela ne s'est pas produit, puisque le parti social-démocrate a été créé de façon indépendante. Aujourd'hui encore, la contradiction entre les deux éléments subsiste, entre ceux qui sont critiques et les anciens de la *nomenklatura*, mais elle s'est déplacée en faveur des premiers, une bonne partie des seconds ayant compris qu'il n'y avait plus grand'chose à espérer d'une appartenance au PDS.

De toute façon, l'avenir de ce PDS est dans l'opposition. Ce sera sa responsabilité de défendre les intérêts des ouvriers, des travailleurs dans le processus de réunification. Ensemble avec d'autres partis, le SPD notamment, même si celui-ci fera sans doute partie de la coalition au pouvoir. Mais le PDS sera la principale force d'opposition, et cela risque d'ailleurs de ne pas se limiter à la RDA, puisque vous avez peut-être lu que des sections du PDS ont été créées à Hambourg, notamment. Cela peut déboucher sur une redéfinition de la gauche dans l'ensemble de l'Allemagne.

- **Eva KUNZ** : J'ai été très politisée dans l'après 68, qui pour nous a été centré sur l'intervention en Tchécoslovaquie, encore que j'étais aussi à l'époque liée avec des étudiants français qui nous entretenaient du mai parisien - j'ai d'ailleurs retrouvé un peu de ce parfum de liberté dans les grandes manifestations de novembre 1989. Nous avons organisé des séminaires où nous étudions le programme d'action du parti communiste tchécoslovaque.

La vague est ensuite retombée, pour moi comme pour beaucoup de mes amis, avec un repli sur la vie privée. Je suis psychologue et bibliothécaire, et je travaille à l'Eglise française de Berlin qui est une église protestante. C'est sous la protection de l'Eglise protestante que se sont développés le mouvement de la paix, celui des droits de l'Homme, et le mouvement des femmes. J'ai milité dans ce dernier mouvement, depuis les années 70.

Je suis membre du *SPD* depuis octobre, je fais partie de sa direction, et j'ai été deuxième candidate du *SPD* à Berlin lors des élections.

Jusqu'à la chute du mur, on pensait au *SPD* qu'une troisième voie était possible. Mais après la chute du mur, il est très vite devenu clair qu'il n'en était rien. L'existence de conflits, de contradictions au sein même du socialisme était une réalité mal perçue en RDA. Cela correspondait d'ailleurs à la vision du pouvoir, dont l'erreur fondamentale a été de croire qu'on pouvait tout contrôler dans une société, et qui a hypertrophié dans ce but toutes les institutions de contrôle social. Cela n'a pas empêché le développement souterrain d'une scène subversive. Par exemple, le 17^e jour de chaque mois, des jeunes se réunissaient pour protester contre la manipulation des élections du 17 mai 1989, certains d'entre eux étaient arrêtés, et cela passait relativement inaperçu. Cette opposition était éparse, pas très spectaculaire, ici les lesbiennes, là ceux qui s'engageaient dans la défense de l'environnement ; on ne s'est pas aperçu qu'on vivait simultanément une crise structurelle de la société, et une crise de légitimité.

Pour en revenir à ma trajectoire, militant dans le mouvement des femmes, j'ai constaté que celles-ci se sont récemment mises à écrire, à parler, mais que la forme parti pose décidément problème : le *SPD* allemand n'a que six mois d'existence, mais les vieux problèmes refont rapidement surface, et les femmes ont par exemple de plus en plus de difficultés à s'exprimer au sein de ce parti.

- **Annette LEO** : Historienne et journaliste, j'avais abandonné cette dernière profession depuis quatre ans. J'ai quitté le poste que j'occupais au sein de la rédaction d'un hebdomadaire illustré, parce que j'en avais assez de nier par écrit la réalité des problèmes que tous connaissent

dans le pays. Maintenant j'ai repris plaisir à écrire, et je travaille pour un nouveau et petit journal qui s'appelle *Die Andere* (l'Autre), journal qui s'efforce de survivre dans le contexte de concurrence que nous connaissons, en particulier celle des journaux de RFA.

Comme Vincent, je suis membre du *SED* depuis vingt ans, et comme lui aussi, ce n'est pas par opportunisme ; je proviens d'une famille antifasciste, communiste, mon père ayant passé la période de la guerre en France. Mes parents m'ont éduquée dans l'idée que le socialisme est une alternative à la guerre et au fascisme. Marquée par cette éducation, j'ai eu beaucoup de mal à admettre l'écart dramatique entre l'idéal et la réalité vécue en RDA.

J'ai été longtemps beaucoup plus disciplinée qu'Eva Kunz, acceptant l'idée qu'une certaine unité d'action, qui se traduisait par un fonctionnement discipliné, était nécessaire. Ce n'est qu'au cours des trois ou quatre dernières années que j'ai pris mes distances envers le Parti, que je me suis mise à critiquer sa politique, d'abord à l'intérieur du Parti, puis en m'engageant dans de petites initiatives « citoyennes », dans mon quartier, autour de l'école que fréquentent mes enfants.

Les derniers temps, j'ai compris que mes critiques, qui visaient notamment à obtenir un examen approfondi des réformes de Gorbatchev, *glasnost* et *perestroïka*, étaient totalement passées sous silence. On me laissait la liberté du fou du Roi, et je n'obtenais jamais aucune réponse.

J'ai alors quitté le *SED* en septembre 1989, et j'ai très vite adhéré au *Nouveau Forum* - un de ces *Bürger Bewegung*, mouvement de citoyens, et une des premières organisations à ouvrir une souscription destinée à lui permettre de devenir un mouvement légal. C'est aussi une organisation qui est à l'origine des manifestations de septembre et d'octobre, et qui ne désire pas se structurer en parti, parce qu'elle croit à un autre mode d'action politique, basé sur l'autonomie de petits groupes de base. Il ne faut pas laisser le terrain aux hommes politiques, aux « grandes » autorités ; le *Nouveau Forum* est porteur d'une proposition vers la population, celle de créer autre chose, en guise de socialisme, que la version autoritaire et dogmatique que nous avons connue - autre chose aussi d'ailleurs que la société de RFA. Il faut bien reconnaître que cette proposition n'a pas connu un grand succès, et les élections nous ont montré qu'elle ne jouit que de l'appui d'à peine 3 % des électeurs, ceux qui se sentent confiants dans leurs propres forces.

La majorité de la population souhaite simplement vivre comme en RFA. Tout compte fait, c'est le résultat prévisible de 40 ans de vie dans un régime autoritaire et très hiérarchisé, et le chemin pour construire cette démocratie de base est sans doute long.

novembre 89/ janvier 90 : le basculement gauche/ droite

- V. v. W. : En novembre 1989, un journaliste de *La Croix* me faisait remarquer qu'en cette période d'efflorescence politique, tous les mouvements, tous les groupes qui apparaissaient se situaient à gauche. Cette constatation était particulièrement frappante dans les manifestations de Leipzig, où l'on chantait l'Internationale, et à Berlin, le 4 novembre. Immense manifestation, plusieurs centaines de milliers de participants, dont les mots d'ordre étaient orientés vers la définition d'une alternative résolument à gauche.

Il n'y avait donc pas de droite en RDA ; comment est-ce possible ? La question m'avait surpris, mais je m'étais dit : mais pourquoi y aurait-il quelque chose à droite ? A l'époque, cette idée apparaissait encore comme aberrante. Mais les choses ont vite changé. Le refoulé a rapidement monté en force, des tabous ont sauté, des interdits sont devenus caducs - comme la résurgence d'un certain nationalisme allemand.

Sur un autre plan, la fuite de deux à trois mille citoyens par jour, et les retombées de cette hémorragie sur l'économie ont rendu de plus en plus aléatoire l'idée d'une troisième voie. La société civile qui était en train de renaître a immédiatement commencé à se décomposer sous l'effet du même phénomène.

Les forces qui avaient été capables d'imposer le changement à travers une crise n'avaient pas une confiance suffisante en elles-mêmes pour la phase constructive qui s'ouvrait devant elles. Aucune alternative ne se dégagait clairement ; c'est sans conteste dû à beaucoup de choses : à l'attitude de la gauche, à l'incapacité du *SED* de se renouveler à cette époque, aux hésitations de Modrow, à la politique économique du gouvernement, aux problèmes que posait le démantèlement de la *STASI* et de l'appareil permanent du Parti (des milliers de personnes !). Tout cela a bloqué le développement d'une alternative qui pourtant était urgente.

On n'avait pas le temps de préparer lentement, à l'aise, notre avenir politique : tous les jours, des médecins partaient, les gens ne pouvaient plus se faire soigner, des usines fermaient, les conséquences dans la vie quotidienne étaient de plus en plus graves.

L'ouverture du mur a été perçue différemment à Berlin et dans le sud, ce qui est peut-être une des sources des oppositions politiques entre ces régions ; en effet, pour les Berlinoises, une fois disparus le mur et toutes les entraves qu'il représentait pour la vie culturelle, pour les contacts avec

les amis et la famille, l'essentiel était réalisé, et on n'attendait sans doute pas davantage d'une réunification, même si les problèmes financiers, par exemple, subsistaient. Au contraire, dans le sud, tout était bien différent, se rendre à l'ouest restait une expédition, et pour les habitants de ces régions, déjà plus frustrés auparavant, les frustrations n'ont fait que s'aggraver, l'idée finale résultante étant qu'ici, à l'Est, il n'y a rien à faire, et qu'il vaut mieux se fier et s'appuyer sur la RFA qui est un des pays les plus puissants du monde.

- E. K. : Le manque de confiance dans ses propres forces est effectivement le problème central. Mais j'ajouterais que la distinction gauche/droite est peu fonctionnelle pour la compréhension des événements en RDA. Ainsi, nous étions habitués depuis longtemps à nous nourrir d'illusions, et ceci n'est pas, du moins je l'espère, une caractéristique de la pensée de gauche.

D'autre part, il faut comprendre que la chute du pouvoir et la décomposition de la société civile ont été de pair, ce qui a non seulement oblitéré une éventuelle alternative, mais a carrément suscité de la peur. Quarante ans de vie dans un régime peut-être faible en réalité, mais subjectivement ressenti comme très fort, créent un besoin d'autorité qui fait surgir une grande inquiétude une fois qu'il s'écroule. La patrie allemande (unie !) apparaît alors comme une valeur refuge

Ce sentiment de peur explique aussi le relatif succès électoral du PDS. La campagne électorale a été assez sale, et le PDS a beaucoup joué de la peur des gens face à l'avenir. Tout en étant la force politique responsable de la situation à laquelle on a abouti, le PDS s'est présenté comme la seule force capable de redresser la situation. On ne dispose pas encore d'une analyse sociologique des résultats électoraux (quelle couche sociale a voté pour qui ?), mais on sait déjà que l'électorat du PDS compte d'une part un grand nombre de retraités, qui craignent pour l'avenir de leur modeste pension de retraite et pour la sécurité sociale dont ils bénéficient, et d'autre part, de nombreux jeunes, séduits par la campagne à l'américaine menée par le PDS, très colorée, vive, intéressante. Cette campagne a été très personnalisée - sur Gysi et Modrow - ce que le SPD n'a pas fait, et ce fut une erreur. Le PDS s'est appuyé sur des experts compétents en psychologie des masses.

Enfin, il a obtenu de bons résultats dans les quartiers habités par les fonctionnaires de l'Etat et les anciens responsables de la police politique.

- A. L. : On peut aussi penser qu'il y a eu un malentendu entre les porte-parole du mouvement, en novembre, et la grande masse des manifestants. C'est vrai que le 4 novembre, on n'a pu voir aucun mot d'ordre

favorable à la réunification. Mais les organisateurs de la manifestation étaient des intellectuels, des artistes qui exprimaient leurs propres préoccupations.

Plus tard, la grande masse des gens, libérée par cette manifestation, a trouvé sa propre parole. Et elle était autre que les slogans peints sur les banderolles, elle rejoignait l'absence de parole de ceux qui avaient parlé avec leurs pieds en fuyant vers l'Ouest.

la question nationale allemande

Il est donc clair que le sentiment d'unité nationale est très fort en RDA, alors qu'il l'est vraisemblablement beaucoup moins en RFA. Ce sentiment a d'ailleurs une base matérielle, la soif de consommation. Les citoyens d'Allemagne de l'Est ressentent souvent leur pays comme l'Allemagne pauvre, délaissée, et ils aspirent à rejoindre l'Allemagne riche.

Lorsqu'on compare des niveaux de vie, ce n'est jamais avec les autres pays de l'Est que les comparaisons se font, comparaisons qui seraient favorables à la RDA, mais bien avec la RFA. De plus, les travailleurs dans les usines ne se sont pas contentés de comparer les niveaux de vie, mais ils ont aussi bien vu que le système économique était au bout du rouleau.

- **V. v. W.** : Le terrain de la consommation a vu l'hypocrisie du régime éclater publiquement. Alors que l'Etat est-allemand clamait la supériorité du socialisme sur le capitalisme, y compris pour la consommation, au moins pour celle à venir, il a ouvert lui-même des magasins à devises, où il était possible d'acheter des produits de qualité supérieure à des prix inférieurs. Et cela alors même que le discours sur la supériorité économique du socialisme continuait à être tenu : cela n'a pas peu contribué à saper la légitimité du système.

Quant au sentiment d'unité nationale, il était nourri par les séparations des familles, familles qui ont toujours entretenu des contacts, perpétuant ainsi les liens matériels entre les deux Allemagnes. L'identité de la RDA, l'officielle, s'est aussi toujours définie comme la contre-partie de celle de la RFA, elle dépendait donc de l'image de la RFA, alors que l'image de la RFA dépendait beaucoup moins de celle de la RDA, étant bien plus construite sur son propre développement, sur l'Europe, etc. La RDA se voulait l'alternative positive à la RFA, mais ça n'a pas marché. Il n'y avait donc aucune symétrie dans la relation.

Une précision à ce sujet : je ne voudrais pas que l'on confonde sentiment national et nationalisme. Le sentiment de supériorité sur l'autre est consubstantiel au nationalisme, mais que des Allemands qui ont une culture commune, une histoire commune, dont les familles sont dispersées entre les deux Etats, tout cela fondant un sentiment national, que ces Allemands désirent appartenir à un seul pays, cela n'a rien de condamnable en soi. Cela ne relève pas du nationalisme, dans la mesure où cela peut parfaitement exister en l'absence de tout sentiment de supériorité à l'égard des autres nations.

- E. K. : Ni le *SPD* ni le *Nouveau Forum* n'ont compris l'importance de ce sentiment national, et ils ont laissé ce terrain aux partis de la droite conservatrice, à la *CDU*. Nous sommes passés à côté des sentiments des gens, et ce fut une grave erreur.

Mais pour faire court, on peut dire que la réaction de la plupart des gens a été simple : nous avons besoin du Capital, d'aide financière, et c'est Kohl et la *CDU* qui sont le mieux à même de nous fournir cela.

Cela n'a marché que parce que Kohl et la *CDU* ont bien compris le problème et qu'ils ont pris la campagne électorale en RDA tout-à-fait au sérieux, ce qui ne fut malheureusement pas le cas du *SPD* de RFA. Bien sûr, il y a eu un soutien matériel important du *SPD* de l'Ouest vers celui de l'Est, depuis les photocopieuses jusqu'au papier, en passant par tout ce qui est nécessaire pour mener une campagne électorale. Mais les moyens qu'a dégagés le *SPD* ne sont absolument pas comparables à ceux qu'a dégagés la *CDU*.

Les rapports entre les deux partis sociaux-démocrates se sont noués sur le mode suivant : vous, à l'Est, vous êtes des débutants, des amateurs un peu naïfs, alors que nous, vos amis de l'Ouest, nous sommes expérimentés et professionnels. Nous ne voulons toutefois pas vous imposer la marche à suivre ni vous dire comment faire, MAIS... Et tout est dans ce mais.

Heureusement, sur un autre plan, les femmes des deux partis ont de très bons rapports, et certaines des conquêtes sociales de RDA, comme les jardins d'enfants, la législation sur l'avortement, etc. intéressent au premier chef les femmes du *SPD* de l'Ouest qui sont demandeuses en la matière.

- A. L. : Pour ma part, je regrette que le jeune *SPD* est-allemand se soit aussi rapidement et aussi étroitement lié à son homologue d'Allemagne de l'Ouest. Il s'est dérobé à une partie de son identité, et de son électorat.

- E. K. : Sur un plan strictement moral, je suis d'accord avec Annette. Mais il vient un moment où la morale ne suffit plus, et où il faut prendre des décisions politiques pratiques si l'on veut jouer un rôle effectif. Pour moi, ce moment est venu en Allemagne de l'Est.

Certains ont dit et écrit, pour ne pas s'en tenir aux généralités, que nous - le SPD à l'Est - avons payé électoralement nos liens avec le SPD de l'Ouest suite aux déclarations d'Oskar Lafontaine, qui s'est opposé à la poursuite de l'afflux d'Allemands de l'Est à l'Ouest. Je n'en crois rien, cette position ayant généralement été bien reçue en Allemagne de l'Est, où personne n'avait intérêt à voir l'hémorragie continuer, et le pays s'écrouler.

et gorbatchev ?

- V. v. W. : Comme on l'a déjà dit, la population de RDA vit avec les yeux braqués sur l'Ouest bien plus que sur l'Est. C'est pourquoi les réformes de Gorbatchev en URSS ont davantage fait office de détonateur que d'alternative crédible. La politique de Gorbatchev a évidemment joué un rôle important dans les événements de RDA, mais surtout dans la mesure où elle prenait le contrepied de ce qu'on avait tenté de marteler dans les consciences pendant des années.

Le vieux slogan, « *apprendre de l'URSS, c'est apprendre à vaincre* », toute cette langue de bois s'est finalement retournée contre le régime qui a été obligé de changer son fusil d'épaule et s'est mis à dire que la *perestroïka*, c'était très bien, mais pas pour nous, et que la *glasnost*, nous n'en avons pas besoin parce que nous n'avons pas besoin de *perestroïka*, et que donc tout ce qui était bon pour l'URSS ne l'était pas nécessairement pour nous. Pour culminer dans la petite phrase que Kurt Haber, idéologue en chef, a lâchée dans une interview au *Stern*, journal ouest-allemand : « *Ce n'est pas parce que le voisin change de papier peint que je dois en faire autant* ». De ce point de vue, l'influence des (r)évolutions soviétiques s'est fait sentir, comme en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie,...

Mais la dissidence de RDA a toujours été spécifique ; alors que les forces critiques de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie étaient assez liées entre elles, celles de RDA étaient nettement moins intégrées dans cet ensemble, à cause précisément de la possibilité pour le gouvernement de RDA de les renvoyer à l'Ouest, ce dont il ne se privait pas. L'intégration plus ou moins rapide de ces forces contestatrices dans la société occidentale a privé la contestation à l'Est d'une partie de

ses potentialités. Pour faire bref, cela explique pourquoi il n'y a pas un Vaclav Havel en RDA. Il n'y a pas de consensus entre la population et l'ancienne dissidence, ceux qui ont combattu pour un changement. Sur place, le seul lieu possible pour le développement d'une certaine contestation, plus ou moins respecté par le pouvoir, a été l'Eglise protestante, et ce n'est certes pas un hasard si l'on retrouve trois pasteurs protestants parmi les quatre principaux fondateurs du SPD.

les traditions ouvrières et démocratiques

- E. K. : S'interroger sur les traditions politiques d'avant le nazisme, faire référence à la force du SPD et du KPD de l'époque me paraît un peu vain. A ce propos, une anecdote : ma mère est née en 1914, et c'est la première fois qu'elle participe à des élections libres.

La droite a construit son succès alors qu'il est certain que le chômage et l'insécurité font partie des hantises de la classe ouvrière, mais les menaces que fait peser une réunification rapide ne sont pas toujours prises au sérieux ; elles sont au moins sous-estimées, même dans la classe ouvrière, dans la mesure où ces thèmes étaient au centre du dispositif de propagande de l'Etat et du SED, et que donc plus personne n'y croyait.

- V. v. W. : Après 1945, la grande bourgeoisie est partie. Les responsables de la classe ouvrière, ou plutôt ceux qui se sont érigés en ses représentants, se sont embourgeoisés. Ces deux phénomènes ont en quelque sorte nivelé la population, la mentalité et les comportements de la petite bourgeoisie devenant dominants. L'autonomie de la classe ouvrière et de ses organisations était donc un mythe, d'autant plus que les négociations en vigueur dans le système capitaliste, négociations qui voient les organisations syndicales marchander pour obtenir le meilleur prix pour la force de travail, étaient absolument étrangères au système économique de RDA. La classe ouvrière est extrêmement démunie dans ce contexte. On peut aussi interpréter le résultat des élections à la lumière de ce que j'avance ici. Il n'est pas étonnant que la classe ouvrière soit désarmée, elle est consciente de la réalité du chômage à venir via les fermetures d'entreprises, mais puisqu'il semble que ce passage soit obligé, autant y procéder le plus vite possible, de manière à le rendre le moins douloureux possible.

Pour beaucoup, il ne s'agit donc pas d'un choix positif du capitalisme et du modèle représenté par la RFA, mais de la prise en compte de l'échec du « socialisme » et de l'absence d'alternative.

La troisième voie a donc du plomb dans l'aile, c'est le moins que l'on puisse dire. La pratique n'ayant pas consacré nos idées, faut-il en conclure qu'elles sont à rejeter ?

Ce serait un peu court, et ça reviendrait à verser dans le populisme. Aspirer à une plus grande égalité entre les hommes, exiger que tous puissent s'épanouir, et revendiquer les conditions sociales qui permettent cet épanouissement, tous ces objectifs gardent leur actualité, mais il faut sans doute les penser comme une tâche pour l'humanité entière, dont l'accomplissement ne peut être mené à bien dans un nombre de pays limité.

C'est sans doute le cas pour les rapports entre l'humanité et la nature, et aussi pour la solution de ce qu'on appelle les rapports Nord-Sud. Le cadre de nos discussions est européen, et nous avons une fâcheuse tendance à oublier que la majorité des hommes vit dans le Tiers-Monde dans des conditions tout à fait différentes de celles que nous connaissons en Europe.

Dans ce contexte élargi, il faut partir d'un constat : les économies planifiées du « socialisme réel » ont fait faillite. On ne peut se nourrir d'illusions à ce sujet.

Une autre forme de planification, une alternative à la planification centralisée et autoritaire en quelque sorte, est-elle possible ? Peut-on imaginer un système dans lequel différentes formes de propriété sociale entrent en concurrence, où la planification soit dominante sans pour autant brimer la liberté des secteurs économiques ? De telles idées, qui fondent ce que l'on a appelé une troisième voie, ont été souvent avancées deux ou trois ans avant le changement de 1989. Aujourd'hui, elles subsistent en tant qu'idées, mais quant à la pratique...

(Rédaction et mise en forme : Pierre Gillis)

le drame tchécoslovaque

čestmír císař

L'analyse que les Cahiers Marxistes vous présentent ci-après est celle d'un ancien jeune dirigeant du Printemps de Prague de 1968. Ce choix-là, à propos de ce pays-là, mérite d'être assumé expressément : il traduit un hommage collectif et global à ceux qui ont conduit une expérience politique de renouveau socialiste, et qui ne se sont ni inclinés ni reniés après l'intervention soviétique. Leur expérience et leur résistance ont joué un rôle majeur pour la gauche ouest-européenne, en particulier pour les militants communistes au sein de celle-ci : le choix de la voie démocratique au socialisme a dû, en 1968, faire l'objet de décisions claires. On l'a compris ensuite, la destinée politique des PC ouest-européens a connu à ce moment un tournant décisif.

Pour les Partis-Etats du centre et de l'Est de l'Europe, c'était peut-être aussi un moment important. L'annonce ou le début de la stagnation comme on dit maintenant à Moscou, où Gorbatchev a, enfin, après plusieurs années, reconnu l'erreur de ses prédécesseurs. La réhabilitation politique de DUBCEK, CISAR et quelques autres par la « révolution de velours » est aussi symbolique des orientations prévalant actuellement en Tchécoslovaquie. On ne peut s'empêcher de faire le rapprochement avec les déclarations de HAVEL, devenu Président, à une TV parisienne. Quatre fois invité à poser le diagnostic « échec du communisme », quatre fois il répondait : « échec d'un système totalitaire se réclamant du communisme ». S'il ne s'agissait justement de HAVEL, une certaine gauche verrait là une argutie de vieux-croyant-bolchevik. On pourrait simplement y voir un salut à ceux qui ont sauvé l'honneur du mouvement communiste, en Tchécoslovaquie. Et peut-être aussi les prémices d'un débat, d'avenir, sur le socialisme, là-bas et ici.

A propos, le club politique de C. Cisar s'appelle Obroda, ce qui signifie renaissance, renouveau ou rénovation... tout un programme.

Drame, c'est ainsi qu'il faut qualifier soixante-dix années d'histoire du modeste Etat des Tchèques et des Slovaques en Europe centrale.

Il tire son origine du congrès de Versailles en 1918 mais, vingt ans plus tard, cet Etat a été violé par le diktat de Munich et il est tombé ensuite sous le pouvoir hitlérien. Libéré en 1945 par les armées soviétiques, il a vécu trois années de démocratie populaire. Après le conflit pour le pouvoir en février 1948, le Parti communiste de Tchécoslovaquie est devenu détenteur d'un pouvoir monopoliste. Sa direction avec, à sa tête K. GOTTWALD, a transformé la république en Etat soviétisé, soumis aux ambitions des gouvernants de Moscou, d'abord J.V. STALINE puis ses successeurs.

Au début des années 60, une aile réformatrice a commencé à se former au sein du PCT, en harmonie avec la position de la majorité de la société, et cette aile a entamé un processus progressif de renouveau démocratique du socialisme, qui a atteint son point culminant au Printemps de Prague de 1968. En août de cette année, notre pays a été envahi par les armées de l'URSS et de quatre autres pays alliés, pour mettre fin au processus de renouveau et remettre en place le régime autoritaire. Une nouvelle direction du PCT - G. HUSAK en tête - a annulé toutes les réformes, et sa politique a été le reflet fidèle de la ligne conservatrice et de stagnation de L.T. BREJNEV.

Une espérance de nouveau changement démocratique est apparue en avril 1985 lorsque, en URSS, l'entourage de M.S. GORBATCHEV mit en oeuvre une réforme du parti et une nouvelle conception de l'Etat moderne. La direction du PCT a réagi à ces efforts réformateurs avec mauvaise humeur, car le fond de la nouvelle politique soviétique rappelait curieusement notre programme de renouveau de l'année 1968. Bien que, depuis quinze ans, cette direction ait imité soigneusement le modèle soviétique, elle affirmait maintenant que la *perestroïka* était une affaire soviétique et que la Tchécoslovaquie connaissait d'autres conditions, qui nécessitaient qu'elle suive sa propre voie, dans la continuité des décisions politiques adoptées après la liquidation des réformes du Printemps de Prague...

Cette attitude était en opposition avec l'attente de la société qui souhaitait retrouver un 1968 et profiter de la *perestroïka* soviétique comme source d'inspiration pour notre propre programme de changements démocratiques. D'anciens membres du PCT, radiés du parti, et aussi d'autres adhérents à des groupes d'opposition, comme la Charte 77, avaient repris une activité politique. Le régime a répliqué par un renforcement de la répression policière et judiciaire. La direction du PCT a montré qu'elle voulait conserver un pouvoir illimité dans un régime totalitaire et ne tolérerait aucune démocratisation.

J'ai fait partie de ceux qui (en 1968 - *ndt*) - tirant la leçon des expériences négatives de la soviétisation - ont représenté au sein du parti les tendances réformatrices, et ont été de ce fait, ensuite, exclus de la vie publique, et souvent de leur profession. Nous n'avons pas abandonné cependant nos efforts en vue de dénoncer les pratiques stalinien-nes nocives de la politique du PCT.

Dans les années 70 et 80, d'abord rarement puis plus souvent, ont été diffusés des études dactylographiées, des réflexions et des commentaires visant le régime autoritaire et ses fautes graves dans la conduite de l'Etat, de l'économie et de la culture. Après le déclenchement de la *perestroïka* soviétique, cette littérature *samizdat* est devenue un phénomène de masse. Elle a fait apparaître une large opposition qui exprimait l'opinion et les idées de la majorité du peuple. A cela se sont ajoutés un intérêt accru pour la presse, la radio et la télévision soviétiques - par lesquelles nos citoyens ont été informés du développement démocratique en URSS - et aussi un intérêt pour les stations de radio étrangères diffusant dans nos langues nationales.

Sous la pression de l'opinion publique intérieure, des promesses de concessions, de réformes, sont apparues dans les résolutions du parti des années 87-88. Leur contenu était cependant tellement restreint que les gens les ont accueillies avec méfiance. A bon droit : il manquait la volonté de les réaliser. Une grande résistance a été suscitée par les remplacements d'une partie des fonctionnaires dirigeants qui avaient mené la politique discréditée, mais qui étaient parfois remplacés par des amis encore plus incompétents. A la tête du PCT par exemple, on a placé M. JAKES, dont la médiocrité politique et le manque de culture éveillaient la risée et ébranlaient la confiance des communistes en la possibilité d'un renouveau du parti. Pendant ce temps, les Etats voisins du bloc soviétique cherchaient une issue à la crise, due à l'échec du système, mais la direction tchécoslovaque persistait dans l'immobilisme et l'autosatisfaction. Ce qui aggravait la crise dans notre pays.

l'été de 1989

Le bouleversement politique est survenu en 1989. Le mécontentement a gagné toutes les couches de la population, des travailleurs, de la jeunesse et aussi des retraités. Les organes du pouvoir ont durci la répression. Les unités policières sont intervenues contre les manifestations de Prague et d'autres villes, et elles les ont réprimées violemment. Des personnalités connues de l'opposition et de simples citoyens ont été arrêtés, jugés et emprisonnés. La situation s'est encore compliquée après les heurts de rue qui ont eu lieu le jour anniversaire de l'intervention militaire de 1968 (21 août) et celui de la naissance de notre Etat (28 octobre). Pour remplir la coupe de la colère populaire, la dernière goutte a été versée par l'intervention policière brutale contre la grande manifestation des étudiants, à Prague le 17 novembre, qui commémorent le cinquantième anniversaire de la fermeture des universités tchèques par les nazis en 1939.

La coupe a débordé. Pendant plusieurs jours, Prague a été remplie de centaines de milliers de manifestants qui exigeaient qu'on en finisse avec le régime totalitaire d'oppression et qu'on rétablisse la démocratie. A la tête du mouvement révolutionnaire il y avait les dirigeants des groupes d'opposition réunis au sein du *Forum civique*, dont la principale personnalité dirigeante était le célèbre dramaturge V. HAVEL, que l'ancien régime avait systématiquement persécuté et emprisonné et qui, à la fin décembre, a été élu président de la République. Le *Forum civique* a été rejoint par des personnalités issues de groupes d'initiative indépendants, depuis d'anciens communistes jusqu'à des démocrates chrétiens. Simultanément, un mouvement révolutionnaire, l'*Union contre la violence*, s'est constitué aussi à Bratislava, capitale de la Slovaquie, sous la direction du célèbre acteur M. KNAZKA.

Les éléments les plus actifs du mouvement de la révolution démocratique ont été les étudiants et les acteurs (de théâtre - *ndt*) qui ont déclenché des mouvements de grève pour soutenir les changements politiques. Ils ont littéralement inondé Prague et d'autres villes, ainsi que la campagne, avec des brigades d'agitation, des affiches et des tracts dans lesquels ils informaient les habitants du pays sur les objectifs des grèves et des manifestations. Les théâtres mettaient leurs scènes à la disposition des assemblées publiques, et des représentants connus de la vie politique et culturelle y montaient pour soutenir les changements souhaités. Un grand rôle a aussi été joué par la presse, la radio et la télévision qui se sont débarrassées instantanément de la censure et ont librement donné une information d'ensemble.

Une question se pose : où était à ce moment le pouvoir politique ? Que faisait le PCT au pouvoir ?

La direction de ce parti, en présence de ce courant soudain, est restée passive. Elle était tellement surprise par la rapidité des grèves et des manifestations de masse qu'elle n'a esquissé aucune réaction : ni par la force, ni autrement. Sa faiblesse politique signifiait la crise dans toute sa nudité. Le président de la République se taisait, le secrétaire général du PCT se taisait, de même que les autres dirigeants communistes, tous avaient cessé de se vanter de leur toute-puissance. Les partis politiques, le parti populaire et le parti socialiste qui, jusque là, avaient collaboré avec le PCT, l'ont abandonné et sont passés à l'opposition. Quand, plus tard, le Parlement a adopté une motion tendant à supprimer l'article de la Constitution relatif au « rôle dirigeant du PCT », ce rôle était déjà liquidé dans la pratique.

La négociation avec les insurgés a été prise en charge par le chef du gouvernement, L. ADAMEC, qui n'a pas réussi à trouver la solution à la crise. Par la suite, il a été élu président du PCT. M. CALFA, homme politique peu connu jusque là, lui a succédé, et il a fait preuve de la nécessaire réflexion, de tolérance et d'habileté. Suivant un accord à la Table ronde, c'est sous sa direction qu'a été constitué un gouvernement d'entente nationale auquel participaient des représentants des partis politiques existants, y compris ceux de l'ancienne opposition. En vertu d'autres accords, le Parlement a été reconstruit de façon similaire, les communistes abandonnant la majorité de leurs mandats à d'autres mouvements politiques.

Le club *Obroda* était depuis 1987 un groupe marquant de l'opposition de gauche. Ses principaux créateurs étaient d'anciens collaborateurs actifs du Printemps de Prague 1968. Ce club a publié depuis janvier 1988 *Dialog*, une revue illégale dans laquelle il critiquait la politique et la pratique de la direction du PCT et de l'Etat. En même temps, il diffusait les idées du socialisme démocratique, répandues déjà en 1968, mais enrichies par les expériences des partis socialistes et communistes réformateurs des pays européens développés et aussi par la pensée nouvelle de la *perestroïka* soviétique. J'ai été l'un des fondateurs du club, et à ce titre j'ai pris part à l'élaboration des thèses programmatiques originelles. Je supposais que, après une activité souterraine de nombreuses années contre le régime totalitaire, nous étions suffisamment prêts à élaborer un programme complexe - de changements démocratiques, de réforme économique, de libertés civiques et aussi de fondements de la justice sociale - pour qu'un tel programme puisse servir,

après la transformation du pouvoir, de base d'une nouvelle politique d'Etat. Puisque le PCT avait échoué en tant que force politique, je croyais que, dans les conditions à venir, *Obroda* se transformerait en un nouveau parti de gauche, qui grouperait les partisans du socialisme démocratique et gagnerait la confiance d'une grande partie des travailleurs.

Mes intentions n'ont cependant pas été rencontrées. Pendant les journées de la révolution, le club s'est joint au groupe du *Forum civique*, ce qui était juste et conduisait au renforcement des forces antitotalitaires unies. Son comité exécutif a cependant décidé en même temps de mettre en veilleuse son programme propre et son activité politique tels que conçus à l'origine et, plus tard, il a rejeté aussi l'idée de constituer le noyau d'un nouveau parti de gauche. Cela, je ne l'ai pas approuvé, spécialement dans une situation où commencent à se former de nouveaux partis politiques qui s'orientent pour la plupart au centre gauche ou au centre droit, pendant que l'espace de gauche - où se trouvait isolé le PCT discrédité - reste vide.

A gauche, dans un autre processus, le parti de la social-démocratie s'est reconstitué, un parti paysan, proche du mouvement coopératif, s'est créé, et une partie des membres de tendance démocratique du PCT se sont détachés de celui-ci pour former le *Forum démocratique*. Le parti socialiste traditionnel * a aussi cherché à trouver un nouveau profil politique, penchant plutôt vers le centre. Le club *Obroda* a donc perdu sa faible avance initiale, et il est resté à la lisière des forces politiques en formation. Malgré cela, il possède encore une série de groupes dans les grandes villes, et il n'a pas perdu jusqu'ici ses chances d'influencer le développement.

Pour compléter l'image de l'éventail politique actuel en Tchécoslovaquie, je dois ajouter que quelques partis nouveaux représentent le centre démocratique : le parti des Verts, deux autres partis paysans dont l'un se prononce pour l'économie agricole privée exactement comme certains partis du centre droit, et avant tout le parti républicain. A côté du parti populaire, traditionnel et catholique, s'est formé un parti démocrate chrétien. En tout, vingt partis politiques ont annoncé leur formation et se sont fait enregistrer (fin mars 1990).

* *ndt* : il s'agit de l'héritier du Parti Socialiste National, celui de MAZARYK et BENES, adhérent aujourd'hui à l'Internationale libérale, et maintenu comme parti satellite après 1948.

Les partis, du moins la majorité d'entre eux, ont un programme semblable en de nombreux points : ils sont pour la démocratie, pour les droits de l'Homme, pour la liberté civique, une économie saine de marché, le progrès social, l'intégration européenne, etc.. Aucun cependant, ne possède de personnalités suffisamment marquantes et reconnues pour jouir de la confiance publique et de l'autorité. Cette pénurie est un héritage naturel de l'ancien régime, qui a étouffé l'épanouissement de telles personnalités (y compris au sein-même du PCT) et qui donnait la préférence aux gens moyens et dociles. Pourtant il existe assez de gens capables, cultivés et compétents qui, dans les nouvelles relations démocratiques, sont capables de manifester leurs qualités et de devenir des hommes politiques avec succès, mais cela demande du temps.

les enjeux des élections de juin 1990

Les élections parlementaires prévues pour le 8 juin 1990 constitueront un examen intéressant pour les différents partis. Depuis plus de quarante ans, ce seront les premières élections libres avec pluralité de candidats dans notre pays. Il est difficile de prévoir leurs résultats. Il est un fait que l'attitude du corps électoral est changeante, constamment différente. Il résulte du passé un dégoût à l'égard de la politique, identifiée aux instruments du pouvoir dont les milieux gouvernementaux ont abusé contre le peuple. Il règne une certaine résistance à l'esprit de parti politique, que les citoyens considèrent comme sectaire et dirigé contre eux au détriment de la collectivité nationale. De plus, les gens n'ont pas confiance dans les programmes électoraux que les vainqueurs ne réalisent jamais. L'absence mentionnée de personnalités dignes de confiance ramène le rôle des gens à une incertitude - aller ou ne pas aller aux élections - et non à la question : pour qui voter ?

L'élément principal déterminant la conduite des électeurs est et reste la politique du gouvernement d'entente nationale. Cependant, celui-ci s'est occupé, en collaboration avec le Parlement et avec le Président de la République, d'une part de changements importants, des fondements de la démocratie, d'autre part, de l'orientation modifiée de la politique étrangère de l'Etat, c'est-à-dire de se libérer de l'ancien bloc soviétique et d'établir des rapports plus étroits avec les pays développés de la Communauté européenne.

Ni le premier, ni le deuxième centre d'intérêts ne sont exempts de problèmes ou de risques, éventuellement même d'erreurs et de fautes, que révélera le développement ultérieur. Ce qui est cependant hors qu

champ de l'attention principale des organes de l'Etat, c'est la transition de l'économie aux conditions des relations de marché et cela en liaison avec la modification de la structure de l'économie tchécoslovaque. La réalisation de ces objectifs est entravée par les certitudes sociales actuelles, qu'a produites le système de direction de la production par voie de directives et de distribution égalitaire. Les gens craignent que d'éventuelles mesures irréfléchies et inconsidérées, ou une éventuelle inconsistance de la conception d'ensemble de la réforme économique, puissent causer une baisse de la production et de la consommation, l'inflation, le chômage et d'autres chocs.

Ces risques inquiètent aussi les partis politiques, et en premier lieu les dirigeants des groupes qui ont conduit la révolution au pouvoir. L'héritage de l'ancien régime est réellement le plus mauvais dans le domaine économique, où les problèmes sont les plus difficiles à résoudre. En ce qui concerne le niveau de vie, les travailleurs ne sont pas disposés à subir le hasard ou le dilettantisme. Ils demandent une direction qualifiée et compétente, au besoin avec des sacrifices temporaires mais avec la perspective claire de la prospérité à venir.

La complexité des tâches dans l'économie conduit naturellement à des opinions différentes sur la manière de les remplir. Tous sont d'accord qu'il est nécessaire de commencer par une réduction rigoureuse du budget de l'Etat ; qu'il faut subordonner les dépenses aux sources de revenus ; que nous ne pouvons pas tomber dans un endettement excessif vis-à-vis de l'étranger ; qu'il faut empêcher l'inflation et équilibrer l'offre et la demande sur le marché.

La discussion porte sur la mesure dans laquelle, d'une part, nous nous contentons de nos propres fabrications, de nos capacités financières et humaines et, d'autre part, nous avons besoin d'entrepreneurs étrangers, de leurs capitaux, de leur organisation, etc.. Cela signifie, dans la pratique, qu'il faut une mesure convenable d'entreprises d'Etat, coopératives et privées et de leurs propriétés correspondantes.

Dans ce domaine se rencontrent en réalité, d'un côté, les conceptions dogmatiques de la propriété d'Etat des moyens de productions, des usines, des banques, de la terre comme condition principale du développement socialiste, et d'un autre côté les conceptions pragmatiques et souples de l'économie de marché à venir comme centre de toutes les formes d'entreprise et de propriété qui se font concurrence.

Personnellement, je pense que cette deuxième conception est juste, car elle prend en considération la situation réelle des rapports socio-économiques dans notre pays, et elle ne cherche pas de façon aventuriste à copier le libéralisme économique périmé. Cette conception n'exclut pas de conserver un assez large secteur d'entreprises d'Etat, là où elles ont fait leurs preuves, ni de transformer d'autres entreprises en sociétés par actions à capital mixte étatique et privé, ni de privatiser encore d'autres entreprises ou encore de les constituer en coopératives, et cela suivant les succès et l'intérêt des entreprises et de la société.

Dans l'ensemble des entreprises, il est encore nécessaire de tenir compte du niveau de qualification professionnelle de notre classe ouvrière et de l'intelligence des paysans qui, dans l'ancien système, se trouvaient dans la situation humiliante de forces de travail à bon marché. Leur utilisation dans les conditions nouvelles du marché devrait conduire non seulement à un niveau plus élevé et de meilleure qualité des marchandises mais aussi à des rémunérations meilleures et plus justes comparables à celles des travailleurs des pays évolués.

Là où le progrès apparaît en une brève période, il y a place pour la liberté des citoyens, pour la liberté de pensée, d'expression, d'information, d'association, de réunion, de création artistique, etc.. Il faut ajouter le niveau de l'éducation de la jeunesse et des adultes. L'enseignement tchécoslovaque, autrefois exemplaire et reconnu, a subi un certain nombre de réformes. Il se trouve maintenant devant la nécessité d'un processus de rénovation et de perfectionnement du contenu et aussi des formes de l'instruction et de l'éducation à tous les degrés. L'objectif principal est de se libérer des directives centrales obligatoires, et de développer les initiatives indépendantes des pédagogues dont la préparation doit mener à des progrès révolutionnaires. Il nous manque des écoles secondaires et supérieures dirigées professionnellement, où seront formés des spécialistes des domaines les plus variés, indispensables dans la société moderne contemporaine. En tant que petite nation, nous avons besoin de rénover et de développer l'enseignement des langues, et d'utiliser toutes les possibilités d'envoyer des étudiants dans les pays où l'on parle des langues mondiales et qui ont atteint un niveau de pointe dans les différentes spécialisations. Dans l'exercice de mes fonctions d'ambassadeur en mission spéciale, j'ai visité ces derniers mois les pays latins d'Europe (France, Italie, Espagne, Portugal), et j'ai rencontré là une compréhension extraordinaire pour notre besoin de former à l'étranger des spécialistes hautement qualifiés.

la perspective d'une convergence européenne

Telles sont, brièvement évoquées, les étapes du développement et des expériences de la Tchécoslovaquie. Elles aboutissent à des conclusions qui ont leur signification aussi pour les théories socialistes.

Dans le cours dramatique des septante années d'existence de cet Etat, il y a une sorte de fil rouge obligeant les nations tchèque et slovaque à défendre et à consolider leur indépendance d'Etat contre les visées impérialistes des grandes puissances de l'Ouest et aussi de l'Est. Pendant les périodes de paix et de coopération, cela nous réussissait, pendant les périodes de tension et de conflits, nous étions perdants. Même l'ordre social a joué un rôle subalterne : le diktat de Munich est intervenu dans les conditions du capitalisme, le pouvoir socialiste a fait de nous un satellite.

L'organisation intérieure de notre Etat suivant la volonté libre du peuple s'est révélée possible seulement dans les conditions d'une collaboration internationale libre et égale des petits et des grands pays. A deux reprises, nous avons eu l'occasion de vivre dans des conditions démocratiques. Pendant les vingt premières années de république (1918/1938), les bases pour cela ont été bien posées et la tradition en est toujours vivante dans la pensée de toutes les générations. Une démocratie a réapparu pour peu de temps dans les années d'après-guerre (1945/1948) et à nouveau pendant le Printemps de Prague (1968), dans les conditions d'une tentative de transformation socialiste. C'est encore la démocratie qui constitue la revendication principale du programme révolutionnaire de novembre 1989, et l'on peut espérer que ce soit, cette fois, définitif. Pendant l'occupation fasciste, et ensuite, sous le totalitarisme stalinien, nous avons vécu dans des conditions d'oppression et d'exploitation.

Notre histoire moderne montre que la démocratie apparaît comme le meilleur modèle d'Etat de droit et de développement de la société - dans les relations capitalistes entre les guerres mondiales ou dans la pensée du développement socialiste - tandis que le système autoritaire paralyse et détruit l'Etat ainsi que la société sous les deux régimes.

Nous entrons légalement dans un processus d'intégration de notre pays dans le rapprochement entre tous les Etats et nations européens, sur le chemin de la maison européenne commune, de la confédération

à l'échelle continentale. Un tel rapprochement ne s'est jamais produit auparavant. Les pays développés de l'Ouest ont parcouru une grande partie du chemin de la réalisation d'objectifs progressistes demandés par les socialistes et les communistes : ils ont créé une société de développement matériel considérable, la liberté de conscience, l'égalité des droits. Les Etats dits socialistes d'Europe centrale et orientale étaient réellement en retard dans ces domaines, mais leurs expériences négatives et parfois leurs tragédies les ont conduits à des connaissances de valeurs auxquelles leur expérience antérieure ne les avait pas menés.

La théorie autrefois rejetée de la convergence du socialisme et du capitalisme se révèle, sous cet aspect de l'histoire, comme une perspective réelle. L'Europe peut se présenter comme le premier continent où les valeurs de civilisation et de culture remplissent et renforcent leur fonction d'humanisation dans une unité séparée. Ce qui a été un rêve de centaines d'années peut devenir maintenant une réalité.

Quel est à ce sujet le rôle actuel du marxisme, des partis socialistes et communistes ?

Au cours des dernières décennies, beaucoup d'entre eux ont parlé et écrit au sujet du « marxisme du 20^e siècle » mais aussi du réformisme, du révisionnisme et autres « déviations ». La tendance à faire de l'oeuvre de Marx une philosophie fermée à côté de la théorie et de la pratique socialistes conduit au dogme et à la défaite. L'oeuvre de Marx a apporté une vitalité de la pensée, l'adaptation dans le temps, la liaison avec le développement de la réalité et aussi l'utilité de la pratique. La pensée populaire ne peut être formée par seulement deux ou trois « classiques ». Elle a été enrichie par des centaines de penseurs du monde entier, de tous les temps et de toutes les disciplines ou opinions, depuis celles de l'Antiquité jusqu'aux sciences modernes en passant par celles des chrétiens. Si nous voulons rester marxistes, ce doit être en hommes capables de percevoir, d'analyser, d'apprécier et de changer le mouvement de la société dans sa réalité vraie, en harmonie avec l'évolution permanente des connaissances scientifiques du monde et de la libération de l'Homme ainsi que de la société.

A l'avenir, l'action des socialistes et des communistes doit prendre la voie de la lutte pour la liberté et la justice, pour la reconnaissance de toutes les valeurs humaines, de l'humanité pour tous. La société actuelle ne remplit ces conditions nulle part dans le monde. C'est pourquoi, la lutte pour le socialisme démocratique reste l'objectif vivant des partis de

gauche. Pour pouvoir agir librement et remporter des succès, ils ont besoin de rapports démocratiques, d'un relèvement spirituel et moral, du développement de la production et de la consommation, d'une nature saine, de la justice sociale, de la coopération et de la solidarité internationales. Tant qu'ils obtiendront dans ces domaines des résultats positifs, leur activité a un sens et ils obtiendront l'appui du peuple. Mais s'ils échouent, le peuple les rejettera. Etant donné cependant que les gens ont besoin de cela objectivement, ils ne peuvent pas les décevoir mais doivent travailler en pleine conscience du but.

Je ne crois pas que le rôle de la gauche soit terminé - loin de là. Elle a sa place dans le monde entier, y compris en Tchécoslovaquie.

29/3/1990

(Traduction Jacques Coekelenberg
Les sous-titres sont de la rédaction.)



НИ ОДНОГО СЛАБОГО ЗВЕНА В РАБОТЕ !

« ma passion d.d.r. »

albert faust

Mardi 20 mars 1990, 20.30 heures, je reviens de Berlin... Chez moi, comme d'habitude, m'attend ma pile d'hebdomadaires et de quotidiens... Les élections en RDA se disputent la première page avec les débats raffinés du congrès du PS français tenus à Rennes.

Le *Drapeau Rouge*, quotidien communiste belge, titre sur sa couverture du 19 mars : « Allemagne de l'Est : à droite toute ! ». Il rejoint l'avis général des journalistes : rejet par la population est-allemande des ex-communistes, voire des sociaux-démocrates et de la gauche. C'est le virage à droite et les chiffres, les résultats électoraux le crient : 49 % pour l'Alliance pour l'Allemagne (CDU, DSU, DA). La grande Allemagne va renaître sous le signe du nationalisme exacerbé, la gauche retrouve son image de perdant et d'opposant. Tout rentre dans l'ordre.

Quelques jours auparavant, au cours d'un débat passionné à l'UPJB (Union des Progressistes Juifs de Belgique), j'avais écouté des intervenants exprimer leur profonde inquiétude devant l'avenir. Une réunification dont on ne veut pas, va renforcer le super-nationalisme d'extrême droite. De là à entendre au lointain le bruit des bottes et l'irrésistible montée de la guerre, il ne fallait pas beaucoup pousser.

La gauche frissonne, les démocrates s'interrogent et les possédants de capitaux se divisent entre investisseurs hardis (à l'Est, toute !) ou rentiers peureux devant la puissance financière ouest-allemande. *L'Humanité*, elle, s'est lancée dans une campagne contre la réunification en ouvrant, cette fois, une tribune de discussion ou un courrier de lecteurs. Ici, nous sommes carrément en 1950... Le peuple allemand, bien entendu, ne peut que se laisser entraîner dans les pires aventures guerrières. D'ailleurs, n'est-ce-pas, l'extrême droite relève la tête, etc., etc..

Stefan HEYM, l'écrivain contestataire est-allemand a dit au soir des élections : « *il n'y aura plus de RDA. Elle ne sera plus qu'une note au bas de la page de l'Histoire* » (1). Ce mot a fait mouche et s'est retrouvé dans toute la presse allemande et en grand titre du *Bild Zeitung*, ce fleuron détestable du groupe de feu M. SPRINGER.

Non, je me permettrai d'avoir un autre avis et ce sur toute la ligne !

J'ai encore dans les yeux et les oreilles trop de visions et de débats vécus au cours de mes derniers voyages en RDA. La régénérescence de toute la gauche allemande, à l'Est comme à l'Ouest, me remplit d'optimisme tranquille et nuancé. Rien à voir avec la méthode Coué ou l'émerveillement de commande propre aux staliniens et à leurs collègues gauchistes.

chronique d'un échec répété

J'ai mis les pieds pour la première fois en RDA en juillet 1961. Un a priori oh, combien favorable et des lunettes aux verres roses m'y avaient accompagné au milieu de cinquante jeunes « combattants héroïques » de la grande grève de l'hiver 60-61. Nous étions invités par la FDJ (2) et la verte Thuringe nous était apparue si rouge et prometteuse d'un avenir si concrètement positif pour les travailleurs. Tout était enthousiasmant et le socialisme allait en peu de temps régler son compte au capitalisme moribond.

En 1962, un petit séjour dans un Berlin-Est encore en ruines (mis à part l'horrible *Stalinallee*) m'avait donné à comprendre et à défendre la construction du mur le 13 août... Non pas comme « rempart antifasciste » ou « frontière de la paix », mais je l'ai compris comme une naturelle mesure de survie pour cette jeune république en butte à des manoeuvres sordides de l'Ouest capitaliste et tout de même un tantinet impérialiste. Niera-t-on aujourd'hui que les services secrets ouest-allemands et américains utilisaient pleinement cette frontière hyper-ouverte entre les deux Berlin ?

Faut-il à présent oublier que le monde occidental désirait frénétiquement saboter la RDA ? La CIA et les services ouest-allemands étaient-ils des anges et des pro-démocrates sans reproches ? Le parti communiste ouest-allemand était interdit, les « Verts » n'existaient pas encore et la social-démocratie oscillait entre une intégration sans principes dans le système et ses jeunes socialistes plus à gauche. Le *Berufsverbot* ne s'appelait pas encore par son nom mais existait et brimait les progressistes en Allemagne de l'Ouest. Le monde libre organisait méticuleusement l'hémorragie des cadres, des médecins et des techniciens de la RDA. Dans cette région du monde la guerre froide n'avait pas cédé le champ à la détente qui progressait ailleurs en ligne brisée.

Cependant, toute cette réalité-là ne pouvait pas masquer l'échec du communisme est-allemand. La RDA venait de faire la démonstration de son absence totale de **pouvoir d'attraction**.

Comme le disent plusieurs écrivains est-allemands, en prenant cette détestable mesure (le mur !) le régime de Walter ULBRICHT **devait** se condamner à réussir un socialisme meilleur qui séduise **enfin** le peuple de la RDA.

En novembre 1989, en ouvrant trop rapidement la frontière murée, les dirigeants du SED (3) n'ont plus donné de chance à un nouveau socialisme démocratique, une meilleure expérience comme le réclamaient les premières centaines de milliers de manifestants de Leipzig, Dresden et de Berlin-Est.

Au lendemain de la fermeture hermétique des frontières, en août 1962, le défi de construire un socialisme plus attractif a sans doute animé les dirigeants est-allemands. Mais, en se basant uniquement sur une compétition **matérielle** avec le capitalisme.

Robert HAVEMAN, vieux dissident au sein de la RDA, ne disait-il pas : *« Nous gagnerons et de loin, la course de vitesse avec le capitalisme, dès que nous cesserons de courir dans la même direction ».*

En 1973, encore une fois en juillet, ma participation au festival mondial de la jeunesse m'avait donné une impression d'un réel développement des conditions de vie. La capitale se reconstruisait et les magasins ne donnaient pas une vision lamentable.

De temps à autre le *Liedermacher* (4), Wolf BIERMANN, pouvait - après des années d'interdiction professionnelle - interpréter quelques-unes de ses insolentes chansons au cabaret Distel. Mais les librairies, elles, continuaient à ne diffuser que certains classiques littéraires ou les ouvrages de la plus stricte orthodoxie marxiste-léniniste. Même les mémoires de Jacques DUCLOS ne se vendaient qu'en version allemande abrégée... donc expurgée des quelques critiques à l'égard des pays de l'Est. Le PCF vivait ses premiers moments d'eurocommunisme et sous le signe du Programme commun.

La liberté, déjà réclamée par Rosa LUXEMBURG, se faisait attendre. Son célèbre testament politique ne se trouvait pas sur les rayons de la librairie de la *Karl Marx Allee* (ex-*Stalinallee*).

En novembre 1976, l'affaire Wolff BIERMANN sème le trouble dans toute la RDA. On se rappelle les faits... A l'invitation du syndicat de la République Fédérale Allemande, BIERMANN reçoit - oh surprise - un visa pour une tournée à l'Ouest. Il insiste pour des garanties quant à son retour à Berlin-Est. Elles lui sont données. Après son premier concert triomphal à Cologne, Wolf BIERMANN se voit déchu de sa citoyenneté de la RDA. Il ne peut plus revenir. Il insiste. En RDA s'élèvent de très nombreuses voix... Les écrivains (dont Christa WOLF), les artistes, les intellectuels, signent des pétitions. Même au sein du parti SED cela remue et quelques démissions tombent sur la table de la direction. Rien n'y fait et la chape de plomb se renforce sur la vie spirituelle.

Le successeur de Walter ULBRICHT, Erich HONNECKER, manie avec dextérité le tiède et le froid. Plus d'avantages matériels contre une plaisanterie de pluralisme. Et toujours le mur... Les Allemands de l'Est ne peuvent pas voyager.

A l'Ouest, d'éminents spécialistes s'étonnent de cet autre miracle économique allemand, la RDA, qualifiée même de Suisse de l'Europe de l'Est !

En 1983, revenant de la Pologne du coup d'Etat de JARUZELSKI, je me suis arrêté à nouveau en Allemagne de l'Est. La comparaison donnait l'avantage au régime de Berlin-Est par rapport aux autres pays dits socialistes. Plus de vie, plus de biens de consommation, plus de couleurs... Cependant, la rigidité idéologique devenait de plus en plus anachronique. A l'Ouest de l'Allemagne, la gauche se régénérait dans un climat de large liberté. Un parti communiste était à nouveau légalisé, les «Verts» se développaient, le SPD portait en lui une mue dynamique et progressiste. Le mouvement pacifiste prenait une ampleur extraordinaire... et la télévision offrait une palette d'informations et de débats aussi diversifiés que passionnants.

En RDA, et je l'ai vérifié chaque année suivante, les traits d'une caricature du socialisme s'épaississaient encore davantage. Un mouvement pacifiste clandestin coexistait avec les manifestations officielles et obligatoires. Le pluralisme se limitait à la comédie d'un SED, parti dirigeant de par la Constitution, entouré d'une comédie de petits partis satellites, dont la CDU (tiens !). Le tout était régulièrement réélu par 99,99 % à la Chambre du peuple.

Pendant ces années, en RDA, le social et l'économique perdaient la course avec l'Ouest pourtant en pleine crise...

Les travailleurs de la RFA prospéraient et... voyageaient partout dans le monde. Malgré le chômage et tout le reste...

Les métallos de l'Ouest se battent pour les 35 heures/semaines, tandis qu'à l'Est on en est aux 40-42 heures tout au plus.

Dans les entreprises de l'« enfer capitaliste », les syndicats, force redoutable et respectée, luttent pour une meilleure cogestion. Et, dans le « paradis des travailleurs », le syndicat se révèle être encore et toujours la simple courroie de transmission du pouvoir, tout en gérant les maisons de vacances. La grève est interdite, mais les soins de santé restent gratuits malgré la pénurie de médecins.

En fait, l'économie de la RDA si vantée est minée par les plans bureaucratiques et les statistiques truquées depuis la base jusqu'au sommet. La corruption à tous les niveaux, la nomenklatura, n'ont plus rien à voir avec le glorieux passé des plus en plus vieux dirigeants du SED. Tout cela se met à galoper avec une répression accrue et une STASI (5) scientifique. La moindre critique semi-publique pouvait mener à des mois ou des années de prison.

En 1989, la RDA est à bout de souffle, même si, vu de Bruxelles ou de Paris, cet Etat semble si solide. Le choc gorbatchévien l'achève... Les frontières ouvertes de la Hongrie vers le monde occidental entraînent la ruée, l'hémorragie des jeunes de la RDA. Une partie importante de la jeunesse instruite et formée professionnellement ne croit plus en rien. Les discours ossifiés du SED ne passent plus. On ne refait pas le coup d'août 62 en août 89... C'est l'effondrement annoncé qui se réalise.

Les événements sont trop récents et très connus. Il faudra les analyser avec plus de recul. Le 40ème (et dernier ?) anniversaire de la RDA s'est célébré dans les plus raides traditions et n'a pu masquer la répression brutale des manifestations spontanées pour la liberté.

Tout cela s'est déroulé très vite, dans un tourbillon de gratte-ciel qui s'écroule à la suite d'un tremblement de terre. La démission d'Erich HONNECKER et la liquidation de l'ancien bureau politique n'ont pas empêché l'histoire de courir. Les successeurs, KRENZ et SCHABOWSKI, n'ont pas eu le temps de « gorbatchéviser » la vie en RDA. Le voulaient-ils ? De toute façon, à tort ou à raison, ils n'étaient pas crédibles.

Depuis août 89, mes séjours là-bas se sont multipliés. J'étais présent à l'immense manifestation du 4 novembre et j'ai écouté la vingtaine de discours sur l'*Alexanderplatz*. Tous les propos étaient de gauche et ce

dans sa plus totale diversité : depuis un SCHABOWSKI - courageux, mais hué parce que membre du bureau politique du SED - jusqu'aux gens du *Neues Forum* en passant par Christa WOLF, les sociaux-démocrates, Stefan HEYM, etc.. La volonté se manifestait encore en faveur d'une nouvelle expérience pour un véritable socialisme démocratique. C'était la révolution pacifique pour une troisième voie entre le capitalisme sauvage et le stalinisme totalitaire. Mais KRENZ et SCHABOWSKI tenaient à la tête de l'Etat un discours toujours en retard par rapport à la... veille.

Ce fut la fuite en avant et les frontières totalement ouvertes à partir du 9 novembre. La fin du mur sonna le glas de la perspective d'une troisième voie.

Le SED fit le ménage chez lui et ce de façon radicale. Le parti se transforma en un « SED-PDS » tout d'abord, afin d'éviter une scission. C'était une erreur de garder le nom de SED qui rappelait le passé encore chaud des répressions. Mais pouvaient-ils éviter cette erreur ?

Hans MODROW, un communiste intègre et respecté par tous, fut désigné à la tête du gouvernement. Gregor GYSI se vit élu avec enthousiasme à la tête du futur PDS.

Ces deux hommes ont contribué puissamment à sauver les bonnes traditions de la gauche communiste. Gregor GYSI est un avocat de 41 ans qui a toujours défendu des dissidents contre le pouvoir. Il s'inscrit dans la plus belle tradition des intellectuels juifs berlinois de gauche. Cet homme étonnant fascine par son côté inattendu d'humour à la Woody ALLEN, lié à la dialectique de Bertolt BRECHT ! Un mélange savoureux qui a réussi à rassurer d'abord, à galvaniser ensuite les centaines de milliers d'affiliés restés fidèles à un parti qui en a perdu plus d'un million (6).

Au milieu de février 90, les sondages donnaient 5 % au PDS. A Berlin, mes amis et interlocuteurs me confirmaient ce pronostic. Un score polonais ou hongrois, en somme...

En mars, après une campagne moderne et qui a démontré le renouvellement de ce parti au passé si chargé, GYSI et MODROW ont pu récolter plus de 16 % de voix (et 30 % à Berlin)... Troisième parti en RDA et second à Berlin, le PDS a réussi à gagner à lui de nouveaux adhérents parmi la jeunesse ! Berlin-Est continue (ou commence) à lui appartenir en grande partie.

Le vendredi précédant les élections, vers 18 heures, dernier meeting avec Gregor Gysi qui arrive pendant la diffusion... d'*Imagine* de John LENNON ! Le courant passe parmi les dizaines de milliers de participants de l'*Alexanderplatz*.

Et le dimanche soir, mis à part la fête de la bière à la permanence de la CDU triomphale, c'est à la maison du PDS que l'ambiance était la plus gaie... et de qualité.

Cette partie de l'Allemagne nous réserve-t-elle encore de grandes surprises ?

noir pessimisme pour l'avenir ?

Je revois ce titre de mes amis du *Drapeau Rouge* : « Allemagne de l'Est, à droite toute ! ». Peut-être est-ce faux et un peu superficiel ?

D'abord, les chiffres électoraux méritent d'être examinés de plus près... Si pour l'ensemble du pays la gauche ne totalise que 43 ou 44 %, elle est majoritaire dans les régions du Nord et le grand Berlin. Le Sud, par contre, s'est prolongé dans les traditions de la Bavière voisine et a voté massivement pour le parti d'Helmut KOHL et son satellite est-allemand qui a collaboré avec le vieux SED.

Ceci ressemble furieusement à la carte géopolitique de l'Allemagne existante et persistante depuis le début du siècle. Avec des changements par-ci et par-là, des glissements, etc..

Nous ne connaissons sans doute plus deux **Etats** allemands d'ici un an, mais il existera toujours deux Allemagnes. Il y a toujours eu une Allemagne de Kurt TUCHOLSKY et Bertolt BRECHT et une de Martin HEIDEGGER et Arno BRECKER...

Je ne peux donc pas me résoudre à voir en noir l'avenir politique de ce pays étonnant.

Les Français et les Belges francophones ne s'intéressent pas à ce qui se passe outre-Rhin. Il y a comme un fond de racisme anti-allemand qui mène à mépriser la vie politique en Allemagne et ses originalités.

Pourtant, il s'est développé un puissant mouvement novateur. Les espérances alternatives figurent parmi les plus intéressantes du monde. La réflexion sur la guerre, le racisme, le respect des minorités et l'émancipation de chaque groupe d'opprimés se révèle très forte et profonde... Certains connaissent bien la *Deutsche Gründlichkeit*.

La gauche allemande est riche de son histoire et de ses perspectives. Bien sûr, il y a encore un grand nombre de groupes de « hard-gauchistes » qui parlent comme dans les livres anciens ou qui poléminent encore avec la défunte 3^{ème} Internationale... Mais, connaît-on assez dans nos pays la vigueur des *Grünen*, malgré leurs incroyables divisions ? Y a-t-il eu un seul reportage sur l'activité d'un COHN-BENDIT, adjoint à la mairie de Francfort-sur-le Main ?

Le parti social démocrate, SPD, outre son poids électoral, représente un gigantesque laboratoire d'idées nouvelles. Quel parti important de gauche a réglé, comme lui, le problème de l'avancée des femmes dans ses propres rangs ? A-t-on pris la mesure de la qualité des débats au sein du Congrès et avant ceux-ci ? Un Oskar LAFONTAINE ne fait pas que défrayer la chronique. Il a aussi porté en avant une réflexion fondamentale sur la société de l'avenir. Un LAFONTAINE n'hésite pas à se battre pour que la gauche regagne l'hégémonie culturelle dans son pays et en Europe. Il ne craint pas de réhabiliter le progrès tout en désirant en maîtriser les risques. Ses thèses sur la répartition du travail et la diminution du temps de prestation ont certes choqué le syndicat DGB, mais le débat a eu lieu sérieusement au cours des congrès. Il n'est pas exclu de voir ce SPD au pouvoir avec ou sans l'alliance avec les Verts ou les libéraux du FDP.

Des Verts, un SPD intéressant et - *last but not least* -, le nouveau PDS de Gregor GYSI, tout cela forme une gauche puissante et intelligente. On a connu pire pour la gauche, en Allemagne en tous les cas !

Comme me disait mon ami et frère Wolf BIERMANN au cours d'une interview à Hambourg, en 1984 : « *mais la lutte pour plus de dignité humaine, pour plus de liberté, plus de justice, continue toujours. Seuls les costumes changent* ».

Alors, à droite toute ? Pas en Allemagne en tous les cas...

Notes

(1) « *Es wird keine DDR mehr geben. Sie wird nur noch eine Fussnote in der Geschichte sein* ».

(2) FDJ : « Jeunesse Libre Allemande », c'est-à-dire Jeunesse communiste de la RDA.

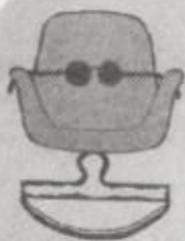
(3) SED : « Parti Socialiste Unifié », c'est-à-dire le parti communiste de RDA.

(4) *Liedermacher* : faiseur de chansons, chansonnier, auteur-compositeur.

(5) STASI : police politique secrète.

(6) On parle d'une chute de 2,2 millions à 750.000 ou 650.000 affiliés.

**УБРАТЬ
ИЗ НАШЕЙ ЖИЗНИ!**

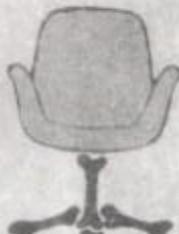


КОМПАКТНОСТЬ

СТУКАТОСНАТ

ПРИКОСНОС

ПРИКОСНОС



ПОКАТУВА

УМЕТНО

КОМПАКТНО

КОМПАКТНО

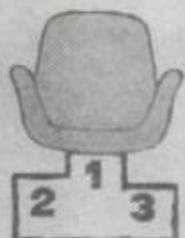


НЕКОМПЕТЕНТНОСТ

УМЕТНО

САМОНЕЖНО

УМЕТНО



bouleversements à l'est : quelques réflexions provisoires

roland lew

C'est peu dire que les bouleversements qui se produisent quasi quotidiennement à l'Est représentent des événements importants. Il s'agit sans conteste d'un fait majeur du siècle. D'un défi intellectuel social et même de civilisation. Tout est en question. D'abord, bien entendu, les régimes et sociétés à l'Est.

Mais est tout autant en question la notion, la signification, la possibilité, la crédibilité du socialisme - voire la simple énonciation du terme - au moins dans le monde occidental, mais ailleurs aussi, semble-t-il.

Aussi ne s'agira-t-il ici que de mettre en évidence quelques points. Il n'y a d'ailleurs rien de scandaleux à admettre que l'on n'est pas prêt à avoir une véritable mesure de ce qui se fait et défait à l'Est et de pouvoir pleinement en peser les répercussions planétaires. Il nous manque le recul, et le temps pour entreprendre des bilans sobres et distanciés. Mais il n'est pas trop tôt pour commencer des réflexions partielles et provisoires. Tel est le propos de Roland LEW dans une version revue d'un exposé fait le 31 janvier 1990 à la conférence sur « la tentation libérale » organisée par l'Université de Jussieu (Paris VII).

à l'est du neuf et de l'ancien renouvelé

Commençons par ce qui fait l'actualité . On assiste à un processus très rapide de décomposition, parfois d'effondrement, qui annonce, souvent, une très complexe recomposition. des sociétés et des systèmes. Et l'aspect « complexe » semble encore plus remarquable que la dimension « recomposition ». Ce qui disparaît est plus évident que ce qui

surgit. Cet écroulement fait surgir des figures originales. On assiste ainsi à une véritable auto-dissolution des pouvoirs en place, et même à une auto-dissolution complète du système économique, social et politique : un phénomène rare dans l'histoire, inattendu à l'Est. De quoi occuper les politologues (et pas seulement eux) pendant quelque temps.

Même si ce phénomène de disparition acceptée par « l'ancien régime » n'est pas général et que rien n'est complètement joué (en URSS par exemple ; sans parler de situation allant - provisoirement ? - en sens inverse, comme le cas chinois), ce constat sur ce qui ressemble souvent à une « capitulation » en rase campagne doit modifier notre vision du monde à l'Est. Plus que jamais, il s'agit de soumettre à une vive critique les présupposés de la théorie du totalitarisme. Dans sa conception originelle et forte, cette théorie insistait sur la surpuissance - étatique, policière, idéologique, de pénétration des consciences et de la vie privée - du pouvoir, du nouveau régime ; envahissement étatique qui contrastait avec la faiblesse voire, disait-on, l'inexistence du social. Dans sa version « faible », affadie, mais aujourd'hui communément acceptée, à l'Est comme à l'Ouest, le totalitarisme ne signifie plus que les formes de despotisme moderne au contenu vague et peu discriminatif. La plupart du temps, le terme est utilisé comme un synonyme de pouvoir puissamment, cruellement despotique.

A l'opposé de la conception forte, on peut constater, au moins pour les périodes récentes, une présence plus active de la société que nombre d'analystes ne le pensaient. Comme quelques observateurs perspicaces l'avaient vu (notamment M. LEWIN, pour la Russie stalinienne), la société niée et soumise émerge ou réémerge et devient de plus en plus agissante. Cette présence prend des formes très diverses, et concerne très inégalement les composantes sociales. L'action du social, des groupes et sous- groupes sociaux, la reconstitution de structures communautaires et ethniques sont les éléments moteurs dans une dynamique d'évolution qui fait bouger et même qui ébranle progressivement les pays de l'Est.

Dans ce contexte d'une vie sociale diversifiée et où le projet monolithique du parti-Etat ne peut durablement s'établir, il faut alors mettre au jour ce processus hier encore mal décelé : la lente mais indéniable « désoviétisation » préparée à l'intérieur et progressivement mise en oeuvre par des secteurs du régime. Jusque très récemment encore, il s'agissait à la fois, en Europe de l'Est, de préparer la sortie du socialisme réel (selon plusieurs variantes), et aussi de prendre de prudentes distances par rapport à l'URSS. Le côté nécessairement souterrain, discret, de ce cheminement explique - sans toujours justifier une cer-

taine myopie des chercheurs - que cette désoviétisation n'ait pas été clairement identifiée. Mais sans cette donnée essentielle, les bouleversements de ces derniers mois seraient à l'évidence en partie incompréhensibles. Si c'est en effet la pesée de la société qui a donné le signal, et métamorphosé une lente pérégrination en une poussée éruptive, ce sont pourtant les transformations internes au régime - de certaines de ses composantes - qui ont permis le passage presque d'un seul coup à une situation nouvelle, impensable auparavant. Situation impensable mais en fait secrètement pensée, et dans une certaine mesure mise en oeuvre. On ne peut pas expliquer autrement les surprises de ces derniers mois.

C'est ainsi, par exemple, qu'on pouvait entrevoir en Chine une volonté de sortie du socialisme réel qui devenait évidente, presque assumée, chez certains cadres du PCC dans le mouvement de la réforme post-Mao, ou plus exactement dans le débordement progressif du réformisme tempéré et autoritaire de Deng Xiaoping.

Mais les comportements effectifs des groupes dominants à l'Est recèlent encore bien des inconnues. Si les informations répétées sur les transferts secrets d'argent vers les banques suisses (et autres) de grands et moins grands dirigeants aujourd'hui déchus, comme Jivkov en Bulgarie, se confirmaient, cela apporterait une autre perception du pouvoir « communiste » à l'Est. Si - mais depuis combien de temps ? - certains de ces chefs apparemment solidement assis sur leur trône « prolétarien » se comportaient en fait comme de vulgaires généraux sud-américains, cela attesterait de l'existence d'un pouvoir à l'Est conscient de sa fragilité et, plus important encore, dépourvu de cette conviction que beaucoup, y compris parmi ses ennemis, lui attribuaient. A tout coup cette nouvelle (?) donne banaliserait la soi-disant irréductibilité du socialisme réel. Mais n'allons pas trop vite, il faut d'abord que les « si » deviennent des preuves factuelles. Et que l'ampleur du phénomène soit mieux appréciée.

Autrement dit, s'il y a du neuf, c'est parce que la connaissance du socialisme réel était insuffisante, soumise à trop d'a priori et de certitudes tranchées. C'est aussi qu'il représentait à la fois une forme économique-sociale originale et instable qui ne pouvait que se transformer et rejoindre de nouvelles « normes » économiques et sociales. Du moins, à partir du moment, phase caractéristique des dernières années, où, d'une part, l'idée, l'espoir d'une alternative fondée sur une auto-réforme plus ou moins radicale perd toute crédibilité, et la plupart de ses protagonistes ; et où, d'autre part, le rêve d'une alternative impliquant une renaissance d'un socialisme authentique ne trouve ni soutien de

masse, ni projet cohérent. Il ne reste alors qu'un sentiment sourd ou violent de rejet du socialisme réel. Et surtout de l'appareil étatico-bureaucratique porteur, garant et élite privilégiée de ce socialisme passablement irréel.

C'est dans cette transformation/décomposition/passage que se révèle la nature propre de ce système - l'énigme qu'il a représenté - et les traits originaux de cette transition socio-politique qui se déroule devant nos yeux. Pas étonnant que nous soyons étonnés presque chaque jour par les révélations qui viennent de l'Est...

Il est tout aussi important de constater la réémergence en force de figures anciennes revues (renouvelées). Il s'agit avant tout de la remontée des questions nationales, ethniques, enfouies, niées, conservées ; et de la réapparition de formes sociales, religieuses, politiques traditionnelles : ainsi les sociétés secrètes en Chine, d'anciens clivages politiques en Europe de l'Est, la poussée religieuse un peu partout. C'est à la fois l'indice d'un monde à l'Est, de régimes, qui ont été de véritables conservatoires (mettant sous l'étouffoir, sous pression : d'où la remontée éruptive). C'est aussi, c'est peut-être surtout la sanction de promesses non tenues, de l'échec d'une modernité non accomplie, voire cassée (situation évidente dans les explosions nationales et les conflits inter-ethniques en URSS).

On l'a dit et répété ces temps-ci, le socialisme réel s'effondre sans qu'une alternative originale ne surgisse. Son antagoniste traditionnel, le capitalisme « libéral », bénéficie alors de sa crédibilité perdue. Au point qu'il y a parfois tentation (et plus encore) pour les populations à l'Est de se donner sinon de se vendre à ce « sauveur » qui vient de l'extérieur. D'autant plus que dans le monde occidental et dans l'aire des NPI, (nouveaux pays industrialisés) d'Asie, le capitalisme connaît une période plutôt favorable... si l'on accepte de fermer les yeux sur beaucoup d'aspects « normaux » de l'exploitation (ou de la surexploitation) capitaliste. C'est là une situation sans doute provisoire, mais qui marque un retournement complet de situation par rapport aux années trente, à l'époque où les succès (effectifs et apparents) des plans quinquennaux soviétiques faisaient contraste avec la débandade d'un capitalisme se débattant dans les affres de la Grande Crise.

Le vide du présent est occupé par ce qui peut remplir et masquer le vide : les anciennes croyances nationales, religieuses. Anciennes parce qu'elles viennent de loin, et quelquefois nous ramènent loin dans le passé et l'arriération. Mais il ne faut pas être simpliste. Les phénomènes

anciens s'adaptent aux réalités nouvelles. La nouvelle religiosité russe est aujourd'hui urbaine et non plus rurale. Le nationalisme russe est un kaléidoscope où coexistent les pires régressions, l'obscurantisme le plus total, et de nouveaux courants modernisateurs. Et là où, comme en Pologne, le cléricanisme s'est identifié à la résistance au despotisme du socialisme réel, l'écroulement de ce dernier fait remonter un anticléricalisme populaire, vivace jadis, face au risque représenté par le despotisme en soutane aux traits nouveaux et... anciens. De façon générale, ce magma de situations est surtout lié à l'extraordinaire désarroi qui accompagne la désintégration du socialisme réel. C'est aussi la confirmation de la pluralité des mondes agissant sous la fausse apparence d'un univers illusoirement homogénéisé.

Ce qui apparaissait, non sans raison, comme moulé dans une matrice unique, celle importée du modèle soviétique, une fois sorti de ce moule, prend ou reprend des formes très spécifiques, où se marquent les effets locaux, nationaux, continentaux, les héritages historiques, voire les pressions et attirances de l'environnement. La tradition démocratique a plus de sens à Prague qu'à Bucarest ou Moscou. Mais elle a aussi un peu plus de signification concrète à Moscou qu'à Pékin. Peut-être même que la problématique sinon de la démocratie, du moins du pluralisme est plus ouverte au Vietnam qu'en Chine : question d'influence, de tradition (le débat politique était vivace à Saigon dans les années trente), voire de contiguïté certes ambiguë avec l'ancien colonisateur français...

mettre à plat, reposer à neuf les grandes questions

la nature du stalinisme (et de ses dérivés plus ou moins spécifiques et infidèles, le maoïsme, etc.)

Le stalinisme pose de nombreuses questions, à la mesure des débats et passions qu'il a soulevés, mais aussi du flot d'informations, des révélations qui viennent quotidiennement s'étaler dans les media soviétiques. L'interrogation concerne, pour une bonne part, la signification de la matrice « soviétique » des années 30 en URSS. Cela concerne le cas « russe » et cela implique par extension un modèle général qui s'est exporté (par la contrainte) et importé (sans contrainte extérieure). Autrement dit, ce qui s'est constitué dans les conditions particulières d'un pays, à l'intérieur d'un moment « extraordinaire », dramatique, et de

surcroît dans l'improvisation, s'est présenté, s'est voulu et a été accepté sur la scène russe et mondiale comme un message universel capable d'entraîner une large adhésion, et de pousser à l'imitation quelquefois caricaturale (c'est le cas des premiers plans quinquennaux un peu partout).

Il s'agit là d'un mystère qui est loin d'être éclairci. Pourquoi diable la situation russe, si peu commune, et d'ailleurs traditionnellement ressentie (par les Russes ET le monde extérieur) comme sans équivalent devenait-elle porteuse d'un modèle valable pour le monde entier, et acceptée comme tel sinon partout, du moins dans nombre de lieux de la planète ? Qu'est-ce qui dans un messianisme russe adaptant et transformant, dénaturant, des idées et pratiques de l'Occident (le marxisme, l'industrialisation...) pouvait rencontrer des besoins (idéels et matériels) de populations vivant dans un contexte différent du cas russe ?

A la lumière d'un flot croissant de données couvrant parfois des secteurs hier encore mal connus, ou inconnus, on peut mieux établir le bilan des années trente et constater, confirmer le lourd passif qui en découle. Il faut donc remettre à plat les grands thèmes de discussion et, en tout premier lieu, revenir sur l'analyse célèbre et répétée qui présentait le stalinisme comme une modernisation stalinienne par les moyens (inévitables ?) de la barbarie. On reconnaît là une réflexion souvent entendue depuis les années trente - à partir des réalités et apparences soviétiques de ces années-là. Cette idée de la modernisation nécessaire et barbare est défendue par des critiques du stalinisme comme I. DEUTSCHER, dans les années 40, et même antérieurement par des penseurs comme le menchevik émigré F. DAN, l'austro-marxiste O. BAUER - ces derniers étant des socialistes opposants farouches du bolchevisme dès la révolution de 1917 - et par bien d'autres. Et sans doute, il s'agit de lui faire un sort définitif : de mettre en évidence, face à la surabondance des évidences factuelles, la nature contre-révolutionnaire, non-moderne, de ce qui s'est voulu moderne (d'époque) et révolutionnaire.

Dans un dossier de plus en plus chargé, contentons-nous ici d'un exemple. L'instrumentalisation, la manipulation cynique de l'ethos religieux particulièrement vivace dans la majorité paysanne russe, y compris (surtout) pour faire accepter la démonologie répressive du pouvoir stalinien - l'adversaire devenant un monstre à écraser - et pour favoriser la déification de Staline attestent de cette négation de la modernité. Staline n'a pas inventé la démonologie populaire, elle préexiste à l'arrivée du pouvoir soviétique, elle s'enfonce profondément dans l'histoire russe et dans la conscience paysanne. Mais la décision apparemment délibérée d'utiliser ce potentiel, donc de faire fonds sur ce qu'il y a

de plus obscur et régressif dans les convictions populaires, caractérise bien le pouvoir stalinien qui lance sans préparation le pays dans la voie de l'industrialisation accélérée en n'hésitant pas sur l'emploi le plus outré d'un passé rétrograde. Cette coexistence de barbarie (acceptée) et de modernité (mal pensée, mal maîtrisée) continue à exercer de lourds effets jusqu'à nos jours, dans un monde social pourtant profondément modifié.

Quand, par ailleurs, on apprend ces jours-ci que certains des camps de concentration allemands ont servi après la deuxième guerre au même usage pour le nouveau pouvoir « rouge » Est-allemand - et pas seulement pour y interner d'anciens nazis - cela confirme et amplifie tout ce que l'on sait, tout ce que l'on sent, sur l'absence de scrupule de cet étrange socialisme, de ce vrai-faux socialisme, de cet héritage stalinien qui semble vouloir illustrer la maxime fameuse de l'ultra-gauche allemande : « fascisme noir, fascisme rouge ».

Si dans les années trente un système sans équivalent se construit, ou si à tout le moins s'instaure un mode nouveau de gestion du social, il ne faut pas trop vite écarter les idées souvent proposées sur l'importance de la longue durée russe. On peut indéniablement tracer une continuité despotique ; on peut aussi parler d'un ethos propre à la Russie, à son immensité, à son messianisme très particulier, à sa souffrance, à son arriération. De même, il faudrait prendre en compte les effets de l'isolement, situer la hantise de l'encerclement, donner la mesure d'une certaine complaisance voire d'une fascination pour l'autarcie ; ou encore faire la part des sentiments de supériorité (qui n'empêche pas une perception d'infériorité, voire chez certains une véritable volonté de sortir du cercle vicieux et de l'enfermement russe). Longue durée russe, complexités soviétiques et simplifications staliniennes (G. RITTERS-PORN) : un mélange détonant qui produit une histoire chargée, quelque fois grandiose, souvent dramatique et toujours difficile à gérer.

socialisme réel et modernité

Il s'agit de peser les éléments de modernité et de non modernité dans la logique du socialisme réel de façon plus générale, y compris dans ce qui précède la phase stalinienne et la suit. Dans ce qui n'est donc plus la phase dynamique, paroxystique, despotique. Voire dans ce qui s'est voulu différent (le maoïsme...).

Le développement économique, culturel et en partie social a été impressionnant - a donné une impression de force sur le moment - dans une phase constructive ; et cela dans tous les pays de l'Est. Il prend la

forme d'une économie centralisée, d'une étatisation autoritaire de la vie économique et sociale, d'une mise en tutelle du monde social, mais aussi d'un accès à la culture, d'une grande mobilité sociale, d'une nouvelle fierté nationale. Une situation que l'on retrouve dans des nations où le monde social moderne est embryonnaire et peu présent (Russie, Chine, Vietnam...), mais aussi dans des pays pourvus de sociétés modernes, potentiellement actives (Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie). Ce sont là des données relativement bien répertoriées.

Le bilan actuel tend cependant à amoindrir les résultats du passé, à révéler des plaies, notamment écologiques, plus graves que les pires craintes. De nouvelles estimations du rythme d'industrialisation dans le cas soviétique ramènent les succès du passé à un niveau plus modeste. Voire très modeste : un économiste soviétique ne réduit-il pas de sept huitièmes les statistiques de son pays qui affirment que la croissance industrielle sur sept décennies aurait permis de multiplier la production par nonante. Elle ne serait que d'environ douze fois le niveau d'avant la première guerre mondiale, ce qui n'aurait rien de spectaculaire, sauf le prix payé pour atteindre ce résultat. Il s'agit d'une réévaluation (d'une dévalorisation !) menée selon des méthodes très approximatives mais qui va dans le sens, et même amplifie, des estimations déjà fort sévères émises par des chercheurs américains, comme NUTTER, dès les années 60. Il est vrai que ce dernier ne faisait que diviser par quatre les résultats pour les quarante premières années !

On ne peut nier l'existence d'un projet de modernisation, mais qui a trouvé ses limites, et qui a même bloqué les étapes ultérieures de la modernisation. Il s'agissait d'une modernisation d'époque, peu adaptative, on peut même dire centrée sur une étape de l'industrialisation (grandes usines, sidérurgie, de vastes projets...) qui n'allait pas tarder à être remise en question, un projet de surcroît insensible au contexte de l'industrialisation (l'écologie, le cadre de vie des populations...). Bref le quantitatif (les tonnes d'acier...) et non le qualitatif considéré comme inabordable pour une longue étape, et, de toute façon contradictoire avec la logique sociale du pouvoir et aux modes d'encadrement (étatique, autoritaire) des populations.

Depuis quelque temps, une controverse fait rage sur la modernité : modernité, post-modernité, la modernité totalement identifiée au capitalisme, etc.. Il est frappant à cet égard que le socialisme réel n'a jamais été partie prenante d'un tel débat. La modernité c'était « classiquement » l'industrie - et l'industrie d'alors, ou de la phase antérieure : l'acier, le charbon, les grandes usines. L'originalité se situait dans le mode d'accu-

mulation et dans le système de pouvoir et de contrôle social qui était lié à cette accumulation ultra-rapide, centralisée, faite d'un commandement autoritaire sur le social.

L'indépendance nationale, voire une certaine autarcie constituaient des motivations fortes pour des nations qui avaient - dans le tiers-monde, notamment - subi fortement le poids impérialiste, l'imposition coloniale.

On trouve de plus en plus d'auteurs pour insister sur le manque d'Etat à l'Est, plutôt que sur le trop-plein et sa trop grande puissance. Dans cette argumentation, on joue parfois sur les mots, notamment quand on argue de l'absence d'Etat de droit, ou de l'insuffisance de l'appareil juridique (en fait une certaine protection contre l'omnipotence étatique). Mais il y a dans cette remarque plus qu'un goût manifeste du paradoxe. On peut y trouver un fond de vérité. La prolifération étatique à l'Est cache en effet une absence de l'Etat dans nombre de secteurs caractéristiques de la modernité, une étonnante déficience de l'Etat, et la multiplicité des zones de la vie sociale et économique qui sont régies non par des règles établies mais par des sortes d'arrangements coutumiers, ou par des rapports de force. Rien d'étonnant alors que ces espaces vides, ou ces espaces d'incertitudes soient occupés, envahis par la corruption et toutes les formes grises ou noires d'illégalités indispensables au - pas très bon - fonctionnement de l'ensemble. Ce que mettent en place les réformes, c'est aussi un Etat aux règles définies. Le moins d'Etat à l'Est devient ainsi dans un premier temps du plus d'Etat !

Ce qui est particulièrement en jeu, dans la trajectoire du socialisme réel, c'est le blocage du processus de maturation sociale. Comme l'a montré Moshé LEWIN, à propos des années 30 en URSS, la société se reconstitue, apprend à se défendre, mais sous le régime, contre lui, malgré lui. Et surtout se déploie plus vite et plus fort que le reste de la société, cette société particulière qu'est le parti-Etat, donc la nouvelle structure sociale de domination. Cette élite étatico-bureaucratique transforme le despotisme en un autoritarisme régulier qui écrase certes moins la société, mais qui continue à la nier. La maturation sociale reste mal perçue, et encore plus mal acceptée, jusqu'à ce qu'elle remonte de manière explosive à la surface.

force et limites du socialisme réel

Longtemps le socialisme réel frappait par sa force expansive (à l'extérieur), son dynamisme intérieur, sa force d'encadrement, de contrôle et de mobilisation des populations, son autoritarisme persistant.

Cette force s'épuise après des périodes de temps assez réduites (dix à vingt ans de développement industriel ; des problèmes graves surgissant dès les premier, deuxième ou troisième plans quinquennaux). Le diagnostic de cette force devenue faiblesse a été entrepris maintes fois et depuis longtemps. Ce n'est pas sur ce sujet que la période actuelle récente apporte des lumières originales ; sauf peut-être à accuser les traits et à montrer qu'il s'agissait plus d'impotence que de faiblesse.

La question devient alors celle du changement, d'abord celle de la réforme limitée du socialisme réel, puis d'une réforme plus radicale, celle devant conduire au socialisme de marché. Lequel socialisme de marché s'avoue de plus en plus une non-alternative et un réel cheminement, très résistant souvent, vers le capitalisme. D'où la tentation chez certains de procéder à un brutal passage vers le capitalisme sans transition (Pologne...); ou, au contraire, la volonté d'opposer une vive résistance à ce passage (en s'accrochant à une soi-disant spécificité du socialisme de marché ; sans oublier les entraves multiformes, et pour des raisons contradictoires, des populations et de l'appareil).

Les élections en cascade en Europe de l'Est tout au long de ce printemps fournissent et fourniront sur cette question d'utiles éclaircissements. Et sans doute un nouveau lot de surprises. Comme dans cette élection de RDA du 18 mars marquée par une volonté très majoritaire (donc aussi de couches populaires) de sortir vite du socialisme réel, et de prendre le risque d'être pleinement pris en charge et dominés par le capitalisme d'Allemagne de l'Ouest. Election qui a montré aussi une certaine capacité d'adaptation d'une partie des cadres du socialisme réel plus ou moins revu... Ou son effondrement, comme dans le cas hongrois, où l'on voit le système (relativement) le plus flexible du « camp socialiste » et de larges secteurs du parti communiste, pourtant décidés à organiser eux-mêmes la mutation, se faire cependant massivement rejeter par les électeurs.

socialisme et socialisme réel

Nécessité d'un bilan sobre : ni fuite, ni complaisance. Il faut mettre à plat et évaluer la signification de ruptures souvent précoces mais aussi des liens effectifs. Constaté que dès 1918 les promesses et espérances du bolchevisme, ou même les attentes enthousiastes de 1917, n'ont plus grand chose à voir avec la situation de la Russie qui entre en guerre civile.

Et encore moins quand le pays sort ruiné de cette guerre (1921), désurbanisé et reruralisé : renvoyé loin dans temps. On peut constater dans le même ordre d'idée l'enracinement de l'étatisme, l'autoritarisme fonctionnel et peut-être inévitable du maoïsme qui prend le pouvoir en Chine en 1949. Le processus révolutionnaire, ce qui lui permet de vaincre, implique un mélange de nationalisme et d'étatisme mobilisateur. Le parti communiste chinois est d'emblée un parti-Etat qui anime mais aussi contrôle et tient sous sa tutelle - avant 1949 - les masses paysannes qu'il pousse vers l'action révolutionnaire. Il lui arrive à plus d'une occasion de freiner les masses et de les frustrer de leur aspiration immédiate.

Mais il s'agit aussi de reprendre des interrogations pas entièrement élucidées et qui renvoient aux impensés du rapport entre socialisme réel et socialisme.

les réalités du monde ouvrier à l'est

Quels types de monde ouvrier correspondent au socialisme réel ? Il faut en effet mieux analyser l'existence probable de divers groupes ouvriers spécifiques au fonctionnement du socialisme réel. Mettre en lumière des traits caractéristiques de l'ensemble, mais aussi ne pas négliger des différences nationales importantes (les mondes ouvriers contrastés, voire opposés que l'on trouve en Chine...). Il y a aussi à mieux cerner les rapports effectifs entre monde ouvrier et régime du socialisme réel, et à étudier les évolutions de ces rapports.

Le monde ouvrier, c'est à la fois un groupe soumis et un groupe avantagé, protégé, exploité, étroitement contrôlé. Longtemps classe-appui et vivier de recrutement pour la constitution du nouveau groupe dominant - mais pendant une période qui n'excède pas en général dix ou quinze années (après l'élite fait essentiellement de l'auto-reproduction).

Ce monde ouvrier est de plus en plus mis à distance, et aujourd'hui dédaigné au profit d'autres groupes montants : les intellectuels, la techno-bureaucratie et surtout les nouveaux entrepreneurs. Mais il s'agit d'un groupe social (d'une classe ?) qui résiste à des changements imposés, et qui sait par expérience comment exercer des pressions efficaces sur le pouvoir. Peut-il pour autant (re)conquérir une autonomie d'action ? C'est à la fois un enjeu important et une inconnue majeure de la période actuelle.

la figure de l'état

Il faut revenir sur l'étatisme (l'Etat comme protecteur) des masses socialistes ou radicalisées d'avant la révolution (il y a des exceptions : les courants anarchistes...). L'Etat à l'Est et les masses : c'est un mélange de mise en tutelle et de réponses à des attentes de sécurité, de protection des besoins économiques et sociaux de base.

Et pas très loin de l'Etat, se profile la figure de l'autoritarisme, plus ou moins accepté par les masses. Comment expliquer cette force, et même cet enracinement de l'étatisme dans des nations très hétérogènes du point de vue de leur niveau économique, social, de leur passé historique et culturel ? C'est là, à l'évidence, un problème qui remonte aux sources de la tradition socialiste, aux contradictions, ou au moins aux ambiguïtés de la révolte dans les temps modernes : une ambivalence entre autonomie et sécurité, entre stabilité et incertitude du mouvement, de l'innovation, du risque. Il est significatif que le socialisme réel a mélangé, et confondu, ces deux dimensions de maîtrise, de protection, d'un côté, de risque et de dynamisme (incontrôlé), de l'autre. Confusion redoutable qui supposait de mouvantes alliances sociales (les élus) et d'exclusions (les réprouvés), de tolérance à un certain autoritarisme, une perte acceptée de liberté et d'autonomie.

Le socialisme réel de ce point de vue puise ses racines loin, y compris, mais pas exclusivement dans la tradition socialiste (dans le refus, la révolte sociale...). Sa fragilité actuelle, son effondrement dans plusieurs pays (et tendanciellement dans tous) ne doivent pas faire oublier sa puissance d'antan ; ou plus encore sa capacité à explorer une voie étatiste répondant à de réelles attentes des opprimés.

Autrement dit, dans ce qui se fait et se défait, dans ce qui est la défaite aujourd'hui du socialisme réel se logent nombre d'énigmes. L'énigme de son rapport à ses origines socialistes. L'énigme de sa puissance et de sa « soudaine » impuissance. Mais il s'agit aussi d'un questionnement qui nous ramène moins vers un bilan du passé qu'il ne nous pousse à une écoute attentive du présent. Car c'est maintenant que les sociétés sont sur le devant de la scène ; c'est donc dans un avenir plus ou moins proche que l'on verra à l'oeuvre les potentialités des classes, groupes et conglomerats sociaux qui les composent. Ce sera l'épreuve cruciale, le constat tranchant sur l'héritage effectif du socialisme réel, et sur une possible revitalisation - dans un contexte renouvelé - du message et surtout des pratiques du socialisme émancipateur. Test crucial, épreuve redoutable, nul n'en doute.

effets géopolitiques, dimensions nationales et continentales

Les bouleversements à l'Est ont des conséquences géopolitiques importantes et de longue durée. Ils font remonter en pleine lumière des dimensions nationales et continentales. C'est aussi dans ce contexte que l'on peut mieux éclairer la question si « chaude », et d'actualité, de la démocratie et de l'autoritarisme dans le processus de changement à l'Est.

Les effets géopolitiques sont pour une part conjoncturels. Une conjoncture qui résulte directement d'un affaiblissement de l'URSS. On sait que ce fut là la clé de la possible libération à l'Est. Mais on ne peut ignorer que cela signifie une main et un bâton plus libre et plus lourd pour l'impérialisme américain, comme on le voit en Amérique latine. Aujourd'hui à Panama. Demain peut-être, au Salvador ou même à Cuba. Voir la situation du Nicaragua...

Mais plus que de conjoncture, c'est surtout une profonde restructuration géopolitique qui est à l'oeuvre, tout particulièrement de l'espace européen (mais ce qui se fait en Asie de façon moins explosive n'est pas forcément moins décisif). C'est le retour sur le devant de la scène de la question allemande. En fait une course très rapide et inattendue - et pour beaucoup, à l'Est comme à l'Ouest, non voulue - vers la (ré)unification allemande. C'est aussi la vieille interrogation sur le « pouvoir » qui dominera l'Europe centrale « déssoviétisée ». Ce sont encore les traditionnelles divisions balkaniques qui s'étalent à nouveau. Et c'est enfin l'immense interrogation sur le devenir de l'URSS. Une Union des Républiques socialistes qui par nature n'a pas de frontière fixe (sinon à la limite planétaire), mais dont le destin en fait est inséparablement lié au passé russe et à ses mutations. Et qu'en sera-t-il de l'ensemble soviétique que l'on dit menacé, situation impensable il y a seulement deux ou trois ans ?

Ce qui se fait à l'Est, c'est alors autant ce qui se défait dans l'« empire russe » - dans ce que l'Union « soviétique » affirme comme continuité impériale - que ce qui pourrait éventuellement se construire sur ses décombres. Ce sont alors de longs siècles d'histoire qui cherchent une issue, un nouveau cours. Et qui sait, un nouveau drame. Ou peut-être la sortie des drames et de la souffrance. En tout cas, il s'agit d'une interrogation passionnante, passionnée. Et d'une histoire à rebondissements. On pourrait dire d'une sorte de roman-feuilleton à la fois palpitant et plein de d'épisodes imprévus, s'il ne s'agissait pas d'une affaire sérieuse, aux implications planétaires, aux risques considérables.

Il faut ajouter à ce panorama que l'Europe est au centre de l'intérêt des européens. Quoi de plus normal, pourrait-on dire ? Mais que penser alors de cette indifférence croissante dans nos contrées à l'égard du tiers-monde, et, de manière frappante, de la misère africaine ? Peut-être attendons-nous d'être frappés en retour pour montrer de nouveau quelqu'intérêt... intéressé.

Les spécificités, les héritages nationaux et subnationaux sont devenus des données de premier plan dans la période actuelle et pour une durée indéterminée. Mais les dimensions continentales marquent aussi leurs effets. C'est la spécificité européenne plus ou moins légitimement exaltée de l'Atlantique à l'Oural. C'est l'attraction du modèle capitaliste occidental, de ses formes de démocratie parlementaire. C'est la découverte de son potentiel de manipulation, plus effectif et sophistiqué que le commandement autoritaire et le manque d'interaction entre société et pouvoir, situation caractéristique du socialisme réel.

Ce qui dans le modèle démocratique d'Occident fascine les nouvelles élites en voie de constitution à l'Est, les opposants d'hier en voie d'ascension sociale, devenus quelques fois les maîtres du pouvoir, ou encore les secteurs « bureaucratiques » (minoritaires ?) sur le chemin d'une reconversion, d'un « reclassement » rapide, c'est la capacité de l'Etat démocratique à contrôler le tout sans tout contrôler. C'est la gestion plus sophistiquée du social, la manipulation en souplesse (relativement, bien entendu). Ce que l'étatisme autoritaire à l'Est ne parvenait plus depuis quelque temps à faire. Mais on ne peut exclure, plus positivement, que des secteurs de la population à l'Est ne prennent au sérieux et au pied de la lettre les promesses démocratiques, et n'exigent une participation plus directe et plus importante que ce que les nouveaux dominants leur réservent. Et que ces populations rappellent à leurs nouveaux gouvernants les promesses de justice sociale des anciens maîtres « socialistes ».

Des modèles autoritaires ne sont pas sans séduction pour des systèmes en crise, et pour les groupes dominants en formation, qui s'efforcent de trouver le moyen le plus efficace d'une refonte complète de leur pays. N'oublions pas, dans ce contexte, l'attraction qu'exerce sur la Chine, le Vietnam, mais aussi sur des pays d'Europe de l'Est l'exemple capitaliste fortement contrôlé des « nouveaux pays industrialisés » (NPI) d'Asie. Des pays qui présentent des variantes importantes (sur le rôle notamment de l'Etat dans la constitution du capitalisme et des groupes sociaux qui lui correspondent, sur le degré d'ouverture au monde extérieur, etc.). Quoi qu'il en soit des différences, il s'agit au mieux de démocratie autoritaire, si l'on ose dire. La voie gorbatchévienne en ce

printemps - mais tout va si vite qu'on ne peut jurer de rien - semble bien pointer vers un autoritarisme au mieux tempéré, une démocratie limitée, un changement mené d'en haut, et un usage voire un abus de manipulation pour tenter, si c'est encore possible, de résister au chaos. S'agit-il d'ailleurs, au-delà des apparences, d'une orientation très différente de celle choisie - imposée de manière si rude - par les dirigeants chinois depuis un an ? L'important est moins d'ailleurs la direction vers le capitalisme acceptée par l'équipe autour de Gorbatchev, et l'option apparemment inverse prise par les vainqueurs de la répression de Tienanmen, dans les deux cas d'ailleurs le choix n'est pas définitivement arrêté. L'important semble être la volonté de contrôler étroitement et d'en haut le cheminement décidé (et qui peut être révisé). Donc de passer d'un étatsisme à un autre. D'un autoritarisme à un autre (plus ou moins atténué). C'est comme si, malgré les bonnes ou les mauvaises intentions, on n'avait pas d'alternative face à l'immensité des problèmes que subissent des pays comme l'URSS ou la Chine. Face surtout à la peur des masses...

De façon générale, il s'agit d'une redistribution de force à l'échelle planétaire, aux contours encore incertains, mais où l'Europe et l'Asie prendraient ou reprendraient une place plus importante que dans un proche passé. A moins que la recomposition géopolitique ne prenne des voies moins usuelles, plus ou moins prédites. Il y a quelque temps que des auteurs de diverses zones prévoient une montée en force du bassin du Pacifique, impliquant la côte Ouest des Etats-Unis, le Japon, et par extension, les régions côtières relativement développées de la Chine et, bien entendu, les NPI. Mais dans quel rapport de force ? Qui dominera qui ? Débat encore assez spéculatif. Pour combien de temps encore ?

Le monde bouge et sa carte géographique change. On ne sait plus trop bien si ce sont des tendances de longue durée qui se fraient leur chemin, de nouveaux centres, de nouvelles périphéries, des attractions « naturelles » qui se (re)constituent, ou si, au contraire, c'est une donne originale qui émerge, résultat de l'effondrement d'un monde et de la percée de forces récentes.

débat

la nature sociale de l'économie soviétique

ernest mandel

N'est-il pas plus que temps de se demander comment fonctionnent réellement ces sociétés de l'Est où « le communisme » est mort, on nous le chante sur tous les tons ?

Comprendre leurs problèmes d'aujourd'hui et de demain, c'est une condition de la coopération qui ne se développera pas sur une table rase, sauf à prendre, ou avoir pris, le risque du pire.

Les travaux de Gérard ROLAND (revoir nos n^{os} 141 et 153) ont depuis plusieurs années pris pour objet le « mode de production soviétique », et constituent dans cette optique un élément essentiel de l'analyse et du débat : ils nous font pénétrer -sources soviétiques à l'appui - dans la logique propre de la planification développée en URSS depuis une soixantaine d'années, et installée vingt ans plus tard dans les pays frères.

Bien que G.R. assume une certaine distance - il se place lui-même « dans le prolongement du marxisme » - l'hypothèse de la spécificité de ce mode de production est (ou devrait être) de plus un point fort de toute analyse marxiste des formations sociales de ces pays.

Voilà donc au moins deux bons motifs pour insister sur le fait que la publication en 1989 de l'ouvrage tiré de la thèse de doctorat de Gérard ROLAND balise dorénavant le terrain de toute discussion nouvelle sur ce qui se passe dans ces pays.

Plutôt qu'un compte-rendu, au demeurant difficile à rédiger car il s'agit d'une somme théorique, nous avons préféré ouvrir un débat. Ernest MANDEL a accepté de l'inaugurer.

Le livre de Gérard ROLAND, *L'économie politique du système soviétique* (Paris, l'Harmattan, 1989), constitue une réponse originale et stimulante à un problème qui fascine communistes, socialistes, économistes, politologues, soviétologues, philosophes (anciens et nouveaux) depuis la Révolution d'Octobre : quelle est la nature sociale de l'URSS ? La réponse à ce problème implique une analyse de la réalité soviétique, de son économie, de ses rapports de production, de son Etat, de son régime politique et des relations qui y prévalent dans les principaux domaines de la vie sociale.

Jusqu'ici, quatre positions fondamentalement différentes ont été défendues au cours de ce long débat. On a caractérisé la société soviétique comme société socialiste, à partir du milieu des années 1930. On l'a caractérisée comme société capitaliste (« capitalisme d'Etat »). On l'a caractérisée comme nouvelle société de classes (« collectivisme bureaucratique »). On l'a caractérisée comme société de transition entre le capitalisme et le socialisme, déviée du progrès vers le socialisme par la mainmise d'une bureaucratie privilégiée sur l'Etat et l'économie.

Vu la qualité des centaines de savants, de théoriciens et de militants qui ont participé à ce débat depuis septante ans, il est improbable qu'une cinquième ou sixième interprétation, fondamentalement différente des quatre thèses citées, sera avancée.

Gérard ROLAND défend la troisième thèse, mais d'une manière presque hésitante et furtive (1). Nous touchons ici une première faiblesse de son analyse : une tendance excessive à la réification des rapports économiques.

Son livre est centré sur l'idée de l'inévitable médiation entre « valeurs d'usage ». La médiation capitaliste, c'est la valeur d'échange. La médiation soviétique serait « la valeur d'indice » (dans le langage commun : les indices de production brute quantitatifs). La « valeur d'indice », mécanisme fondamental de l'économie soviétique, soumettrait tout le monde à une contrainte implacable, comparable à celle que la loi de valeur impose à tous les « agents économiques » dans la société bourgeoise. La contradiction entre « valeur d'usage » et « valeur d'indice » serait la contradiction fondamentale de l'économie soviétique.

Seulement voilà : *Le Capital* de Marx a pour sous-titre non pas « Economie politique du capitalisme » mais « **Critique** de l'économie politique ». Le fondement de cette critique, c'est l'effort de Marx de dévoiler **les rapports entre êtres humains** qui sous-tendent les catégories de l'économie politique.

La même méthode doit être appliquée à toute analyse scientifique de l'économie soviétique. Il faut dévoiler les rapports entre forces sociales spécifiques qui opèrent derrière les catégories « de l'économie politique du système soviétique » qu'on utilise pour analyser celui-ci.

Pas plus qu'on ne rencontre à la rue Monsieur le Capital et Madame la Terre, on n'y peut serrer la main à Monsieur l'Indice ou à Madame la Planification, sans parler de Monsieur le Marché (« socialiste » ou non).

Gérard ROLAND est conscient du problème. Un sous-chapitre de son ouvrage s'intitule : « La valeur-indice comme rapport social ». Mais ce sous-chapitre est plus que décevant. Il ne fait que déplacer la réification d'un étage à l'autre sans la transcender. ROLAND se contente de constater : « *La valeur-indice exprime un rapport de subordination de l'organe inférieur vis-à-vis de l'organe supérieur.* » (p. 64). En d'autres termes : le règne de la valeur-indice, c'est le règne de la hiérarchie. Quels rapports entre quels groupes humains cette hiérarchie exprime-t-elle ? Silence.

Pis encore (à la page 202 nous lisons) : « ... *la finalité de la valeur-indice s'impose nécessairement aux autorités centrales... Cela s'exprime dans le caractère directif de la planification qui donne vie au rapport de subordination... A quoi sert-il de concentrer le pouvoir économique dans les mains des autorités centrales si ce n'est en vue d'exercer une pression maximale sur l'ensemble de l'appareil de production en fonction des objectifs définis par le centre ?* »

Mais comme ces « *objectifs définis par le centre* » sont précisément supposés être ceux de la « croissance maximale », nous restons en plein raisonnement circulaire. Le règne de la valeur-indice, c'est le règne d'une hiérarchie amenée par la logique de la planification à rechercher la croissance maximale, puisque la centralisation du pouvoir (la hiérarchie) n'aurait pas de sens sans la recherche de cette croissance maximale. On avouera que ce n'est pas très convaincant.

ROLAND s'efforce d'asseoir sa vision réifiée de la planification sur une explication « objectiviste » de la genèse du système stalinien : « *La logique redoutable des forces productives à l'échelle mondiale et l'im-*

pératif de "rattaper et dépasser", lié à la tension entre le monde capitaliste avancé et l'URSS non capitaliste et retardataire, permettent donc d'expliquer la genèse du mode de production soviétique. La finalité de la valeur-indice reflète non seulement l'objectif de croissance engendré par cette tension, elle permet également de saisir la nature de la concurrence entre le mode de production soviétique et le monde capitaliste environnant. » (p. 206)

Les faiblesses essentielles de cette analyse fondamentalement tautologique se révèlent tant au niveau de la théorie qu'au niveau des faits.

L'absence d'une analyse de la nature **sociale** de la planification **spécifique** en URSS voile le fait qu'il n'y a pas de planification « en soi », pas plus qu'il n'y a un « marché » en soi, ou « l'homme générique » en soi, ou des « lois économiques éternelles ».

Il y a des planifications spécifiques, des marchés spécifiques, des hommes et des femmes spécifiques, toujours enserrés dans des rapports sociaux spécifiques, particuliers, historiquement limités et bien circonscrits.

Or, la planification fut introduite en URSS **par la bureaucratie** (représentée par la fraction stalinienne) **au profit de la bureaucratie**. Ce sont ses intérêts sociaux (y compris ses intérêts matériels au sens immédiat et « vulgaire » du terme) (2) qui ont déterminé les formes spécifiques de la planification soviétique. L'adoption des indices quantitatifs comme objectifs fondamentaux du plan (3) fut fondée dès le début sur « l'intéressement matériel » des gestionnaires comme moteur pour la réalisation de ces objectifs. Les particularités et contradictions de l'économie soviétique découlent en bonne partie de ce choix, dicté non pas par « les conditions objectives nationales et internationales » mais par les intérêts sociaux en jeu.

Cette forme spécifique de planification est inextricablement liée à la subordination quasi-totale des travailleurs à la bureaucratie, tant au niveau des entreprises qu'au niveau de la société dans son ensemble. Le rejet des investissements sociaux au rang d'investissements résiduaire en est l'expression économique la plus claire.

Rien dans ces choix ne découle d'une quelconque « logique interne » de la planification « en soi ». D'autres formes de planification sont possibles, avec d'autres priorités, d'autres mécanismes, d'autres médiations. En fait, de telles formes alternatives de planification ont été proposées avant et après 1928, par l'Opposition de Gauche, par Trotsky,

par Rakovsky et surtout par Eugène Préobrajenski, le principal économiste soviétique de cette époque, que Roland ne mentionne même pas une seule fois.

Il n'est pas non plus vrai que la contrainte de la « croissance maximale » a joué en faveur du modèle bureaucratique de la planification. Bien au contraire : la « *tendance chronique au surinvestissement* » (pp. 143-145), la prétendue « production pour la production » n'aboutit pas et ne peut aboutir à la « croissance maximale ». L'hypothèse selon laquelle ce choix détermine pour le moins la motivation des autorités (c'est-à-dire de la *Nomenklatura* ou de sa fraction « politique »), est pour le moins contestable.

Il y a plus de vingt-cinq ans, et sans jamais avoir été réfuté depuis lors, nous avons démontré dans le *Traité d'Economie Marxiste* que le taux d'investissement maximum n'aboutit **jamais** à la croissance maximale, pour ne pas dire à la croissance optimale.

D'abord, parce que les biens de consommation consommés par les producteurs (le département II des schémas de production de Marx) sont en réalité des biens de production indirects, co-déterminant le rendement des investissements. Lorsque la consommation des producteurs est inférieure à ce que ceux-ci considèrent comme désirable, ce rendement sera inférieur aux prévisions et aux possibilités.

Ensuite parce qu'un niveau de consommation trop bas des producteurs sape la motivation au travail, ainsi que toute attitude tant soit peu responsable à l'égard de l'économie prise dans son ensemble, prolongeant ainsi une attitude analogue de la bureaucratie au niveau des entreprises et des ministères (cfr. la formule de l'ancien premier ministre de Hongrie, André Hegedus : « *Le système en est un d'irresponsabilité généralisée* »).

La réponse de la *Nomenklatura* à cette tendance inévitable est la multiplication infinie des contrôleurs, des compulseurs de circulaires, des vérificateurs, des gendarmes, des flics, à tous les niveaux de la vie sociale. Le « secret économique » de la bureaucratie, ce n'est pas dans l'hypertrophie du département I (moyens de production) qu'il faut le chercher. C'est dans l'hypertrophie du département III, celui des dépenses improductives, qu'il réside.

Si l'on veut parler d'une « logique interne » de la planification, elle consiste dans la **tendance** vers le développement proportionnel de toutes les branches de l'économie et des dépenses sociales, c'est-à-dire

dans une allocation proportionnelle des ressources disponibles (nous parlons d'une tendance : une allocation 100 % proportionnelle, harmonieuse, de ces ressources est un mirage). Mais ce qui caractérise la planification bureaucratique, c'est précisément une option délibérée, dès le départ, en faveur d'énormes disproportions, notamment le sous-développement de l'agriculture pendant plus d'un quart de siècle, et le sous-développement du secteur dit des services pendant plus d'un demi-siècle.

Ces disproportions étaient facilement évitables. Elles sont la source principale d'énormes pertes et gaspillages, notamment dans le domaine alimentaire. Ensemble avec les autres facteurs déjà mentionnés, elles sont la cause du dysfonctionnement croissant de l'économie soviétique. Paradoxalement, ce dont souffre cette économie, ce n'est pas de trop de planification, mais de trop peu de planification, c'est-à-dire trop peu de planification cohérente.

Mais justement, une planification qualitativement plus cohérente que la planification bureaucratique réclame, outre une vérification constante par le marché, une véritable démocratie politique pluraliste et pluripartidaire. Les producteurs doivent avoir le **pouvoir de décision** sur les choix alternatifs des priorités, des grandes proportions de l'allocation des ressources disponibles. Ce pouvoir de décision doit leur appartenir également au niveau régional, local, celui des branches d'industrie, celui des entreprises. C'est ce que nous avons appelé un système d'autogestion articulé.

Rien dans la « logique » de la planification ne s'oppose à cette forme spécifique de « médiation », pour reprendre la terminologie de Roland. Elle représente le troisième modèle d'organisation économique possible à partir du niveau de développement actuel des forces productives, opposé à la fois au despotisme de l'Etat et au despotisme du marché. Elle incarne la poussée émancipatrice du socialisme vers la libre association des producteurs(trices).

Roland ne se réfère qu'indirectement à ce modèle pour le rejeter comme utopique, suivant Alec NOVE, mais sans démonstration vraiment cohérente (4). La seule base de ce rejet, c'est la thèse selon laquelle elle resterait en deçà de la rationalité (de l'optimum) **micro-économique**. Mais deux cents années d'expérience du « capitalisme réel » démontrent que la rationalité macro-économique ne résulte **jamais** de la somme des rationalités partielles. Cette somme débouche au contraire sur une irrationalité macro-économique croissante. On n'exagère pas en affirmant qu'au cours du quart de siècle qui vient de

s'écouler, 50 % des ressources productives disponibles dans l'économie capitaliste internationale ont été soit non utilisées, soit utilisées à des fins destructrices (armement, investissements destructeurs de l'environnement, etc.), sans même parler des coûts sociaux effrayants de ce gâchis, avant tout dans le « tiers monde » mais pas seulement là-bas.

Ici on touche du doigt la contradiction fondamentale des réformes de Gorbatchev (5). Dans la mesure où celles-ci vont dans la direction d'une **logique du marché** se substituant à la logique du plan, elles heurtent de plein fouet les intérêts et les préoccupations de la classe ouvrière, dont l'appui est pourtant indispensable à Gorbatchev pour briser la résistance de l'appareil hypertrophié.

Dans la mesure où la *glasnost* libère un espace pour l'action et l'organisation autonomes des travailleurs, ceux-ci l'utiliseront de manière croissante pour affirmer leurs intérêts de classe propres et pour s'orienter - à terme - vers une économie socialisée autogérée.

C'est ce qui condamne à l'échec la « révolution par le haut » (en réalité les réformes radicales par en haut). Seule une « révolution par le bas » remettra l'URSS sur les rails de la construction du socialisme.

Cette analyse que nous avons développée depuis plusieurs années nous semble confirmée par ce qui est arrivé en URSS depuis 1988, et surtout au cours de l'année 1989. Roland s'accroche en définitive, fût-ce avec des hésitations, tergiversations et doutes, à la perspective des réformes (pp. 319-332). Les événements ne lui ont pas donné raison.

Toute l'expérience, confirmée avec éclat, tant par les données révélées par la *glasnost* que par ce qui se passe de manière encore plus nette en Europe de l'Est, s'inscrit en faux contre la thèse de Roland d'un « *mode de production qui se reproduit automatiquement* » (p. 226). L'expérience a confirmé de manière spectaculaire qu'il s'agit bien dans ces pays d'une société de transition caractérisée par des rapports de production hybrides, société qui peut régresser vers le capitalisme comme elle peut avancer vers le socialisme.

Ces critiques peuvent paraître sévères. Elles ne doivent pas modifier le jugement global concernant le livre de Roland. C'est un ouvrage riche en données et en analyses nouvelles, un des apports les plus novateurs par rapport au problème brûlant de la « nature de l'URSS ». Il alimentera le débat international pendant plusieurs années.

Notes

(1) Roland considère que la bureaucratie soviétique n'est pas une nouvelle classe dominante (p. 205), jugement que nous partageons. Mais comment peut-on avoir un nouveau modèle de production non-socialiste, c'est-à-dire encore caractérisé par l'existence de plusieurs classes, sans une classe dominante ?

(2) Sur ces privilèges, voir notamment le livre de Boris YELTSIN qui vient de paraître en néerlandais : *Getuigenis van een opposant* (Anthos-Lannoo, 1990). L'auteur peut dire : « Elevé au sérail, j'en connais les détours ».

(3) Ces indices sont accompagnés d'autres objectifs en termes monétaires, en termes de qualité, en termes d'économie de matériel et de main-d'oeuvre, etc., tout à fait incohérents. Mais les indices de production brute quantitatifs sont en pratique traités comme les indices déterminants.

(4) Voir le débat entre Alec NOVE et moi-même paru d'abord dans la revue britannique *New Left Review* et reproduit en français dans la revue *Quatrième Internationale* (N^{os} 25/28).

(5) Voir notre analyse de ces réformes et de leur dynamique contradictoire dans *Où va l'URSS de Gorbatchev ?*, Paris, La Brèche, 1989.

barbara mac clintock et la génétique moderne

anne résibois

post-scriptum : L'entretien avec Isabelle STENGERS à propos du rapport femmes/science dans notre n° 172 a suscité, outre l'intérêt, une certaine curiosité à propos de la «dame au maïs», prix Nobel de médecine dont il était question dans cet entretien. Qu'avait-elle bien pu trouver aux grains de maïs ? Ce n'était pas expliqué dans la conversation, ni en note. C'est ce que nous avons demandé à Anne RESIBOIS, professeur de cytologie en Faculté de Médecine à l'ULB et elle a accepté le délicat exercice de vulgarisation qui répare notre oubli.

La génétique naît au XIX^{ème} siècle avec DARWIN : les espèces animales et végétales évoluent par apparition de modifications transmissibles à la descendance. Les caractères favorables sont retenus, les défavorables éliminés par la sélection naturelle qui ne laisse survivre et se reproduire que les individus les plus aptes.

L'étape suivante est franchie par MENDEL, un moine tchèque passionné de botanique. Il croise entre elles des variétés de pois à fleurs blanches ou à fleurs rouges et obtient des plantes à fleurs roses : les caractéristiques paternelles et maternelles s'additionnent. Au cours des générations futures, les caractères paternels et maternels se redissocient (réapparition de fleurs blanches ou rouges) ou restent unis (fleurs roses). Le nombre de plantes à fleurs rouges, roses ou blanches est défini et obéit à des règles mathématiques strictes.

Troisième étape : MORGAN, au début du XX^{ème} siècle. Ce généticien américain découvre les chromosomes, support de la transmission héréditaire des caractères et postule l'existence des mutations. Les

mutations se produisent très rarement ; elles modifient un signe de l'information contenue dans le chromosome et, par voie de conséquence, une protéine de la cellule. Les pois à fleurs blanches et à fleurs rouges diffèrent l'un de l'autre par une unique mutation. Les mutations sont transmises d'une génération à l'autre par l'oeuf fécondé, véhicule du patrimoine génétique des parents. L'accumulation de mutations successives serait responsable de la lente transformation conduisant à l'évolution des espèces. L'apparition d'une mutation est un événement très improbable face à la grande stabilité des chromosomes qui rend semblables les uns aux autres tous les individus d'une espèce, et ce, pendant des milliers d'années.

En 1949, la stabilité chromosomique, garante de celle des espèces faisait donc l'objet d'un consensus absolu. Au sein de cette stabilité, l'apparition des mutations était étudiée avec passion. Le croisement des mutants et l'analyse de leurs descendances permettaient d'établir la localisation chromosomique des caractères mutés. Les matériels de choix étaient les bactéries, les mouches et les plantes.

En 1949, Barbara MC CLINTOCK étudiait la génétique de la coloration des grains du maïs. Un généticien du maïs est un chercheur lié à une équipe de jardiniers qui sèment dans un champ des grains porteurs des caractères que l'on veut étudier.

Certains caractères sont portés par les plants dont on garde les fleurs femelles, d'autres par les plants sur lesquels on sélectionnera le pollen mâle. Une fécondation contrôlée est effectuée de façon à obtenir des hybrides que l'on recroise pour redissocier les caractères de départ ou que l'on croise avec d'autres mutants du même système. Le croisement d'un maïs incolore avec un maïs brun donnera un mélange de grains blancs et de grains bruns et non des grains café au lait parce qu'une des couleurs domine l'autre. La proportion de grains blancs et de grains bruns est définie et dépend des mutations étudiées et des types de croisements effectués : de nombreux facteurs règlent la couleur des grains et tous peuvent muter. L'outil pratique d'une telle étude est donc la sélection des plants, le semis, la récolte et le comptage des grains. L'outil intellectuel est l'obtention des mutations et l'analyse des conséquences qu'elles produisent au cours de leurs transmissions, somutations, redissociations, etc... Une telle étude permet d'établir la carte chromosomique des caractères responsables de la pigmentation. Pour augmenter la fréquence des mutations, on les provoque, par exemple en irradiant les plantes aux rayons X.

En théorie, les mutations provoquées par l'irradiation du maïs auraient dû altérer les fréquences respectives des grains bruns et blancs de la descendance. Or ce qui advint fut l'apparition de grains tachetés de blanc et de brun. Ce résultat était inexplicable : l'épi issu des fécondations est une fratrie, tous ses grains ont le même père et la même mère et, au sein de cette famille, chaque grain est un individu, formé de plusieurs milliers de cellules génétiquement identiques. De même, un père à cheveux noirs et une mère blonde auront des enfants dont la couleur des cheveux sera différente de l'un à l'autre mais aucun n'aura une chevelure faite d'un mélange de mèches blondes et de mèches noires puisque la couleur des cheveux est définie par les chromosomes et que toutes les cellules portent la même information. La génétique classique postule qu'il en est de même pour un grain de maïs.

Même incompréhensible, un résultat est un résultat. Pour essayer de l'expliquer, Barbara MC CLINTOCK a d'abord supposé qu'il s'agissait d'une mutation nouvelle et essayé de la localiser dans un des chromosomes du maïs. La tentative fut vaine : le caractère était mobile, variable, impossible à cerner, et le mystère de plus en plus total.

Face à cette impasse, deux réactions étaient possibles : changer de sujet de recherche ou trouver l'improbable explication. Celle proposée par Barbara MC CLINTOCK et qui rendait compte de ses observations était une hérésie : *le matériel génétique des cellules d'un organisme est susceptible de se modifier par déplacement au hasard de séquences génétiques. Elles s'insèrent en un autre point du chromosome qui les portait ou dans un autre chromosome. Dans certaines conditions au moins, le matériel chromosomique est donc instable et l'individu porteur de cette instabilité génétique est formé d'un ensemble de cellules qui sont différentes les unes des autres.* Une telle proposition battait en brèche le dogme de la stabilité chromosomique sur lequel reposaient cinquante années de recherches extrêmement productives.

Vingt années vont s'écouler, pendant lesquelles la généticienne accumulera les résultats expérimentaux prouvant le bien-fondé de sa théorie. Vingt ans d'isolement et de sarcasmes de la part des scientifiques peu convaincus de l'opportunité de mettre en doute le bien-fondé de leurs certitudes. Les seuls appuis viendront d'autres généticiens du maïs dont les observations s'expliquaient fort bien, et seulement, si l'on admettait une variation du génome dans les cellules d'une plante donnée.

La suite de l'histoire est venue d'un tout autre horizon. L'utilisation massive d'antibiotiques dans les hôpitaux et les élevages de bovidés ont induit l'apparition de souches bactériennes porteuses de résistances multiples. Une catastrophe pour les malades atteints qui devenaient impossibles à traiter par les antibiotiques les plus courants et les moins toxiques. Les généticiens bactériens se mirent à l'étude de ces facteurs de résistances qui proliféraient, s'additionnaient et se transmettaient d'une bactérie à l'autre. Dès 1972, il apparut que les responsables étaient des segments de chromosomes qui se multipliaient pour leur propre compte et se déplaçaient au sein du génome de la bactérie qui les portait. Ils étaient capables de migrer du chromosome de la bactérie qui les possédait à des segments chromosomiques circulaires que les bactéries se transmettent : sélectionnés par la présence des antibiotiques, ils envahissaient la totalité d'une population bactérienne même si, au départ, une seule d'entre elles était porteuse. Leur transposition induit de surcroît de multiples modifications du chromosome bactérien.

Clairement le chromosome de ces bactéries était instable, sujet à des modifications massives, bien plus fréquentes que les mutations classiques. Dès lors, les théories de Barbara MC CLINTOCK cessèrent d'être des élucubrations spécieuses pour acquérir droit de cité dans le domaine de la génétique.

L'évolution ultérieure a été très rapide. Certaines souches de mouches se sont avérées avoir un génome instable. Leurs chromosomes portent des anomalies multiples qui changent au cours des générations, voire même d'une cellule à l'autre de la même mouche. Les levures aussi. Certains virus se comportent à la manière d'une séquence chromosomique instable : ils s'insèrent n'importe où, modifient le génome de l'hôte et, si le lieu d'insertion est adéquat, provoquent l'apparition d'un cancer. A cette famille de virus appartiennent ceux de la leucémie de la vache, du typhus du chat, du sarcome du rat et, chez l'homme, du sida.

Enfin, une étude attentive des chromosomes des cellules cancéreuses prouve que les anomalies y sont fréquentes et définies. Chaque cancer ou presque a son anomalie chromosomique préférentielle. Au plus la tumeur devient envahissante et maligne, au plus les aberrations sont importantes. Les instabilités chromosomiques et les altérations fonctionnelles qu'elles induisent seraient déterminantes dans l'apparition et l'évolution des cancers.

En trente ans l'évolution des connaissances chemine donc de la génétique du maïs à la compréhension de la cancérisation, en passant par la résistance des bactéries aux antibiotiques. Tant il est vrai que les recherches les moins «rentables» sur le plan économique sont souvent le moteur qui bouleverse les connaissances «utiles». Il aura fallu vingt ans de ténacité solitaire avant la naissance d'une confirmation, qui, venant d'un tout autre domaine de la recherche avait d'autant plus de poids. Il en aura fallu trente avant que la théorie apparaisse assez générale et fondamentale pour se voir consacrée par l'un des prix Nobel les plus mérités de l'histoire des sciences. Cela peut paraître beaucoup et en même temps très peu vu le chemin parcouru.

livres

Une dernière chance à l'Est ?

Roland LEW, coordinateur

Vie ouvrière/L'Harmattan - 180 pages - 400F.

L'URSS, de Lénine à Gorbatchev

GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix) -

Bruxelles - 190 pages - 395 F.

Réalisés et édités en Belgique, voici deux ouvrages dont nous aurions dû parler plus tôt, mais qui n'ont rien perdu de leur force : *Une dernière chance à l'Est ?*, et *L'URSS, de Lénine à Gorbatchev*.

Le premier doit son existence à la Fondation Liebman. Il rassemble sur le devenir de l'URSS et de la Chine des analyses et diagnostics de sept spécialistes, reflétant « la diversité des positions de gauche » en la matière.

La mise en parallèle de l'URSS et de la Chine justifie un des thèmes traités par Roland Lew, coordinateur et co-auteur, le thème « Permanence et dépassement du socialisme réel ». Car si le fameux « socialisme réel » s'est effondré en Europe centrale, polarisant l'attention des media, il subsiste en Chine. Les regards aigus de Moshe Lewin, Ernest Mandel, Charles Urjewicz fournissent sur le douloureux processus d'urbanisation de l'URSS, sur le « revisionnisme théorique » de Gorbatchev, sur le « tiers-monde soviétique », des données originales et, persons-nous, fécondes. Les noms de Jean-Marie Chauvier, Anita Tiraspolky et Georges Mink complètent le générique. Ecologie, nationalités, maison commune européenne : autant de problèmes certes pas approfondis, mais abordés avec compétence.

On retrouve le nom de Chauvier parmi les nombreux auteurs du recueil édité par le GRIP et consacré à l'URSS. Son objectif : fournir une information solide et claire sur un pays-continent, en scrutant histoire, géographie, économie - en retraçant l'évolution de la société soviétique depuis 1917 et en faisant le point sur l'entreprise « Perestroïka ».

L'ambition pédagogique est évidente, et le pari tenu : *L'URSS de Lénine à Gorbatchev* est un outil de travail, regorgeant de tableaux, de repères chronologiques et bibliographiques, de synthèses par exemple sur les structures du pouvoir (mais déjà, tout est bouleversé...), sur les phases du désarmement voulu par Gorbatchev. La collaboration de Nina Bachkatov, correspondante à Moscou du *Soir* ; Alexis Berelovitch, maître de conférences à l'université de Paris-Sorbonne ; Jean-Marie Chauvier, journaliste, comme Geneviève Delaunoy ; Pascal Delwit, assistant à l'ULB ; Jean-Michel De Waele, politologue ; Michel Lesage, professeur à l'université de Paris I ; Rosine Lewin, journaliste ; Roland Lomme, chargé de recherche ; Françoise Nice, journaliste ; Eric Remacle, attaché de recherche au GRIP ; Gérard Roland, assistant à l'ULB ; Jacques Sapir, enseignant à l'université de Paris X... , cette collaboration efficacement coordonnée a donné un document qui permet d'appréhender la portée du chambardement en cours en URSS.

R L

Belgique-Congo

par J. GÉRARD-LIBOIS et J. HEINEN

Editions POL-HIS - Bruxelles 1989 - 170 pages

« *Le 30 juin, pourquoi ? Lumumba, comment ? Le portefeuille, pourquoi ?* » Avec ces trois questions clés, la connaissance solide - voire intime - que les auteurs ont du dossier, l'intérêt de *Belgique-Congo 1960* est d'emblée évident.

En évoquant, le 13 janvier 1959 - au lendemain des journées sanglantes de Léopoldville - le chemin qui conduirait le Congo encore belge à l'indépendance, le roi Baudouin avait prononcé les mots « *sans attermolements funestes et sans précipitation inconsidérée* ». Vain souhait. Il y eut beaucoup d'attermolements (tous funestes), des grenouillages à gogo, de graves fautes politiques - et tout cela se paya par la précipitation.

Dix-huit mois après la déclaration royale du 13 janvier 1959, le statut colonial du Congo avait vécu.

J. Gérard-Libois et J. Heinen soulignent les limites du « droit à l'indépendance » reconnu officiellement le 13 janvier 1959. Il s'agit d'un droit octroyé, sa mise en oeuvre sera réalisée par la puissance coloniale : « *le pilote, celui qui tient la barre et conduit, c'est la Belgique* ».

Or, ce pilotage est convoité sinon revendiqué par des instances ou milieux divers : la Cour, pénétrée de la grandeur de l'oeuvre de Léopold II ; le gouvernement, lui-même tiraillé entre diverses tendances ; les milieux financiers dont les inérêts au Congo sont colossaux. Et, faut-il le dire, la frontière n'est pas clairement tracée entre ces instances. Ensemble, elles ont opposé la surdité à l'égard de tous les avertissements annonçant la montée du mouvement de libération au Congo. Ensemble, elles vont freiner au maximum les effets du mouvement quand il déferle. Mais alors il est déjà trop tard pour « piloter » quoi que ce soit.

Le comportement du gouvernement social-chrétien/libéral que conduit Gaston Eyskens témoigne des hésitations et contradictions qui l'habitent. Le ministre du Congo et du Rwanda-Urundi, M. Van Hemelrijck, qui est « *la bête noire des ultras du colonat organisé* », draine aussi la méfiance de la Sûreté coloniale. Pour lui simplifier la tâche, Eyskens envoie au Congo à l'insu de Van Hemelrijck un « homme de confiance », Harold d'Aspremont Lynden. Le ministre du Congo sera obligé de démissionner, pour éviter une crise ministérielle. Mais il ne suffira pas de désigner un successeur à Van Hemelrijck : en mai 1960, il y aura trois ministres en exercice pour le Congo. A propos de Ganshof van der Meersch, « ministre des Affaires générales en Afrique », les auteurs demandent s'il a été vice-roi ou proconsul. Il est en fait chargé de « *la mission, guère avouée alors, de reprendre en mains l'ordre public et la direction politique* » dans la période qui précède le transfert des pouvoirs. Cette multiplication des charges ministérielles ne résout rien.

Car le mouvement populaire est en marche, non sans confusion et sans rivalités internes. On est frappé, au travers du récit de Gérard-Libois et Heinen, par la maturité politique de certaines décisions, prises dans le tourbillon des mois de décembre 59 à juin 60. Alors que va s'ouvrir solennellement à Bruxelles la Table-Ronde décisive, alors que Patrice Lumumba est encore emprisonné à Stanleyville, les représentants des divers partis congolais arrivés dans la capitale belge décident de constituer un front commun : ils parleront d'une seule voix, pour revendiquer le 19 janvier 1960 « *l'accession du Congo à l'indépendance immédiate dans l'unité nationale* ».

Ce fut bien évidemment un coup de théâtre.

Autre coup de théâtre, célèbre celui-là : le discours non-prévu de Patrice Lumumba, après ceux du roi et du président Kasa-Vubu à Léopoldville, le jour de la proclamation de l'indépendance congolaise. Quand on relit le discours royal - paternaliste, moralisateur et humiliant - on mesure mieux la force de la réplique improvisée du leader congolais.

Il y a beaucoup dans le petit livre - deuxième de la série Pol-His. Beaucoup de faits et de réflexions, qu'il serait vain de vouloir synthétiser ici. On y trouvera aussi quelques révélations sur le rôle joué dans les événements par Jean Van Lierde et par Jules Gérard-Libois lui-même. Peut-être eût-il été éclairant d'en dire plus sur l'action des communistes belges - notamment au Parlement - pour empêcher une intervention militaire au Congo. Mais en 170 pages, on ne pouvait tout expliquer et les auteurs ne visaient nullement à l'exhaustivité...

Sur une période dramatique dont les retombées sont encore perceptibles aujourd'hui, *Belgique-Congo 1960* apporte une analyse critique rédigée avec vigueur et concision.

R. L.

La Belgique de papa
par André MEAN

Editions POL-HIS - Bruxelles 1989 - 221 pages

Le premier né de la collection POL-HIS nous conte l'histoire de l'interminable fin de la Belgique de papa, depuis 1970. Quoique, selon Loti, toutes les fins soient tristes, André Méan n'a pas une larme - et c'est fort bien - pour cette Belgique unitaire, dont il faut reconnaître que les tentatives de la maintenir n'ont coûté aux forces de l'ordre que peu de grenades lacrymogènes, comparativement à ce qui se passe dans d'autres Etats tourmentés par les démons du nationalisme.

C'est un récit de journaliste qui connaît son affaire et aussi le travail d'un chroniqueur rompu à l'art de mettre en pot, tels des arbres nains japonais, ces « petites phrases » qui germent périodiquement aux abords de nos châteaux brabançons, surtout quand les vents pré ou post-électorales y rameutent présidents et ministres. Aussi l'auteur ne nous laisse-t-il plus rien ignorer des incertitudes qui subsisteront à jamais sur l'origine des paroles historiques prêtes, en 1970, à feu Gaston Eyskens : *La Belgique de papa a vécu*.

Tout cela n'est pas toujours captivant, mais il n'est pourtant pas inutile de voir de près comment, dans ce royaume, la « classe politique » digère, fût-ce au prix de quelques gastrites, les évolutions qui la dérangent. A cet égard, la difficile fédéralisation de l'Etat n'est pas une innovation, non plus que sa longue durée ; si l'on fait partir de 1885, c'est-

à-dire de la fondation du POB, les grands mouvements pour le suffrage universel, il ne faudra pas moins de soixante-quatre ans pour que cette revendication aboutisse enfin complètement avec le vote des femmes aux élections législatives (1949). Rappel historique qui nous ramène en droite ligne au livre de Méan puisque celui-ci souligne à juste titre que seule l'élection directe des assemblées fédératives *permettra à la Belgique de passer dans la catégorie des Etats fédéraux*. C'est là un des objets des palabres en cours sur la troisième phase des accords gouvernementaux, mais au train où vont les choses - train de sénateur au sens propre de l'expression - les trente années qui nous séparent du coup d'envoi, par les grévistes wallons de 1960-61, de la bataille pour le fédéralisme, pourraient encore s'augmenter de deux ou trois lustres avant qu'on en arrive enfin au « vrai » fédéralisme. Il est toutefois peu probable que les adversaires de cette réforme obtiennent encore des résultats à la hauteur de leurs vœux.

André Méan montre comment les barrages législatifs ont cédé les uns après les autres ; et il indique avec raison que si l'on a proposé un jour la régionalisation, ce fut pour trouver une parade au fédéralisme que ses attaches avec l'ancien MPW d'André Renard rendaient toujours inquiétant. En effet, pendant de nombreuses années, la lutte des fédéralistes wallons et francophones a largement glissé du terrain populaire où elle avait pris son élan, vers les fondrières du parlementarisme ; on ne parlera plus que du fameux article 107 quater, *sport national par excellence*, dont l'idée centrale était bien d'opposer la régionalisation au fédéralisme. Or, les choses n'en restèrent pas là et l'on peut considérer aujourd'hui que cette opposition a fini par s'éroder ; la notion même de Région est en train de changer de sens dans le contexte de l'intégration européenne ; et elle se charge de potentialités démocratiques nouvelles que personne ne pouvait prévoir en 1970 et dont José Happart a eu le mérite de se saisir très vite avec son mouvement *Wallonie Région d'Europe*.

Il est dommage que cet élément très important semble avoir échappé à André Méan qui aurait pu en faire mention dans son dernier chapitre, opportunément intitulé « Une oeuvre inachevée ».

C. R.

Le Monde diplomatique - Manière de voir n° 7

« Du communisme réel à l'ambition démocratique »

Le mensuel français *Le Monde diplomatique* a pris l'excellente habitude de publier en recueils appelés *Manière de voir* des séries de textes consacrés à un large thème commun. Certains de ces textes sont inédits ; la plupart ont paru dans le mensuel, mais sont réactualisés.

Le n° 7 de la série, *Du « communisme réel » à l'ambition démocratique*, rassemble des études sur l'URSS (J.M. Chauvier, Bernard Frédéric, Marc Ferro), sur la Tchécoslovaquie (Marie-Françoise Allain), sur l'Allemagne (I. Samson), sur la Chine (Roland Lew, J.P. Béja), sur Cuba (F. Pisani, I. Ramonet), sur l'Albanie (Jean-Michel De Waele), sur la Bulgarie (E. Toulouze et C. Chiclet). Le tout (100 pages) précédé de deux commentaires de Claude Julien, et suivi d'un autre d'Alain Gresh.

De quoi satisfaire des appétits exigeants...

Deux idées-force émergent du recueil. 1/ Même sclérosées, les sociétés du « socialisme réel » auront été le creuset de leur propre changement. En marge des institutions officielles, une société civile s'est affirmée. Et ce constat rouvre le débat sur le caractère irréversiblement totalitaire de ces sociétés. 2/ Le virus nationaliste, plusieurs fois enterré depuis Rosa Luxemburg, ressurgit en force, qu'il s'agisse de l'Allemagne, de l'Asie centrale soviétique, des minorités de Chine ou de la Mittel-Europa.

Depuis la parution du recueil, l'Histoire continue à galoper : les nationalismes montent, le capital privé se pousse à l'Est (qui l'appelle...) et le mot de déstabilisation paraît un maître-mot à propos de l'Europe.

« *La rencontre des deux Europes porte en elle les germes d'une forme plus haute de civilisation* », écrit Claude Julien. Puissent ces germes se développer harmonieusement ; il y faudra beaucoup de patience, de lucidité et de volonté.

R. L.

250 FB - en vente dans les kiosques
qui diffusent *Le Monde diplomatique*

Cosmopolitiques n° 14/15 - février 1990

En novembre de l'an dernier a eu lieu à Paris une rencontre qui a mis en présence une bonne vingtaine de Soviétiques triés sur le volet, des spécialistes français et un public fort intéressé. Organisateur : l'ISER, Institut socialiste d'études et de recherches, et la revue *Cosmopolitiques*. Objet : l'URSS - « décomposition ou recomposition ». Bien plus qu'un colloque ordinaire, la rencontre a ressemblé, comme devait le constater Colette Audry, à un « *jeu de la vérité* ». Deux jours de travail n'ont bien évidemment pas permis de faire le tour des problèmes, mais quelle ouverture, quelle mise en appétit !

Quatre thèmes - un pays en état de sous-développement ; la crise de légitimité ; l'émergence d'une société ; l'Empire soviétique : de la domination au partenariat ? - ont été abordés. Chacun des participants a apporté un texte exemplairement concis et dense. Le numéro de *Cosmopolitiques* qui les reproduit est chargé de dynamite. En voici quelques échantillons.

Timour Poulatov : « *Nos meilleurs économistes fonctionnent encore selon les catégories de l'économie féodale.* »

Merab Mamardachvili : « *Quand on en arrive au fond des choses, on peut se demander si le peuple russe a les capacités, la potentialité et un souvenir génétique qui lui permettraient de résoudre ses propres problèmes.* »

Gia Jorjoliani : « *Il existe diverses solutions aux futures relations entre les Républiques et le centre. L'une de ces variantes concerne les Républiques baltes. Il s'agirait de la signature d'un traité d'alliance entre les Républiques baltes et l'Union, en fait le reste de l'URSS.* »

K.S. Karol : « *Quand j'entends les Soviétiques, ils parlent d'un marché idéalisé qui n'existe même pas dans les livres, d'un marché qui va se fonder sur une libre discussion et un libre échange où tout le monde est libre ; or le marché est une institution très totalitaire qui donne beaucoup plus de pouvoirs à celui qui est fort et qui réduit à néant celui qui est faible.* »

La confrontation sera peut-être allée dans tous les sens, mais elle regorge de vie vraie, de questions dramatiques, de violence, d'espoirs...

R. L.

71, Bd Richard Lenoir, Paris 75011

100 FF le numéro

Socialisme n° 216

Trois grands thèmes dans ce numéro (novembre-décembre 1989) de *Socialisme* : Bruxelles, l'enseignement, l'Europe de l'Est.

Sur le premier, la parole est donnée à Charles Picqué, dont la revue reproduit le discours prononcé aux Grandes Conférences catholiques.

Sur l'enseignement, c'est José Dooms, directeur du cabinet du ministre Ylief, qui traite de la communautarisation et de ses effets.

Sur l'Europe de l'Est, on a droit à plusieurs textes : un commentaire général d'Etienne Godin qui fait appel à la volonté, au courage, à l'imagination et à la générosité de l'Occident pour relever le défi des bouleversements survenus à l'Est ; une déclaration des leaders de l'Union des partis socialistes européens (Lisbonne, 14 novembre 1989) ; une prise de position du Conseil de l'Internationale socialiste (Genève, novembre 89) ; ainsi que le texte du projet de résolution présenté à la Chambre le 19 décembre dernier à propos de la Roumanie.

On découvre de surcroît un commentaire de Claude Herne, intitulé « Le fait et ses méfaits », qui a le rare mérite de s'attacher à une phrase prononcée au titre d'information lors d'une émission de la RTBF. Elle se

rapporte au pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939, pacte que Claude Herne considère à juste titre comme « *un excellent banc d'épreuve* » en matière d'information historique.

C'est l'occasion pour lui de rappeler un certain nombre de réalités obstinément occultées sur les années qui précèdent la deuxième guerre mondiale, sur le pacte germano-polonais de 1934, sur la tolérance des démocraties occidentales envers Hitler, sur Munich...

Enfin, on lira avec intérêt dans cette livraison de *Socialisme* la deuxième partie de l'analyse, signée André Demoulin et Eric Remacle, intitulée « Implications politico-militaires du processus de désarmement conventionnel en Europe ». Analyse précise, très documentée, qui, au-delà des données d'ordre technique, aborde bien entendu les aspects politiques du dossier, liés à la fin de la guerre froide. La suite au prochain numéro.

r.l.

13, Boulevard de l'Empereur, 1000 Bruxelles
140 F le numéro

Un numéro double de la revue **Contradictions** (58/59) :

« Les fractionnements sociaux de l'espace belge,
une géographie de la société belge »
par « Mort subite * ».

La géographie n'est plus ce qu'elle était. En tous cas pas celle que pratique le groupe dit de La Mort subite, du nom du vieux café bruxellois où se tiennent ses réunions.

*Groupe composé de W. De Lannoy, Ch. Kesteloot, P. Saey, E. Swingedouw, et Ch. Vandermotten.

Déjà le titre est éloquent : il ne s'agit pas de la géographie d'un pays, mais de la géographie d'une société. Ces messieurs de La Mort subite - Walter De Lannoy, Christian Kesteloot, Pierre Saey, Eric Swyngedouw, Christian Vandermotten - ne craignent pas de se référer dans leur recherche aux sciences sociales critiques et en particulier au marxisme. Les lecteurs des *CM* ont d'ailleurs déjà pu apprécier l'intérêt des études de Christian Vandermotten et de Christian Kesteloot : le premier, qui collabore activement à la rédaction des *CM*, a donné notamment une contribution au Dossier Wallonie (février-mars 88) sur « l'option fédéralisée » et au Dossier URSS (avril 86) sous le titre « Défi à l'immobilisme ». Le second nous a donné pour le dossier « Jeunes issus de l'immigration » (décembre 88) un texte sur « La signification sociale de la répartition géographique des étrangers à Bruxelles ».

Ce qui fait la nouveauté et la richesse des travaux de La Mort subite, c'est précisément leur interdisciplinarité : interviennent dans leur recherche l'histoire, l'économie, la démographie, la décision politique, les clivages linguistiques, etc.

L'ouvrage s'ouvre sur une interrogation : la Flandre et la Wallonie existent-elles vraiment ? Vandermotten, Saey et Kesteloot remontent à l'Ancien Régime, suivent le développement divergent de la Flandre et de la Wallonie, scrutent les facteurs démographiques, font à la Société Générale la place considérable qui lui revient dans la structuration de l'industrie lourde en Wallonie et constatent dans un premier temps qu'à la fin du 19^e siècle, l'industrie flamande n'a pas encore d'unité économique. L'analyse se poursuit avec le rôle de la Kredietbank-Almanij dans la tertiarisation de la Flandre, l'essor du mouvement flamand, une très dynamique géographique de la question scolaire, la répartition des investissements étrangers surtout en Flandre, l'hégémonie social-chrétienne dans le Nord du pays.

On est donc loin d'une analyse sacrifiant à l'économisme. « *Le jeu global des forces économiques et non-économiques, notent les auteurs, a créé en Belgique une grande variété de milieux de production locaux* ». S'il est vrai que le centre de gravité économique s'est déplacé de la Wallonie à la Flandre, il n'en reste pas moins que les clivages linguistique et idéologique ont contribué à donner tant à la Wallonie qu'à la Flandre une base sociale pour réclamer le fédéralisme. Mais à l'heure actuelle, la formation des espaces de production fait partie d'une division internationale du travail, ce qu'ont démontré les tribulations de Leysen-Gevaert, de Frère, de la Société Générale avec Suez. Dans ce contexte, estiment les auteurs, l'autonomie flamande ou wallonne pèse peu : « *l'organisation d'un Etat fédéré wallon et flamand ne pourra influencer fondamentalement la structuration géographique de l'accumulation du capital* ».



Les cinq autres chapitres de l'ouvrage s'intitulent : « Quelques éléments théoriques : la spatialité du capitalisme » (Ch. Kesteloot); « Les mutations de l'espace industriel en Belgique (Ch. Vanderhoven); « L'espace, le fordisme et le Limbourg » (Eric Swyngedouw); « Les divisions sociales et spatiales de la ville » (W. De Lannoy et Ch. Kesteloot) et enfin « Le rôle économique des quartiers Immigrés » (Ch. Kesteloot).

r. l.

Contradictions - 2, avenue des Grenadiers, Bte 1, 1050 Bruxelles
224 pages - 500 FB

Bulletin de la Fondation André Renard n° 180

« Qualité totale » est le titre de la dernière et passionnante livraison du *Bulletin de la FAR*. Il s'agit des problèmes posés par l'extension dans le monde d'un mouvement initié par le grand patronat : la « gestion participative », qui vise à associer le personnel à la quête de « qualité totale ».

Les CM avaient abordé ce dossier voici trois ans, à partir des cercles de qualité. Le *Bulletin de la FAR* pousse plus avant l'investigation et la réflexion ; il affronte la question controversée des responsabilités que peut et doit assumer l'organisation syndicale, face à une opération de fractionnement des solidarités.

Giovanni Lentini analyse le cheminement des cercles de qualité, nés au Japon, en soulignant précisément la place qu'y tiennent certaines valeurs traditionnelles japonaises, à savoir le respect de la hiérarchie, la fidélité. Dans leur patrie, les cercles de qualité concernent plus de la moitié des travailleurs et 40 % des entreprises. En Belgique, le pourcentage des travailleurs impliqués ne semble pas dépasser 15 %. Solvay, Bekaert, Cockerill-Sambre ont fondé un organisme qui suit l'évolution du phénomène ; il existe aussi une Fédération européenne des C.Q.

L'exportation de l'expérience japonaise n'est pas aisée. C'est pour dépasser les difficultés rencontrées sur le terrain que les promoteurs des C.Q. ont globalisé leur démarche : ils entendent cette fois atteindre la *qualité totale*.

Qu'est-ce à dire ? « La gestion totale de la qualité est une méthode de gestion destinée à la direction et au personnel d'encadrement, méthode qui place au centre de sa démarche la participation générale au service de la qualité ». En fait, derrière ce nouveau type de langage de bois se profile une ambition majeure : obtenir l'adhésion de *tout* le personnel au mouvement. Les moyens mis en oeuvre sont considérables, surtout pour ce qui est de la formation du personnel, dont chaque unité doit se considérer comme responsable de la qualité de la valeur ajoutée à son poste de travail, et obligée de surcroît de vérifier le résultat atteint par le travailleur placé en amont.

On l'aura compris : il s'agit, pour atteindre des performances sur le plan de la productivité et du profit, de réussir une vaste entreprise idéologique. C'est ce que montre lumineusement José Verdin. Le management participatif ne se borne pas à imposer la flexibilité maximale et la polyvalence du travailleur, il diffuse de surcroît une conception du travail fondée sur la culture d'entreprise, en vertu de laquelle n'importe quel travailleur est un dynamiseur de l'entreprise. Pour le surplus, la notion d'autocontrôle, mise en avant par le système, entraîne une pression sociale à laquelle s'ajoute paradoxalement la valorisation individuelle.

Le *Bulletin de la FAR* livre une série d'exemples concrets d'application du management participatif. Il consacre un chapitre au positionnement syndical, et c'est fort heureux, car quelles que soient les menaces que présente le système, rien ne justifie la politique de l'autruche, ni même des réponses limitées ou ponctuelles. Aussi José Verdin s'efforce-t-il de resituer la problématique dans son contexte global, un contexte dominé par la nécessité de la solidarité des travailleurs. En mettant à plat les impératifs patronaux, les moyens (énormes) mis en oeuvre, les faiblesses et les forces du mouvement syndical, le *Bulletin de la FAR* ne ferme aucune porte mais éclaire utilement les enjeux. Quand on apprend que Petrofina, par exemple, a créé une nouvelle direction générale - celle dite des ressources humaines - et que ce département entend entraîner « un changement en profondeur » en matière de recrutement, de rémunérations et de formation, on mesure l'ampleur des enjeux et l'intérêt des débats, déjà ouverts dans les organisations syndicales.

A son accoutumée, le *Bulletin* fournit une chronique de jurisprudence du travail, par Jean Jacqmain et Jacques Gennen ; des notes de lecture, et une chronologie des actions syndicales.

r. l.

9/11, place Saint Paul, 4000 Liège -
250 F. le numéro double

Les illustrations des textes d'E. Szalai, J. Nagels, C. Cisar et R. Lew sont extraites des catalogues *Plakat Perestroïki* (Affiches de la perestroïka), éditions Plakat, Moscou. Elles sont signées O.Katcher, A. Vaganov, G. Kirké et N. Oussov.

Signalons à ce propos que la Fondation Jacquemotte organise une exposition itinérante des *Affiches de la Glasnost et de la Perestroïka* (pour plus d'informations, contacter Marc Somville, tél 512.07.04).

LES BONNES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE LA CGER.

Un véritable partenaire, qui veille à vos intérêts? A la CGER, c'est ainsi que nous envisageons notre rôle. Des spécialistes toujours prêts à vous écouter et à vous conseiller: voilà un des services bancaires que vous trouverez chez nous, en particulier si vous sollicitez un prêt. Car la CGER offre un large éventail de formules dans ce domaine: des crédits à court ou à long terme, du "prêt à porter" au "sur mesure," calculés selon les besoins de votre entreprise. Et, cela va de soi, les taux de la CGER pour ce genre d'emprunt sont parmi les plus intéressants du marché.

Quelle que soit votre situation, venez nous en parler. Il vous suffit de faire appel à nos experts en crédit via votre agence CGER.

CGER 

nous sommes à vos côtés

Les *Cahiers Marxistes* sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LIBRAIRIE ANDRE LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

LE LIVRE INTERNATIONAL
bd. Lemonnier 171
1000 Bruxelles

L'ILE LETTREE
6914 Redu

LIBRAIRIE LEFEBVRE
rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE DERIVE
rue des Augustins 17
5200 Huy

TROPISMES
galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

CLUB ACHILLE CHAVEE
rue Abelville 34
7100 La Louvière

LIBRAIRIE L'AVENIR
rue St Léonard 102
4000 Liège

Editeur responsable : FREE asbl
20 av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles - Tél : 02/514.53.52

Revue bimestrielle
Membre de l'Association
des revues scientifiques et culturelles (ARSC)